
Ex Bibliotheca
De Cardenas

COMPLEMENT

DU MÉMORIAL

DE SAINTE-HÉLÈNE.



COMPLÉMENT

DU MÉMORIAL

DE SAINTE-HÉLÈNE.

NAPOLÉON

EN EXIL ;

RELATION CONTENANT LES OPINIONS ET LES RÉFLEXIONS DE NAPOLÉON SUR LES ÉVÉNEMENS LES PLUS IMPORTANS DE SA VIE DURANT TROIS ANS DE SA CAPTIVITÉ, ET ORNÉE D'UN FAC SIMILE ;

RECUEILLIES

PAR BARRY E. O'MEARA,

Son dernier Chirurgien ;

TERMINÉES

Par une Notice historique sur la mort de Napoléon ; le nom de toutes les batailles qu'il a commandées en personne ; son Testament ; la dernière lettre que le général Pichegru a adressée en Angleterre après son débarquement en France ; et plusieurs Pièces officielles qui n'ont jamais été imprimées, ou sont peu connues.

TROISIÈME ÉDITION.

TOME II.

PARIS,

Mme SEIGNOT, LIBRAIRE, QUAI ST.-MICHEL, N° 15.

1823.

COMPLÉMENT

DU MÉMORIAL

DE

SAINTE-HÉLÈNE.

Premier décembre 1816. — Napoléon, après m'avoir fait quelques questions sur ma santé, et s'être informé quels effets le mercure avait produits sur moi, me fit l'observation qu'il désirait que Las Cases s'en allât, parce que, dit-il, trois ou quatre mois de séjour de plus à Sainte-Hélène ne seront d'aucune utilité ni pour lui ni pour moi. Celui qu'on éloignera de moi ensuite, sous un prétexte quelconque, c'est Montholon, parce qu'ils voient qu'il m'est nécessaire, que sa présence m'est agréable, et qu'il cherche toujours à prévenir mes besoins. Je suis moins malheureux que ceux qui sont attachés à mon sort; car moi, je ne vois personne, et eux, ils sont chaque jour exposés à des insultes

et à des vexations. Ils ne peuvent ni parler ni écrire, et s'ils veulent sortir, il faut qu'ils se soumettent à des restrictions avilissantes. Je suis fâché qu'ils ne m'aient pas tous quitté depuis deux mois. Après qu'on les aura éloignés de moi, vous le serez aussi, *et alors le crime sera consommé.* Ils sont assujétis à tous les actes arbitraires que le pouvoir veut leur faire essuyer, et ne sont protégés par aucune loi. Sir Hudson Lowe est à la fois *le geolier*, le gouverneur, l'accusateur, le juge, et quelquefois le bourreau; comme, par exemple, lorsqu'il s'empara de cet Indien, recommandé par ce *brave homme*, le colonel Skelton, au général Montholon, comme un bon domestique. Il est venu ici, et l'a arrêté lui-même sous mes fenêtres. Il se rendait justice, sans doute, en se mettant à la place qui lui convenait. *Le métier d'un sbire est bien mieux son affaire que celui de représentant d'une grande nation.* Un soldat est mieux traité que ceux qui m'entourent; car, s'il est accusé, c'est à la loi seule à prononcer sur son sort. En Angleterre, on ne refuse ni livres, ni papier à un prisonnier enfermé dans un cachot. Sinon qu'il ne m'a point forcé à le voir, ce

gouverneur a fait tout ce qu'il a pu pour me tourmenter.

« Au lieu de nous laisser en proie au caprice d'un individu, ajouta-t-il, il devrait y avoir un comité composé de l'amiral, de sir George Bingham et de deux membres du conseil, pour débattre et décider les mesures qu'il serait nécessaire d'adopter envers nous. »

3. — Napoléon m'envoya chercher à une heure après midi. Je le trouvai au lit, souffrant d'un mal de tête et d'un malaise général qui avait été précédé de frisson. Il avait eu un peu de fièvre pendant la nuit. Je lui ordonnai quelques remèdes et lui démontrai, dans les termes les plus forts, la nécessité de suivre mon avis, et surtout de prendre de l'exercice, en lui affirmant que j'étais persuadé que, dans le cas contraire, il serait bientôt attaqué d'une maladie sérieuse. « *Tanto meglio*, répondit Napoléon, *più presto si finira.* »

4. — J'ai adressé à sir Hudson Lowe le bulletin de la santé de Napoléon et les avis que je lui avais donnés. Napoléon allait un peu mieux. Il m'objecta qu'il lui était impossible de suivre la recommandation que je lui avais faite de prendre de l'exer-

cice, dabord par rapport aux restrictions qui lui étaient imposées dans sa promenade, ensuite parce qu'il faisait un vent terrible; et enfin, que si le vent se calmait, la chaleur devenait épouvantable, et qu'il n'y avait pas d'ombre dans les environs de Longwood. Il me donna ensuite son opinion sur Moreau et autres. « Moreau, dit-il, était un excellent général de division, mais incapable de commander un grand corps. Avec cent mille hommes Moreau aurait éparpillé son armée sur différens points, couvert les routes de soldats, et n'aurait pas fait plus que s'il n'eût eu que trente mille hommes. Il ne savait ni profiter du nombre de ses troupes, ni de leur position. Très-calme et très-froid dans le combat, il était plus en état de commander dans la chaleur d'une action, qu'à faire des dispositions préliminaires. On le voyait souvent fumer sa pipe sur le champ de bataille. Moreau n'avait pas naturellement un mauvais cœur; *c'était un bon vivant, mais il avait peu de caractère.* Il se laissait conduire par sa femme et une autre créole, sa belle-sœur. La part qu'il prit, avec Pichegru et Georges, dans la conspiration, et la manière dont il finit sa

carrière, en combattant contre son pays, déshonoreront à jamais sa mémoire. Comme général, Moreau était infinimentau-dessous de Desaix, de Kléber, ou même de Soult. De tous les généraux que j'ai eus sous moi, Desaix et Kléber ont été ceux qui ont déployé plus de talent, surtout Desaix, parce que Kléber n'aimait la gloire qu'autant qu'elle lui procurait des richesses et des plaisirs. Desaix, au contraire, aimait la gloire pour elle-même, et méprisait tout autre chose. Il ne rêvait que la guerre et la gloire. Les richesses et les plaisirs n'étaient rien pour lui; il ne leur accordait pas même une pensée. C'était un petit homme d'un air sombre, d'un pouce à-peu-près moins grand que moi, toujours vêtu avec négligence; quelquefois même ses vêtemens étaient déchirés, méprisant les jouissances et les commodités de la vie. Plusieurs fois, en Egypte, je lui fis présent d'un équipage de campagne complet; mais il le perdait aussitôt. Enveloppé dans son manteau, Desaix se jetait sur un canon, et dormait aussi à son aise que sur l'édredon. La mollesse n'avait pour lui aucun charme. Droit et honnête dans tous ses procédés, les Arabes l'avaient appelé *le sultan juste*.

La nature l'avait formé pour faire un grand général. Kléber et Desaix furent des pertes irréparables pour la France. Si Kléber eût vécu, votre armée eût péri en Egypte. Si cet imbécile de Menou vous eût attaqués lors de votre débarquement, avec ses vingt mille hommes, au lieu de la division Lanusse, vous étiez perdus sans ressource. Vous n'aviez que dix-sept ou dix-huit mille hommes, sans cavalerie. »

« Lannes, lorsque je le pris pour la première fois par la main, n'était qu'un *ignorantaccio*. Son éducation avait été très-négligée. Néanmoins il fit beaucoup de progrès, et pour en juger il suffit de dire qu'il aurait fait un général de première classe. Il possédait une grande expérience de la guerre. Il s'était trouvé à cinquante batailles rangées et trois cents combats de toute espèec. C'était un homme d'une bravoure extraordinaire ; calme au milieu du feu, il possédait un coup-d'œil sûr et pénétrant, était prompt à profiter de toutes les occasions qui se présentaient. Violent et emporté, quelquefois même en ma présence, dans ses expressions, il m'était très-attaché. Dans ses accès de colère, il ne voulait permettre

à personne de lui faire des observations ; et même il n'était pas toujours prudent de lui parler lorsqu'il était dans cet état de violence. Alors il avait l'habitude de venir à moi, et de me dire qu'on ne pouvait se fier à telle et telle personne. Comme général, il était infiniment au-dessus de Moreau et de Soult. »

« Masséna, dit-il, était un homme d'un talent supérieur. Néanmoins, il faisait généralement de mauvaises dispositions avant une bataille, et ce n'était que lorsque les hommes tombaient de tous côtés, qu'il commençait à agir avec ce jugement qu'il aurait dû montrer auparavant. Au milieu des morts et des mourans, de la grêle de balles qui moissonnait tout autour de lui, Masséna était toujours lui-même. Il donnait ses ordres, et faisait ses dispositions avec le plus grand sang-froid et le plus grand jugement. Voilà, *la vera nobilità di sangue.* On disait avec vérité de Masséna, qu'il ne commençait jamais à agir avec discernement que lorsque la chance d'une bataille se déclarait contre lui. C'était un grand pillard. Il était toujours de moitié avec les fournisseurs et les commissaires de l'armée. Je lui dis plusieurs fois que s'il vou-

lait cesser ses honteuses spéculations, je lui ferais présent de huit cent mille francs ou d'un million; mais il en avait pris tellement l'habitude, qu'il ne pouvait s'empêcher de se mêler de ces sales intrigues pécuniaires. Il était, pour cela, haï par les soldats, qui se révoltèrent trois ou quatre fois contre lui. Cependant, eu égard aux circonstances, c'était un homme précieux; et il eût été un grand homme, si ses qualités brillantes n'eussent été obscurcies par le vice honteux de l'avarice. »

« Pichegru », continua Napoléon, « était répétiteur à Brienne, et m'enseigna les mathématiques lorsque je n'avais que dix ans. Il possédait cette science au plus haut degré. Comme général, Pichegru était un homme d'un talent peu ordinaire, infiniment supérieur à Moreau, bien qu'il n'eût fait rien de véritablement remarquable, ses succès en Hollande étant, en grande partie, la conséquence de la victoire de Fleurus. Pichegru, après s'être vendu, sacrifia la vie de près de vingt mille de ses soldats, en les jetant à dessein entre les mains de l'ennemi qu'il avait instruit de ses mouvemens. Il eut une fois une discussion fort vive avec Kléber, parce qu'au

lieu de faire marcher son armée sur Mayence, comme il aurait dû le faire, il en avait dirigé la plus grande partie sur un autre point où Kléber fit observer qu'il aurait suffi seulement d'envoyer les ambulances, avec quelques hommes, pour faire parade. Alors on attribua ce mouvement à l'impéritie; mais ensuite on découvrit que c'était une véritable trahison. »

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, et m'a dit que le général Bonaparte avait adopté un très-mauvais système en lui déclarant, en quelque sorte, la guerre, puisqu'il était la seule personne qui lui pût être de quelque utilité et lui rendre sa situation plus agréable. Le comte Las Cases avait, disait-il, bien changé d'avis à son égard depuis l'instant où ils avaient eu ensemble des communications plus fréquentes. Il ne le regardait plus comme un despote capricieux, faisant tout ce qu'il pouvait pour les tourmenter.

C'était de Las Cases lui-même qu'il avait appris qu'il était revenu à d'autres idées sur le compte du général Bonaparte, auquel, disait il, on avait fait voir tous les objets à *travers un voile de sang* (1). Qu'en mon

(1) Ce sont le propres paroles de Hudson Lowe.

particulier, j'aurais bien fait de détruire les fâcheuses impressions que Napoléon pouvait avoir reçues sur sa personne et son caractère. Il me demanda alors si j'avais jamais appris au général Bonaparte que les Français qui étaient avec lui, voulaient l'employer comme un instrument pour s'agrandir eux-mêmes, sans s'inquiéter de quels moyens ils se servaient? Je lui répondis que certes je n'avais jamais rien dit de semblable, mais que je m'étais au contraire toujours efforcé de le détromper, toutes les fois que je reconnaissais qu'il avait été mal informé. Sir Hudson Lowe me dit que les ministres me considéraient en quelque sorte comme responsable, et qu'on s'en prendrait à moi si le général Bonaparte n'était pas instruit, de manière à ce qu'on ne pût donner une fausse interprétation à tout ce qui se faisait. Son Excellence fit alors quelques remarques sur ce que le général Bonaparte se tenait constamment renfermé dans sa chambre, et me demanda mon opinion sur ce qu'il serait convenable de faire pour le décider à sortir? Je répondis qu'il faudrait étendre ses limites, supprimer quelques restrictions, et lui donner une maison de l'autre côté

de l'île; qu'il s'était souvent plaint de ne pouvoir sortir à Longwood sans avoir une migraine affreuse, occasionée par l'ardeur du soleil et le défaut d'ombre; ou que si, par fois, les rayons du soleil étaient obscurcis, alors il s'élevait un vent aigu qui, soufflant sur un terrain élevé et sans abri, lui faisait enfler les joues et occasionait un catarrhe. Je lui fis observer aussi que l'approvisionnement de la maison était tout-à-fait insuffisant, et que les Français dépensaient chaque jour sept ou huit livres sterling en achat d'articles indispensables dont je fis l'énumération. Sir Hudson Lowe répondit que, quant à cela, il avait déjà outrepassé de moitié les sommes accordées par les ministres responsables au parlement des dépenses de Longwood, qui excédaient huit mille livres sterling par an, et que peut-être serait-il obligé plus tard de payer le surplus de ses propres deniers. Que ses instructions étaient beaucoup plus rigoureuses que celles de son prédécesseur; mais que malheureusement le général Bonaparte avait cru qu'elles étaient plus douces, ce qui faisait une bien grande différence; que toutes ses actions avaient été mal interprétées, et que la malignité

les avait présentées sous l'aspect le plus défavorable ; que le gouvernement britannique ne voulait pas rendre l'existence du général Bonaparte pénible, ni le tourmenter ; que ce n'était pas tant lui que l'on craignait, que les gens turbulens et méchans, qui, à l'aide de son nom et de son influence, exciteraient des troubles et la rébellion en France et partout, pour s'agrandir et servir leurs propres intérêts. Il dit aussi que Las Cases était fort bien traité, et qu'il ne manquait de rien. Il me pria de faire part de tout cela au général Bonaparte.

Je communiquai quelques-unes de ces remarques du gouverneur à Napoléon, qui répondit : « Je ne crois pas qu'il agisse d'après ses instructions ; ou, s'il le fait, il s'est déshonoré en acceptant un emploi aussi avilissant. Un gouvernement éloigné de deux mille lieues, et ignorant les localités de l'île, ne peut jamais entrer dans les détails ; il ne peut que donner des ordres généraux et un pouvoir discrétionnaire. On lui a seulement ordonné de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir mon évasion ; et je suis traité d'une manière qui dégrade

l'humanité. Il est facile de concevoir qu'on tue un homme et qu'on l'enterre ensuite; mais cette torture, cette manière de me faire mourir en détail, est plus cruelle que la mort la plus prompte. J'ai souvent entendu parler, continua-t-il, du système tyrannique et oppressif que l'on suit dans vos colonies; mais je n'aurais jamais pensé qu'il pût exister une violation de la loi et de la justice aussi manifeste que celle que l'on pratique ici. D'après ce que je vois, je pense qu'il n'y a pas sur terre une nation plus esclave que vos Anglais; c'est ce que j'ai dit au colonel Wilks, le premier gouverneur de cette île. » Je lui répondis qu'il ne devait pas se former une idée de la nation anglaise par une colonie sujette à des lois militaires, placée sous des circonstances particulières; que, pour juger sainement de l'Angleterre, il fallait y être, et qu'il verrait combien un individu avec un habit brun ou un habit rouge s'inquiétait peu des ministres. « C'est ce que disait le vieux colonel, répondit Napoléon; mais je parle de vous, d'après ce que j'en ai vu, et je dis que vous êtes les plus grands esclaves de la terre. Tout tremble à la vue de ce

gouverneur. Sir Georges Bingham, qui est si bon, en a cependant tellement peur, qu'il ne viendrait pas me voir dans la crainte de lui donner de l'ombrage : tous les autres officiers s'éloignent à notre approche. »
J'observai que ce n'était pas la peur, mais la délicatesse, qui empêchait sir Georges Bingham de venir, et que, quant aux autres officiers, ils devaient obéir aux ordres qu'ils avaient reçus. Napoléon répondit : Si c'étaient des Français, ils ne craindraient pas de dire leur façon de penser sur la barbarie du traitement qu'on exerce ici ; et un général français chargé d'un commandement subalterne, et qui verrait dégrader son pays comme on dégrade le vôtre, en porterait plainte à son gouvernement. Quant à moi, continua-t-il, je ne me plaindrais pas pour ce qui m'est personnel ; mais comme la nation pourrait demander une enquête sur la manière dont j'ai été traité ici, les ministres diraient alors : Jamais il ne s'est plaint, il se trouvait donc bien traité, et l'enquête est sans fondement. Sans cela, je croirais me dégrader en prononçant un seul mot de plainte, quoique je sois tellement dégoûté de la conduite de ce *sbirro*, que

j'apprendrais avec le plus grand plaisir que l'ordre de me faire fusiller fût arrivé. Je le regarderais comme une faveur.

Je lui dis que sir Hudson Lowe avait témoigné le désir de tout concilier de la manière la plus satisfaisante. Napoléon répondit : « S'il veut nous arranger, qu'il remette les choses sur le même pied qu'elles étaient du temps de l'amiral Cockburn. Que personne ne vienne ici sans une lettre de Bertrand. S'il ne veut pas donner à Bertrand la liberté de laisser entrer chez moi, qu'il fasse lui-même une liste des personnes de l'île dont il permettra la visite ; qu'il la lui envoie ; que celui-ci ait le pouvoir de leur écrire et de leur accorder la faculté d'entrer. Lorsqu'il arrive des étrangers, qu'il fasse de même une liste de ceux à qui il permettra de nous voir, et que pendant leur séjour il les laisse nous visiter avec le *laissez-passer* de Bertrand. Peut-être n'en verrais-je que fort peu, parce qu'il est difficile de distinguer ceux qui viennent me voir comme une bête curieuse, de ceux qui sont amenés par des motifs de considération et de respect ; je serais bien aise, au moins, d'en avoir le privilége. C'est à lui de s'arranger,

s'il le veut : il a le pouvoir, je n'en ai aucun; je ne suis pas gouverneur, je n'ai pas de places à donner. Qu'il change l'ordre établi, d'après lequel je ne puis ni quitter la grande route, ni parler à une dame si je la rencontre.

En peu de mots, *che si comporti bene verso di me* (qu'il se comporte bien avec moi), s'il ne veut pas me traiter comme un homme, *che ha giocato un ruolo come quel che ho giocato io*; qu'il ne me traite pas plus mal qu'un galérien ou un criminel condamné, puisqu'on ne les empêche pas de parler. Qu'il agisse ainsi, et alors je dirai qu'il a d'abord pris un surcroît de précaution, dans la crainte que je ne m'évadasse; mais que, lorsqu'il a reconnu son erreur, il n'a pas craint de revenir sur ses pas, et que je m'étais trompé sur la mauvaise opinion que j'avais eue de lui : *ma siete un bambino*, *dottore*, (vous êtes un enfant, docteur); vous avez trop bonne opinion du genre humain. Cet homme n'est pas sincère. Je crois que l'idée que je m'étais formée d'abord de lui est juste; que c'est un homme dont la méchanceté naturelle est encore accrue par la crainte de la responsabilité qui pèse sur lui dans la place

qu'il occupe. *C'est un homme retors, abject, et tout-à-fait au-dessous de son emploi.* Je parierais ma vie, continua-t-il, que si j'envoyais prier sir Georges Bingham ou l'amiral de sortir à cheval avec moi, avant que je me fusse promené trois fois, soit avec l'un, soit avec l'autre, ce gouverneur leur ferait quelques insinuations qui m'exposeraient à l'affront de les voir refuser de m'accompagner désormais. Il assure que Las Cases est très-bien traité, qu'il ne manque de rien, et cela parce qu'il ne le laisse pas encore mourir de faim; *c'est un homme vraiment ignoble.* Il dégrade son espèce en ne faisant nulle attention aux besoins moraux, qui distinguent l'homme de la brute, et en ne considérant que les besoins physiques les plus grossiers. Comme si Las Cases était une bête de somme, et qu'il suffise de lui donner une botte de foin pour dire de lui : Il est heureux, son ventre est plein : tous ses besoins sont satisfaits. »

5 — J'ai eu une longue conversation avec Napoléon, qui était dans son bain. Je lui ai demandé son opinion sur l'empereur Alexandre. « Il a plus de talent que

ses deux autres alliés (1). C'est un homme adroit, très-ambitieux, et qui cherche à paraître populaire. Son faible est de se croire savant dans l'art de la guerre, et il n'aime rien tant qu'à s'entendre complimenter à ce sujet, bien que toutes les opérations militaires qu'il a dirigées lui-même aient été jugées fausses et funestes. A Tilsitt, Alexandre et le roi de Prusse s'inquiétaient beaucoup pour inventer des uniformes de hussards et de dragons, et discutaient fort sérieusement ensemble si la croix des ordres devait être suspendue à tel ou tel bouton. Tous les jours, à cheval, nous sortions tous trois. Il nous arrivait souvent, l'empereur Alexandre et moi, de prendre le galop et d'abandonner le roi de Prusse, que nous laissions ainsi derrière nous. »

Napoléon me raconta ensuite quelques événemens de sa jeunesse. Il me dit qu'en sortant de l'école de Brienne il avait été envoyé à Paris, à l'âge de quinze ou seize ans, où, après avoir subi un examen général, et répondu d'une manière satisfaisante sur les mathématiques, il fut placé de suite dans l'artillerie. « Quand la révo-

(1) L'empereur François et le roi de Prusse.

lution éclata, continua-t-il, à peu près un tiers des officiers de l'artillerie émigrèrent, et je devins *chef de bataillon* au siége de Toulon, après avoir été proposé, par les officiers de l'artillerie eux-mêmes, comme celui qui, parmi eux, possédait le plus de connaissances dans cette partie. Pendant le siége, je commandais l'artillerie; je dirigeais les opérations contre la ville, et je fis O'Hara prisonnier, comme je vous l'ai raconté ailleurs. Lorsque la place eut capitulé, je fus nommé commandant de l'artillerie de l'armée d'Italie; d'après les plans que j'avais faits, un grand nombre de forteresses furent prises. Ces plans furent suivis en Suisse et au-delà des Alpes. De retour à Paris, je fus fait général, et l'on m'offrit le commandement de l'armée de la Vendée. Je le refusai, en disant qu'il ne pouvait convenir qu'à un général de gendarmerie. Le 13 vendémiaire, je commandais l'armée de la Convention, dans Paris, contre les sections, et je les défis après une action de quelques minutes. J'obtins ensuite le commandement de l'armée d'Italie; c'est là que j'établis ma réputation. Rien n'a été plus simple que mon élévation. Elle ne fut le résultat ni

de l'intrigue, ni du crime. Je la dus aux circonstances particulières du temps, et à ce que je m'étais battu successivement, avec succès, contre les ennemis de mon pays. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, et je crois, sans autre exemple dans l'histoire, c'est que, de simple particulier, je m'élevai à la hauteur étonnante de la puissance suprême, et sans avoir, pour y parvenir, commis un seul crime : à mon lit de mort, je ferais la même déclaration. »

Je demandai à l'empereur s'il était vrai qu'il dût à Barras le grade qu'il occupait à Toulon, et s'il avait offert ses services aux Anglais ? L'un est aussi faux que l'autre, répondit Napoléon. Je n'ai eu de relation avec Barras qu'après l'affaire de Toulon. Ce fut à Gasparin, député d'Orange, et homme à talent, que je dus la protection que j'obtins alors, et son appui contre une race *d'ignorantacci*, envoyés par la Convention. Jamais je n'ai offert mes services à l'Angleterre, je n'en ai même jamais eu l'idée, pas plus que celle d'aller me faire Turc à Constantinople. Tous ces récits *sont des romans*. Je passai quelque temps en Corse avec Paoli, en l'an.... Paoli m'aimait beaucoup, et je lui étais moi-même extrê-

mement attaché; mais Paoli épousa la cause de la faction anglaise, et moi celle des Français, et en conséquence presque toute ma famille fut chassée de la Corse. Paoli me frappait souvent, avec amitié, sur la tête, en disant : *Vous êtes un des hommes de Plutarque.* Il avait deviné que je serais un homme extraordinaire.

Napoléon parla ensuite de l'opération de Copenhague. « Cette expédition, dit-il, prouvait une grande énergie de la part de vos ministres; mais en mettant de côté la violation que vous fîtes du droit des nations, car, en effet, c'en était une manifeste, je crois que cela nuisit à vos intérêts en vous faisant des ennemis irréconciliables de la brave nation danoise, et en vous fermant le nord pour trois ans. Lorsque j'appris cet événement, je dis : J'en suis bien aise, parce que cela va brouiller d'une manière irréconciliable l'Angleterre et les puissances du nord. Les Danois ne pouvaient me fournir que soixante bâtimens de guerre, mais cela était peu important. J'avais des vaisseaux en abondance, je n'avais besoin que de matelots que vous ne prîtes pas, et que j'obtins ensuite, tandis que par cette expédition vos ministres acquirent la

réputation d'hommes sans foi et violant tous les traités sans scrupule. »

« Pendant la guerre avec vous, dit-il, je recevais toutes les nouvelles d'Angleterre par les contrebandiers. Ce sont des gens redoutables qui ont l'adresse et le courage de tout faire pour de l'argent. Une partie de Dunkerque leur était assignée, et ils y étaient en quelque sorte renfermés; mais comme ensuite ils y étaient sortis de leurs limites, s'étaient livrés à la débauche, et qu'ils insultaient tout le monde, j'ordonnai que l'on préparât Gravelines pour les recevoir. Là, ils avaient établi un petit camp, de l'enceinte duquel il leur était défendu de sortir. Il fut un temps où près de cinq cents contrebandiers étaient réunis à Dunkerque. J'avais par eux tous les renseignemens que je pouvais désirer. Ils recevaient les journaux et les dépêches des émissaires que nous avions à Londres. Ils emmenaient de France des espions, les débarquaient et les tenaient dans leurs maisons pendant quelques jours, ensuite ils les dispersaient dans le pays, et nous les ramenaient lorsque cela était nécessaire. La police avait aussi à sa solde un certain nombre d'émigrés français qui lui

donnaient constamment des renseignemens sur les projets du parti vendéen, de George et autres; et lorsqu'ils se préparaient à m'assassiner, tous leurs mouvemens m'étaient connus. En outre, la police avait plusieurs espions anglais à sa disposition; plusieurs étaient de haute qualité, il y avait surtout beaucoup de dames. Parmi ces dernières, il s'en trouvait une d'un rang très-élevé, qui fournissait des renseignemens précieux, et qui recevait quelquefois par mois la somme énorme de trois mille livres sterling. Ces contrebandiers traversaient le canal dans des bateaux qui n'étaient pas plus larges que cette baignoire. Il etait réellement étonnant de les voir, en passant, défier vos vaisseaux de soixante-quatorze. » Je dis à Napoléon que ces gens étaient doublement espions, et qu'ils apportaient des nouvelles de France au gouvernement britannique. « Cela est très-probable, répondit Napoléon; ils vous portaient les journaux; mais je crois que, comme espions, ils ne donnaient pas beaucoup de nouvelles. C'étaient des *genti terribili* qui faisaient beaucoup de mal à votre gouvernement. Ils emportaient annuellement de France pour quarante ou cinquante

millions de soieries et d'eau-de-vie, et ils aidaient les prisonniers français à s'évader.

Les parens des Français détenus dans votre pays avaient coutume d'aller à Dunkerque, de faire marché avec les contrebandiers pour ramener tel ou tel prisonnier. Il ne leur fallait que le nom, l'âge et un signe particulier au moyen duquel le prisonnier pût avoir confiance en eux. Généralement, ils effectuaient sa délivrance en peu de temps; car, pour des hommes de cette espèce, ils remplissaient leurs engagemens avec honneur et loyauté. Plusieurs fois ils m'offrirent d'enlever, pour une somme d'argent, quelques-uns des membres de la famille des Bourbons, et de les amener en France; mais il eût fallu stipuler que, s'ils rencontraient quelqu'obstacle, ou qu'ils fussent contrariés dans leur entreprise, il leur serait permis de les massacrer, ce à quoi je ne voulus jamais consentir. Il m'offrirent aussi de m'amener Dumouriez, Sarrazin et autres, qu'ils savaient que je haïssais; mais je les méprisais trop pour m'occuper d'eux sérieusement. »

Cette conversation avait été la suite

de la nouvelle que je lui avait donnée, de l'arrivée de Lefebvre-Desnouettes, et de son frère Joseph à New-Yorck. Alors je lui demandai si Lefebvre n'avait pas manqué à sa parole en Angleterre. Napoléon répondit oui, et ajouta : « On a souvent parlé des officiers français qui avaient été employés après avoir rompu leur parole en Angleterre. Le fait est que les Anglais eux-mêmes étaient les premiers à donner cet exemple, et que douze de ces messieurs s'étaient récemment enfuis. Je proposai à vos ministres que les deux gouvernemens se renvoyassent réciproquement tout prisonnier, de quelque rang qu'il fût, qui aurait manqué à sa parole et se serait échappé. Ils refusèrent, et je ne m'en inquiétai plus. Je ne recevais pas à la cour ceux qui s'étaient évadés ; je ne les encourageais, ni ne les décourageais. Après ce refus, vos ministres firent beaucoup de bruit (*chiasso*) sur ce que des officiers qui avaient manqué à leur parole avaient été employés dans mes armées, quoiqu'eux-mêmes eussent refusé de prendre avec moi les seules mesures qui pouvaient mettre fin au désordre ;

c'est-à-dire, que les deux partis les renvoyassent aussitôt; et ensuite ils ont eu l'imprudence d'en jeter tout l'odieux sur moi. Mais vous autres, Anglais, vous n'avez jamais tort. »

Je lui demandai s'il pensait que l'expédition de Walcheren, mieux conduite, aurait pu réussir? Napoléon répondit: « Je pense que si vous eussiez débarqué d'abord quelques milliers d'hommes, à Willamstadt, et que vous eussiez marché directement sur Anvers, la consternation, le manque de préparatifs, et l'incertitude du nombre des assaillans auraient pu faire que vous l'eussiez emporté par un coup de main; mais cela devint impossible dès que la flotte se fut rassemblée; les équipages des vaisseaux, réunis à la garde nationale, aux ouvriers et autres, faisaient à-peu-près un total de quinze mille hommes. Les vaisseaux eussent été coulés bas, ou renfermés dans les chantiers, et les équipages employés sur les batteries. D'ailleurs la ville d'Anvers, quoique vieille, est bien fortifiée. Il est vrai que lord Chatam fit tout ce qu'il put pour faire manquer le but de l'expédition; car, après avoir

laissé passer les premiers jours, l'affaire devenait impraticable. Vous aviez trop et trop peu d'hommes; trop pour un coup de main, et trop peu pour un siége régulier. Les habitans étaient tous contre vous, parce qu'ils voyaient clairement que vous vous proposiez de surprendre la ville, de tout brûler et de tout détruire, remonter ensuite sur vos vaisseaux, et vous éloigner. Cette expédition vous fit grand tort. Vos ministres étaient mal informés de la situation du pays. Vous eûtes ensuite la folie de rester dans un endroit pestilentiel, jusqu'à ce que vous eussiez perdu plusieurs milliers d'hommes. C'était le comble de l'imprévoyance ou de l'inhumanité. J'en étais bien aise, parce que je savais que les progrès des maladies vous forceraient, sans que je fisse aucun effort, à évacuer le pays. Je n'y avais envoyé que des déserteurs et des mauvais sujets pour former la garnison, et j'avais donné ordre qu'on les fît coucher dans deux frégates que j'avais fait expédier à cet effet. Je leur faisais aussi porter de l'eau à grands frais; mais toutes les précautions que je prenais n'empêchaient pas que ce lieu ne fût mal-

sain. Le général qui défendait Flessingue, ajouta-t-il, ne tint pas aussi longtemps qu'il l'aurait dû. Il avait fait une immense fortune avec les contrebandiers (car il y en avait un autre dépôt en cet endroit), et il s'était rendu coupable d'intrigues pour lesquelles il craignait d'être conduit devant une cour martiale, et je crois qu'il était bien aise de se débarrasser.»

Je demandai à Napoléon s'il était vrai qu'un Corse, nommé Masséria, eût été autrefois chargé de lui faire des propositions de la part de notre gouvernement? « Masséria? Oui, répondit-il; je me rappelle fort bien qu'il me fut amené lorsque j'étais premier consul. On l'introduisit avec beaucoup de mystère et de discrétion dans ma chambre, tandis que j'étais, comme à présent, dans le bain. Je crois qu'il commença par me parler d'affaires politiques et me faire des insinuations sur la paix; mais je l'arrêtai dès les premiers mots, parce qu'il avait été publié dans les journaux anglais qu'il venait pour une mission que je n'aimais pas. D'ailleurs, Masséria, bien qu'il fût *un bravissimo uomo*, était un grand *parleur*. Je crois qu'il était envoyé par le roi

Georges lui-même. C'était un républicain, et il soutenait que la mort de Charles Ier était juste et avait été nécessaire. »

Lady Lowe est venue à Longwood, et pour la première fois elle a rendu visite aux comtesses Bertrand et Montholon.

6. Napoléon me dit que la visite que fit lady Lowe lui paraissait un artifice de la part de son mari, *per gettar la polvere negli occhi* (pour jeter de la poudre aux yeux), et pour faire croire que, malgré l'arrestation de Las Cases, le gouverneur était très-bien à Longwood; qu'il n'avait fait que son devoir, et que les bruits qui avaient couru des mauvais traitemens auxquels il soumet les habitans de Longwood sont sans fondement. Je lui répondis que lady Lowe avait toujours désiré voir les comtesses Bertrand et Montholon, et qu'elle avait saisi la première occasion qui s'était présentée depuis qu'elle était relevée de couche. Napoléon répliqua : « Je suis loin de penser qu'elle prenne part aux noirceurs de son mari; mais elle a mal choisi son temps. Il l'envoie au moment où il traite Las Cases avec tant de barbarie et d'illégalité! C'est

un artifice pour aveugler le monde, ou bien il se moque de nos malheurs. Rien de plus insultant que d'ajouter l'ironie à l'injustice. » Je lui fis observer qu'il était peut-être plus équitable de considérer cette démarche de la part du gouverneur comme les préliminaires d'un arrangement. « Non, répondit Napoléon, cela ne peut pas être. S'il voulait se raccommoder avec moi, la première démarche serait de nous affranchir de quelques-unes de ses restrictions oppressives et inutiles. Hier, après que son épouse fut venue, madame Bertrand et sa famille allèrent se promener. A leur retour, ils furent arrêtés par les sentinelles, qui refusèrent de les laisser entrer, parce qu'il était six heures. Au nom de Dieu, s'il voulait se réconcilier avec nous, continuerait-il de nous empêcher de sortir à la seule heure du jour pendant laquelle, dans cette maison, la promenade soit agréable? S'il vous demande ce que je pense de la visite de son épouse, continua Napoléon, dites-lui franchement les observations que j'ai faites.

7. J'ai écrit à sir Hudson Lowe pour

lui expliquer ce que Napoléon croyait être le meilleur moyen d'effectuer un accommodement.

J'ai eu une longue conversation avec Napoléon sur l'anatomie du corps humain. Il désira voir quelques estampes anatomiques sur les sujets que je traitais. Il me dit qu'autrefois il avait essayé d'étudier l'anatomie; mais qu'il avait été dégoûté par la vue et l'odeur des cadavres. Je lui dis que les gravures servent seulement à rappeler ce qu'on a déjà appris par la dissection, et qu'elles ne peuvent jamais la remplacer. Napoléon convint parfaitement de cela avec moi, et entra dans plusieurs détails relatifs aux encouragemens qu'il avait donnés aux écoles d'anatomie et de chirurgie, et de la facilité qu'il avait procurée aux étudians en médecine d'apprendre leur profession à peu de frais à Paris.

Il émit ensuite quelques opinions sur les individus qui ont figuré dans la révolution française. « Robespierre, dit-il, bien que ce fût un monstre altéré de sang, n'était pas aussi méchant que Collot d'Herbois, Billaud-de-Varennes, Hébert, Fouquier-Tainville et tant d'autres. Sur la fin, Ro-

bespierre avait voulu devenir plus modéré; et quelque temps avant sa mort, il avait effectivement dit qu'il était las des exécutions, et qu'il conseillait de suivre un autre système. Lorsque l'exécrable Hébert accusa la reine d'*outrager la nature*, Robespierre proposa de le dénoncer comme ayant fait une accusation aussi calomnieuse et aussi peu fondée, et qui n'avait pour objet que de provoquer le peuple à un soulèvement en faveur de cette princesse, en appelant l'intérêt sur elle. Dès le commencement de la révolution, Louis XVI paraît avoir eu constamment devant les yeux l'exemple de Charles Ier.

Charles, après avoir lutté corps à corps avec le parlement, avait fini par succomber et perdre la tête. Sa fin tragique empêcha Louis, en plusieurs occasions, de s'opposer aux efforts des révolutionnaires. Lorsqu'on osa le mettre en jugement, il devait dire simplement, que d'après la constitution il ne pouvait rien faire de mal, et que sa personne était sacrée. La reine aurait dû faire de même. Cette protestation ne leur aurait pas sauvé la vie; mais ils seraient morts l'un et l'autre avec encore plus de dignité. Robespierre était d'avis qu'on fît

secrètement mourir le roi. « A quoi servent ces vaines formalités, disait-il, lorsque vous allez le condamner à la mort, innocent ou coupable ? » « La reine, ajouta Napoléon, marcha à l'échafaud avec une espèce de joie ; ce devait être pour elle un grand soulagement de quitter une vie qu'on empoisonnait d'amertume avec une aussi exécrable barbarie. Si j'eusse eu quatre ou cinq ans de plus, continua-t-il, certainement j'aurais été guilloliné avec tant d'autres. »

8. « Napoléon était dans son bain. Nous parlâmes long-temps de la situation critique dans laquelle se trouvait l'Angleterre, situation qu'il attribuait entièrement à l'imbécillité de lord Castelreagh. Si vos ministres, disait-il, avaient eu égard aux intérêts de la patrie, au lieu de faire d'ignobles intrigues, ils auraient fait de vous la nation la plus heureuse et la plus florissante. Ils auraient dit aux gouvernemens espagnol et portugais, après la fin de la guerre : « Nous seuls avons sauvé votre pays, et l'avons empêché de devenir une province de France. Nous avons, dans plusieurs campagnes, versé notre sang en servant votre cause. Nous avons dépensé plusieurs

millions; et par conséquent notre pays est surchargé de dettes contractées pour vous, et que nous devons payer. Vous avez les moyens de vous acquitter. Notre situation exige que nous liquidions nos dettes. Nous vous demandons, en conséquence, que la nation anglaise soit la seule autorisée à faire, pendant vingt ans, le commerce de l'Amérique du sud, et que nos vaisseaux aient le même privilége que les vaisseaux espagnols. Par ce moyen, nous nous rembourserons sans vous épuiser. Qui aurait pu s'y opposer? D'ailleurs, à dire vrai, ce n'aurait été qu'une demande juste, et aucune puissance alliée n'aurait pu vous disputer le droit de la faire; car c'est vous seuls qui avez empêché l'Espagne et le Portugal de succomber. Vous auriez pu demander également au Portugal: qui l'a secouru en hommes et en argent, et lui a conservé l'existence comme nation? » De cette manière vos manufactures auraient prospéré; vos matelots auraient servi sur vos propres vaisseaux, au lieu de mourir de faim ou d'être forcés de chercher des moyens d'existence chez les nations étrangères; votre *populace* aurait été contente et heureuse, au lieu qu'elle est obligée d'avoir recours

aux souscriptions, pour ne pas périr de misère. Dans l'état où sont les choses, la France possédera bientôt le commerce du Brésil; vos colonies vous fournissent plus de coton et de sucre que vous n'en avez besoin, et par conséquent vous ne prendrez pas les productions américaines en échange de vos marchandises. Les Français le feront; car la Martinique ne peut fournir à leur consommation. Ils échangeront leurs marchandises fabriquées, leurs soieries, leurs meubles, leurs vins, etc., contre des produits coloniaux, et bientôt ils auront tout le négoce du Brésil. Ils auront également la préférence dans le commerce avec les colonies espagnoles, à cause de la religion, et parce que les Espagnols, comme les autres nations, sont jaloux d'un peuple dont la puissance maritime est trop étendue : ils aideront par conséquent à l'affaiblir; et la manière la plus sûre d'y parvenir est de diminuer le commerce de l'Angleterre. Un autre trait d'ineptie de la part de vos ministres, c'est d'avoir exclu les autres nations du commerce des Indes, et particulièrement les Hollandais, qui seront vos plus grands ennemis. Avant vingt ans, lorsque la France se sera relevée,

vous verrez la Hollande se joindre à elle pour vous asservir. Si vous eussiez fait les demandes que je vous ai dites, elles vous auraient été accordées; et les puissances de l'Europe n'auraient pas été plus jalouses de vous qu'elles le sont aujourd'hui et qu'elles le seront toujours, tant que vous conserverez la suprématie sur les mers, et que vous insisterez sur ce prétendu droit de recherches, et sur les autres articles de votre code de la marine. Alors vous auriez pu conserver votre empire maritime, qui doit infailliblement déchoir, si votre commerce relatif n'est pas plus étendu que celui des autres peuples. Mais vos ministres ont eu de fausses idées des choses. Ils se sont imaginé qu'ils pouvaient inonder le continent de marchandises anglaises, et en trouver le prompt débit. Non, non; le monde est maintenant trop éclairé (1). Les Russes eux-mêmes diront : Pourquoi, tandis que nos manufacturiers sont nombreux et instruits, enrichir cette nation pour la mettre en état d'entretenir le monopole et d'exercer la tyrannie sur les mers? — « Vous verrez, continua Napo-

(1) La lecture du tarif promulgué par la Russie prouvera combien cette opinion était prophétique.

léon, que dans quelques années il se vendra fort peu de marchandises anglaises sur le continent (1). J'ai donné une vie nouvelle aux manufactures. Les Français vous surpassent dans la fabrication des draps et de beaucoup d'autres articles. Ils ont surpassé les Hollandais dans les toiles et la mousseline. J'ai contribué à la formation d'un grand nombre de fabricans. J'ai établi l'*école polytechnique*, de laquelle sortent des centaines de chimistes habiles, pour répandre la science dans les différentes manufactures et appliquer la chimie aux arts. En conséquence, tout marche sur des principes certains et bien établis, au lieu que l'ancienne méthode était vague et incertaine : chaque fabricant sait raisonner sur chacune de ses opérations. Les temps sont changés, continua Napoléon, et vous ne devez plus compter sur le continent pour placer vos marchandises. L'Amérique, l'Espagne et le continent portugais sont vos seuls débouchés. Souvenez-vous de ce que je vous dis. Dans une année

(1) Je communiquai toute cette conversation à des personnages employés au gouvernement anglais, peu de temps après qu'elle eut eu lieu.

ou deux votre peuple se plaindra et dira : « Nous avons tout gagné, mais nous mourons de faim : nous sommes dans une situation plus précaire qu'avant la paix. » Peut-être vos ministres se décideront-ils plus tard à ce qu'ils auraient dû faire auparavant. Vous n'êtes point en état, continua-t-il, de faire face, même à la Prusse, dans les champs de bataille, et vous n'avez dû vos avantages sur le continent, qu'à cette souveraineté maritime que vous pourrez bien perdre si vos ministres s'entêtent à maintenir le misérable système militaire qu'ils ont adopté. L'Angleterre a fait son *va tout.* (*Ha giocato per tutto o per niente.*) Elle a gagné, elle a fait des choses incroyables, et, au résultat, son bénéfice se réduit à zéro. Le peuple meurt de faim, et est dans un état pire que celui dans lequel il se trouvait pendant la guerre; tandis que la France, qui a tout perdu, est encore florissante, et que les besoins de son peuple sont abondamment satisfaits. La France s'est engraissée, malgré les saignées nombreuses qu'on lui a faites; tandis que l'Angleterre se trouve comme un homme à qui des liqueurs stimulantes ont donné une force trompeuse et momen-

tanée, mais qui, une fois désenivré, retombe dans un état de débilité.

10. — L'eau est très-rare à Longwood. Sir Hudson Lowe a donné des ordres pour que les chevaux de l'établissement fussent menés à Hus's-Gate, au lieu de les abreuver de l'eau fournie par les conduits placés à cet effet pour l'usage de la maison de Napoléon. L'eau que ces conduits amènent est verte et bourbeuse ; l'odeur en est détestable. Il est plus facile de se procurer une pièce de vin à Longwood, qu'une bouteille de bonne eau. Les détachemens du 53e sont journellement occupés à transporter des tonneaux d'eau dans leur camp. Ceci me rappelle le temps que j'ai passé en Egypte, où nous étions obligés d'acheter de l'eau à des prix exorbitans.

Charles, domestique mulâtre, a été renvoyé de Longwood. Sir Hudson Lowe a aussitôt ordonné qu'il fût embarqué pour son pays. Il a subi un long interrogatoire de la part de son excellence, sur ce qu'il avait vu et entendu pendant le temps qu'il était resté à Longwood. On a fait faire au gouverneur, par l'officier d'ordonnance, la demande d'un chariot pour transporter de l'eau à l'établissement, celle des réservoirs

étant devenue trop peu abondante et trop infecte.

Napoléon est triste; il est mécontent que sir Hudson Lowe ne lui ait renvoyé que trois ou quatre chapitres de ses Campagnes en Italie, au lieu de lui avoir remis le tout. Il m'a prié de lui dire que, s'il les faisait copier, il eût la complaisance de lui renvoyer les originaux aussitôt qu'il aurait fini.

11. — Je suis allé à *Plantation House*, pour faire part à sir Hudson Lowe du message qui m'était confié pour lui. Son Excellence s'emporta et dit que, si le général Bonaparte persistait à croire que ses papiers avaient été retenus pour en prendre des copies, après lui avoir fait assurer le contraire, la veille, par le jeune Las Cases, il le considérerait «*comme indigne d'être traité en homme d'honneur, et comme ne méritant pas la considération due par un galant homme à un autre.*» Non-seulement il me répéta deux fois cette phrase, mais il m'obligea encore de l'écrire sur mon portefeuille, en me priant de ne pas manquer de la rendre fidèlement au général Bonaparte. Après s'être un peu calmée, son Excellence revint à des sentimens plus

modérés, me donna quelques explications, en me priant de les faire connaître à Napoléon, et me fit déchirer de mon portefeuille les expressions injurieuses qu'elle m'y avait fait mettre. Alors le gouverneur me conduisit dans la bibliothèque, et me dit « qu'il ne pouvait avoir égard à ce que je lui avais écrit, et que le général Bonaparte ne pouvait obtenir la permission de parcourir le pays : Que si les intentions des ministres eussent été seulement de prévenir sa fuite, un simple facteur de la compagnie des Indes aurait suffi pour le surveiller aussi bien que tout autre personnage; mais qu'ils avaient d'autres projets, et qu'il avait été envoyé pour les exécuter; qu'il avait plusieurs raisons majeures pour empêcher qu'il ne communiquât avec personne dans l'île : Que tout homme pourrait s'assurer de sa personne en plaçant des sentinelles autour de lui, mais que lui pourrait faire encore plus. » Lorsque je fus sur le point de quitter la chambre, il me rappela : « Dites au général Bonaparte, répéta-t-il, qu'il est heureux qu'on ait nommé pour gouverneur de l'île un homme aussi bon que moi. D'autres, avec les instructions que j'ai, l'au-

raient tenu enchaîné, pour sa conduite.» Il finit par me prier de tâcher de faire présenter sir Thomas Strange à Napoléon.

Cipriani est allé à la ville pour acheter des provisions.

12. — J'ai exprimé à Napoléon, de la manière la moins offensante qu'il m'a été possible, ce que sir Hudson Lowe m'avait chargé de lui dire; je lui ai répété l'assurance qu'il m'avait donnée que ses papiers étaient sacrés pour lui. Je lui ai fait remarquer qu'il en avait une certitude dans la lettre d'Emmanuel de Las Cases qui accompagnait la partie de ses mémoires qu'on lui avait déjà rendue, et qui lui assurait que le surplus avait été respecté; que sir Hudson Lowe m'avait dit que, pendant l'examen des papiers, qui avait toujours eu lieu en présence de Las Cases, chaque fois que celui-ci indiquait quelques fragmens appartenant à Napoléon, ils étaient mis aussitôt de côté sans même qu'on en prît lecture; lorsque l'examen cessait, les papiers étaient scellés du cachet de Las Cases, et ce cachet n'était jamais rompu qu'en sa présence. Que sir Hudson avait dit que, loin d'être poussé par la malice ou la vengeance, il avait écrit au minis-

tère pour adoucir sa position, etc. Napoléon répondit qu'il n'en croyait rien; qu'aucun gouvernement, à deux milles lieues de distance, ne pouvait connaître assez bien les localités pour donner des détails suffisans; que les ordres ne pouvaient être que généraux; qu'il lui était impossible d'ajouter foi à aucune des assertions d'un homme qui avait dit tant de faussetés, et que la lettre du jeune Las Cases n'était pas satisfaisante, puisqu'elle contenait simplement l'assurance de sir Hudson Lowe que ses papiers seraient respectés. « Quant à ses instructions (1), si elles ne renferment pas l'ordre écrit de m'assassiner, on croirait vraiment qu'on le lui a donné verbalement (*à voce*). Lorsqu'on se propose de faire périr un homme, on commence toujours par le sequestrer de la société et l'empêcher d'avoir aucune communication avec elle; on l'enveloppe des ombres du mystère, afin qu'après avoir accoutumé le monde à n'en entendre plus parler, on puisse aisément le faire disparaître. Faites connaître au gouverneur mes sentimens à ce sujet. »

(1) Cette réponse me fut donnée par écrit pour sir Hudson Lowe.

Jé lui ai dit ensuite que sir Thomas Strange, qui avait été grand-juge dans les Indes orientales, désirait lui présenter ses respects, et que la visite qu'il souhaitait lui faire n'avait pas pour objet de satisfaire une importune curiosité, mais était une marque de cette considération que toute personne devait avoir pour le grand homme qui était parvenu, par son génie, à la puissance suprême. Napoléon m'a répondu: « Je ne recevrai aucun de ceux qui ne s'adresseront pas d'abord à Bertrand. Je ne veux voir aucune des personnes que le gouverneur m'enverra directement, parce que j'aurais l'air d'obéir à un ordre. »

Alors le comte Bertrand entra, et m'apprit que le gouverneur, qui était à Longwood, voulait me voir. S'il vous adresse quelques questions sur ce que je pense, dit Napoléon, dites-lui que je me propose de faire, contre sa conduite barbare, une protestation au prince régent. C'est illégalement qu'il tient Las Cases renfermé, lorsqu'il n'existe aucune charge contre lui. Il devait lui permettre de reprendre sa place auprès de moi, ou le renvoyer de l'île, ou enfin le faire juger. S'il veut accommoder tous les différends élevés entre nous,

ainsi qu'il semble le désirer, qu'il change de méthode, et qu'il remette les choses sur le même pied qu'avant le départ de l'amiral Cockburn. Quant à la visite du juge qu'il voudrait que je reçusse, comme il m'a déjà véritablement enfermé dans un sépulcre, dites-lui *que les gens qui sont descendus dans la tombe ne reçoivent pas de visites.* D'ailleurs, si sir Thomas ne parle pas français, je ne puis, d'après les propres ordres du gouverneur, me servir d'un de mes officiers comme interprète; car il a défendu aux étrangers, qui pourraient venir me voir, de parler ou d'avoir quelque communication avec aucune des personnes de ma suite; d'un autre côté, je n'ai plus Las Cases.

Le comte Bertrand me pria de dire au gouverneur que s'il voyait sir Thomas Strange, il serait obligé de lui montrer les défense faites par lui, et signées de sa main, d'après lesquelles il n'était point permis aux individus porteurs de *laissez-passer* pour voir Napoléon, de s'entretenir avec aucune des personnes de sa suite, à moins d'en avoir reçu l'autorisation spéciale.

Lorsque j'appris à sir Hudson Lowe

ce que j'avais été chargé de lui dire, il me répondit qu'il en ferait part à lord Bathurst, ajoutant ensuite que le comte Las Cases n'avait pas suivi le général Bonaparte par affection, mais bien pour se procurer les matériaux nécessaires à la publication de sa vie; que les ministres craignaient que quelques intrigans en France, ou sur le continent, ne cherchassent à exciter la rébellion et à allumer de nouvelles guerres en Europe, en employant son nom pour servir leurs projets; que le général Bonaparte était très-heureux d'avoir affaire à un homme aussi bon que lui, etc., etc.

Il ajouta encore qu'il ne pouvait faire connaître la nature de ses ordres; qu'outre la détention du général Bonaparte, il avait encore à remplir un objet important; et, après avoir beaucoup parlé sur des sujets semblables, il finit par me dire qu'il permettrait dès le lendemain, à sir Thomas Strange et à sa famille, de communiquer avec Bertrand, ou avec toute autre personne de la suite de Napoléon.

J'ai vu sir Thomas Reade, à qui j'ai rapporté la réponse de Napoléon, re-

lativement à l'entrevue que le gouverneur désirait obtenir pour sir Thomas Strange. Sir Thomas me dit : Si j'étais gouverneur, je lui ferais bien sentir qu'il est mon prisonnier. — A moins de l'enchaîner, vous ne pourriez pas faire beaucoup plus qu'on n'en a fait, lui dis-je. — Oh ! s'il ne voulait pas faire mes volontés, je lui ôterais ses livres, et c'est ce que je conseillerai au gouverneur de faire. C'est un misérable proscrit, un prisonnier; et le gouverneur a le droit de le traiter avec toute la sévérité qu'il jugera convenable : personne ne peut s'opposer à ce que le gouverneur fasse son devoir, et à ce qu'il exécute les ordres qu'il a reçus.

J'ai rapporté à Napoléon ce que Son Excellence m'avait chargé de lui dire. Il m'a répondu que le seul moyen d'empêcher qu'on se serve de son nom pour exciter des révoltes, était de le faire mourir. Voilà, dit-il, comment on pourra y parvenir; et le plus tôt sera le mieux. *Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas.*

« Tout ce qu'il dit, continua-t-il, est *per gettar la polvere*, pour abuser le juge,

afin de publier, en arrivant en Angleterre, que c'est de ma faute si je ne reçois pas qui il me plaît, *un uomo cattivo che ha tutta la scaltrezza siciliana.* »

13. — Une lettre de Napoléon, cachetée, a été donnée par le comte Bertrand au capitaine Poppleton, afin que celui-ci la remît au gouverneur pour la faire tenir à Las Cases : à six heures après midi, un dragon est venu apporter au comte Bertrand deux lettres de sir Hudson Lowe. Dans l'une, il lui renvoyait la lettre de Napoléon au comte Las Cases, parce qu'elle était cachetée, et qu'il ne voulait pas remettre de lettre cachetée; que quand bien même elle eût été ouverte, il dépendait de son contenu qu'elle fût remise ou non; ensuite parce qu'il défendait toute communication entre Napoléon et le comte Las Cases. Dans l'autre, le gouverneur disait qu'il ne prendrait probablement aucune décision relativement à Las Cases, qu'il n'eût reçu des nouvelles du gouvernement britannique. J'ai vu Napoléon. Il n'espérait rien de bon de la part du gouverneur, qui était, selon lui, un homme de méchante humeur. « Il devrait,

dit-il, se faire appliquer plusieurs larges vésicatoires, pour enlever une partie de cette mauvaise lymphe. »

Je lui fis quelques questions sur la part que Moreau avait prise dans la conspiration. « Moreau, dit-il, a avoué à ses avocats qu'il avait vu Georges et Pichegru ; qu'il s'était entretenu avec eux, et qu'il se proposait de le dire lors de son jugement. Cependant son Conseil le dissuada de le faire, et lui dit que, s'il convenait d'avoir communiqué avec Georges, rien ne pourrait l'empêcher d'être condamné à mort. Moreau, dans une entrevue avec deux des autres conspirateurs, persista à soutenir que la première démarche qu'il fallait faire était de me tuer ; qu'il aurait plein pouvoir sur l'armée, quand je ne serais plus ; mais qu'il ne pourrait rien faire tant que j'existerais. Lorsqu'on vint l'arrêter, son acte d'accusation lui fut remis : il y était accusé d'avoir conspiré contre la vie du premier consul et la sûreté de la république, de complicité avec Pichegru et Georges : en lisant ces noms, le papier lui échappa des mains, et il s'évanouit.

Lors de la bataille de Dresde, continua

Napoléon, j'ordonnai que les alliés fussent attaqués simultanément par les ailes de mon armée. Le centre resta immobile pendant l'exécution de ces manœuvres. Je remarquai un gros de cavalerie ennemie à 500 verges environ. Je conclus qu'ils observaient mes mouvemens; j'appelai un capitaine d'artillerie, qui commandait un parc de dix-huit ou vingt pièces. *Jetez une douzaine de boulets à la fois dans ce groupe-là*, lui dis-je; *peut-être y a-t-il quelques petits généraux.* Mes ordres furent aussitôt exécutés. Un des boulets atteignit Moreau, lui emporta les deux jambes et traversa son cheval. Je crois que plusieurs de ceux qui l'entouraient furent tués ou blessés. Alexandre venait de s'entretenir avec lui quelques minutes auparavant : les deux jambes de Moreau furent amputées non loin du lieu où il lui avait parlé. Un de ses pieds, que le chirurgien avait laissé sur la place avec la botte qui le couvrait, fut apporté par un paysan au roi de Saxe, avec la nouvelle que quelque officier de grande distinction avait été frappé par un boulet. Le roi, pensant que l'on pourrait peut-être découvrir le nom de l'individu à sa

ɔotte, me l'envoya. Elle fut examinée à nes quartiers-généraux; mais tout ce dont ɔn put s'assurer, c'est que la botte n'é-ait ni de manufacture anglaise ni fran-çaise. Le lendemain, nous apprîmes que cette jambe était celle de Moreau. Ce qu'il y a d'assez extraordinaire, continua Napoléon, c'est que dans une action qui eut lieu quelque temps après, ayant commandé au même officier d'artillerie le tirer avec les mêmes canons, dans les circonstances à-peu-près semblables, ur un groupe d'officiers réunis, le gé-néral St.-Priest, autre Français, homme talent, mais qui était chargé d'un com-nandement dans l'armée russe, fut tué vec plusieurs autres. Rien n'est plus lestructeur, poursuivit Napoléon, qu'une lécharge de douze canons ou plus sur ın groupe d'individus. Ils peuvent éviter ın ou deux boulets; mais il est presque mpossible d'échapper à dix-huit ou vingt. Après la bataille d'Esling, lorsque j'eus réuni mon armée à l'île de Lobau, il y eut de part et d'autre, entre les soldats, et sans que les généraux y prissent aucune part, une suspension d'armes tacite. Le feu n'eût produit d'autre avantage que

celui de faire tuer quelques malheureuses sentinelles. Tous les jours, je courais à cheval dans toutes les directions. Personne ne fut attaqué de l'un ni de l'autre côté. Un jour, cependant, que j'étais avec Oudinot, je m'arrêtai un moment au bord de l'île, à peu près à quatre-vingts toises de distance de la rive opposée sur laquelle étaient les ennemis. Ils m'aperçurent; et m'ayant reconnu à mon petit chapeau et à mon habit gris, ils pointèrent sur nous une pièce de trois. Le boulet passa entre Oudinot et moi, et nous rasa de près tous deux. Nous donnâmes de l'éperon, et disparûmes promptement. Dans cette circonstance, l'attaque était, à peu de chose près, un assassinat; s'ils eussent tiré une douzaine de coups de canon à la fois, ils nous auraient tués. »

Le comte Bertrand a reporté la lettre de Napoléon au capitaine Popleton; après en avoir brisé devant lui le cachet, il le pria de la remettre ainsi à sir Hudson Lowe.

L'amiral a envoyé des oranges à Longwood.

14. — Napoléon est très-indisposé : la nuit a été des plus mauvaises; il était en-

ɔre au lit à onze heures. « Docteur, me dit-, j'ai eu cette nuit une attaque de nerfs, ui n'a pas cessé de me tourmenter et qui ı'a ôté entièrement le repos; j'ai eu un rand mal de tête et des agitations in-olontaires; j'ai perdu connaissance pendant quelques momens : je pensais, j'es-ɔérais même, qu'il me surviendrait une :rise plus violente, qui m'emporterait avant que le jour ne fût arrivé : il me semblait que j'allais avoir une attaque d'apoplexie; je sentais une pesanteur de tête et des tournoiemens, comme si elle eût été surchargée d'une trop grande quantité de sang, et j'aurais vivement désiré pouvoir me tenir debout : j'éprouvais une telle chaleur dans le cerveau, que je priai ceux qui étaient autour de moi, de me verser de l'eau froide sur le crâne : pendant quelque temps ils ne purent me comprendre : l'eau finissait par me paraître chaude et sentir le soufre, bien qu'elle fût véritablement froide. » Lorsque je le vis, la transpiration était libre, et je lui conseillai de l'exciter; le mal de tête avait beaucoup diminué. Après que je lui eus prescrit tout ce que je croyais nécessaire, il répondit : « *Si viverebbe troppo lunga-*

mente. » Il me parla ensuite des cérémonies funéraires, et ajouta que, lorsqu'il mourrait, il désirait que son corps fût brûlé. « C'est le meilleur moyen, dit-il, de calmer toutes les craintes. Quant à la résurrection, elle doit s'accomplir par un miracle; et il est facile à l'Etre qui a le pouvoir de réunir les restes des morts, de reformer aussi les corps avec leurs cendres. »

15. — J'ai eu un long entretien avec sir Hudson Lowe, relativement aux affaires de Longwood et à la santé de Napoléon. Son Excellence m'a dit qu'elle supposait que c'était le comte Bertrand qui avait informé Las Cases qu'il serait renvoyé de l'île; que, s'il persistait à écrire encore des réflexions injurieuses sur la manière dont le général Bonaparte était traité, il le rendait (lui Bertrand) responsable de toutes les conséquences qui pourraient en résulter. Il observa aussi que, quant aux précautions contre lesquelles on s'était tant récrié, « elles n'avaient effectivement subi que peu d'augmentations, » et que la défense de parler à personne, dont le général Bonaparte s'était plaint si fortement, n'était pas pour lui *un ordre, mais une prière!*

l ajouta que Las Cases avait cherché à aire passer une accusation secrète contre ui, que c'était frapper un homme par lerrière, et que les Français devaient bien savoir qu'ils disaient des mensonges; sans quoi, ils n'eussent pas hésité de lui remettre leurs lettres pour qu'il les envoyât en Angleterre avec ses dépêches. Le gouverneur avait simplement observé, dans sa conversation avec Bertrand, que s'il se fût conformé à ses instructions, il aurait renvoyé Las Cases de l'île, à cause des lettres qu'il avait écrites. Ses instructions étaient, disait-il, d'une telle nature, qu'il ne lui était pas possible de les faire connaître. Elles lui prescrivaient, d'une part, de traiter le général Bonaparte avec la plus grande indulgence; et de l'autre, elles lui imposaient les conditions qu'il était impossible d'accorder avec cette même indulgence. Il avait écrit pour s'en expliquer, et pour engager les ministres à adoucir les rigueurs existantes.

16. — J'ai vu Napoléon, à qui j'ai répété ce que le gouverneur m'avait chargé de lui dire. Napoléon a répondu : « Le gouverneur a renvoyé et refusé de faire passer en Angleterre une lettre

de plaintes que lui avait fait remettre Montholon; il a dit à Bertrand qu'il ne recevrait aucune lettre dans laquelle je ne serais pas qualifié comme son gouvernement prétendait que je le fusse, et il a envoyé, par son *chef d'état-major*, une pièce officielle, menaçant de renvoyer de l'île quiconque ferait des réflexions sur lui ou son gouvernement. Indépendamment de cela, il a fait entendre clairement à Bertrand, que si Las Cases continuait de se plaindre, il le bannirait de Sainte-Hélène. Dans des ordres comme ceux dont il est porteur, il doit toujours exister quelque contradiction apparente et un grand pouvoir discrétionnaire; mais il voit tout du mauvais côté, et lorsqu'il trouve la possibilité d'interpréter en mal une phrase qui pourrait tout aussi bien se prendre en bonne part, on est toujours certain de lui voir choisir le premier sens. *Un uomo che ha la malizia, ma no l'anima.* Peut-être voit-il qu'il est allé trop loin, et a-t-il besoin maintenant de jeter l'odieux de sa conduite sur son gouvernement. »

18. — J'ai été avec Baxter voir le comte Las Cases et son fils. Le comte m'apprit que le gouverneur lui avait permis de re-

tourner à Longwood à certaines conditions, mais qu'il n'était pas encore entièrement décidé sur ce qu'il ferait. Le jeune Las Cases disait que son père craignait d'être regardé avec une sorte de dédain à Longwood, s'il y retournait, à cause de la manière désagréable dont il avait été arrêté et emmené par la police du gouverneur.

A mon retour, j'appris à Napoléon que le gouverneur avait offert à Las Cases de le renvoyer à Longwood. Après quelques discussions à ce sujet, Napoléon ajouta qu'il ne donnerait aucun conseil, relativement à cela, à Las Cases; que s'il revenait, il le recevrait avec plaisir; mais que, dans ce dernier cas, il avait ordonné à tous ses généraux de partir, afin d'être indépendant, parce qu'alors il ne craindrait plus de les voir tourmenter par le gouverneur, pour se venger de lui. « Moi, continuait-il, je ne crains pas qu'ils me renvoient de l'île. »

Je vis sir Hudson Lowe, qui me dit qu'à l'exception de certaines restrictions nécessaires, il avait ordre de son gouvernement de traiter le général Bonaparte avec tout le ménagement possible, et qu'il

pensait s'y être conformé ; qu'il avait été extrêmement modéré ; que s'il avait changé quelque chose à ses ordres, c'était sa propre faute et celle de Las Cases. Il me pria de le répéter à Longwood ; bientôt après, il me dit que, si le comte Bertrand eût montré à sir Thomas Strange les défenses qu'il leur avait faites, il aurait été autorisé à le renvoyer de l'île. Il me demanda presque aussitôt si la médiation de sir Georges Bingham pourrait amener quelque résultat ; je répondis que cela était possible, mais qu'il me semblait que sir Georges Bingham ne parlait pas français avec assez de facilité pour soutenir une longue discussion et répondre à des raisonnemens faits dans cette langue ; et que, selon moi, l'amiral sir Pultney Malcolm serait un bien meilleur intermédiaire.

J'ai répété à Napoléon la conversation du gouverneur. « Docteur, répondit-il, lorsque cet homme a l'audace de vous dire, lui qui sait tout ce qui se passe, qu'il me traite avec indulgence, je n'ai pas besoin de vous faire comprendre ce qu'il doit écrire à son gouvernement.

Napoléon me dit que, la nuit dernière, il avait éprouvé une attaque semblable à

celle du 13, mais moins violente. « Ali (c'est ainsi qu'il appelait ordinairement St.-Denis) effrayé, me jeta de l'eau de Cologne au visage, croyant que c'était de l'eau pure. L'âcreté de cette liqueur spiritueuse m'ayant causé une grande douleur en m'entrant dans les yeux, je revins à la vie.

Je lui répétai ce que sir Hudson Lowe m'avait dit relativement à l'entremise de sir Georges Bingham. Il répondit : « Peut-être cela pourrait-il être utile ; mais tout ce qu'il y a à faire, est *che esca del suo ruolo di carceriere, e che si metta nel ruolo di galant uomo* (qu'il quitte le rôle de geôlier, pour prendre celui de galant homme). Si quelqu'un voulait se charger de l'office de médiateur, le plus propre à cela serait sans doute l'amiral ; d'abord, parce qu'il est indépendant du gouverneur, et ensuite parce que c'est un homme avec qui je puis raisonner et m'entendre. Mais, continua-t-il, *questo governatore è un uomo senza fede.* Lorsque votre ministère n'est pas de bonne foi, ou qu'il a besoin de tergiversation, il envoie en ambassade, ou comme gouverneur, un *Drake* ou un *Hudson Lowe ;* si, au contraire, il veut

concilier ou traiter honorablement, il choisit un Cornwalis. Un Cornwallis, ici, ferait plus que toutes les restrictions imaginables. « Il me fit observer ensuite qu'il lui paraissait plus à propos que Las Cases retournât à Longwood, que de rester dans l'île, séparé d'eux où d'être envoyé au Cap, et que je pouvais le lui dire.

21. — Une lettre du major Gorrequer annonça que le gouverneur permettait à Archambaud de voir son frère le lendemain. Celui-ci était arrivé du Cap, avec Santini et Rousseau, sur la frégate l'*Oronte* (1).

22. — Archambaud a vu son frère en présence d'un des agens du gouverneur; mais il ne lui a pas été permis de voir ni d'entretenir les deux autres.

23. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood : je lui ai dit ce que Napoléon pensait relativement à Las Cases. Il me répondit qu'il fallait que celui-ci fît ses conditions avant de retourner à Longwood: il me pria d'aller à Hut's-Gate, et de lui répéter ce que le général Bonaparte avait

(1) Cette demande avait d'abord été refusée par sir Hudson Lowe.

dit; mais de n'avoir aucune autre communication avec lui. Je parlai à Son Excellence de l'accès de syncope dont Napoléon avait été attaqué. « Il serait fâcheux, répondit sir Hudson Lowe, qu'il fût emporté, une de ces nuits, par une semblable attaque. » Je fis observer au gouverneur qu'il était probable qu'il serait frappé d'une apoplexie qui terminerait ses jours, et que, s'il continuait à vivre de la même manière, il était à présumer qu'il ne jouirait pas long-temps d'une bonne santé.

Sir Hudson demanda ce qui pourrait l'engager à prendre de l'exercice. Je répondis qu'il faudrait se relâcher un peu de la contrainte qu'on lui imposait, et l'affranchir de quelques-unes des restrictions dont il se plaignait le plus. Sir Hudson Lowe fit quelques observations sur le danger de laisser trop de liberté à un homme qui avait déjà été l'auteur de tant de maux et la cause de tant de troubles. Il me pria ensuite de lui faire un rapport par écrit sur la santé du jeune Las Cases. Je répondis que j'étais sur le point d'aller le voir conjointement avec M. Baxter. Son Excellence dit que son dessein était d'aller chez le comte Bertrand pour s'entretenir

avec lui sur les motifs qu'on pouvait avoir de se plaindre. En revenant, je rencontrai encore sir Hudson Lowe, qui me parut de très-mauvaise humeur. Il me dit que le comte Bertrand avait conversé avec lui pendant quelque temps d'une manière très-raisonnable; mais qu'ensuite il s'était follement étendu sur *notre situation*, comme si le sort futur du comte Bertrand était de quelque importance pour l'Angleterre ou pour l'Europe; et comme s'il ne s'agissait pas spécialement de la sûreté de la personne de Bonaparte. Il ajouta qu'il ne pouvait concevoir pourquoi il confondait sa position avec celle de son maître.

Madame Balcombe et sa fille aînée sont venues rendre visite à la comtesse Bertrand. Elles auraient désiré être présentées à Napoléon et voir la comtesse Montholon : comme leur *laissez-passer* ne faisait mention que de la famille Bertrand et de nulle autre personne, l'officier d'ordonnance s'y opposa.

J'ai vu ensuite Napoléon. « Ce gouverneur, me dit-il, a été faire quelques propositions à Bertrand, mais d'une manière si obscure et si mystérieuse, qu'on ne pouvait comprendre quelles étaient ses

vues. Tout ce qu'il dit manque de clarté; et quand il est forcé de laisser échapper la vérité, il l'enveloppe d'équivoques jésuitiques et de tournures évasives. Il a été question entre eux de Las Cases; et sir Hudson a fini par affirmer *que Las Cases n'était pas en prison, et qu'il n'y avait même jamais été.* — (C'est un composé de stupidité, de mensonge et d'un peu de ruse.) — (*E un uomo composto d'imbecilita, di buggie e d'un poco di scaltrezza.*) Las Cases peut-il sortir? Peut-il voir personne, soit *Français*, soit *Anglais*, excepté ses geôliers? car on ne doit pas compter la visite d'un chirurgien. Peut-il recevoir ou envoyer une lettre sans qu'elle ne soit préalablement ouverte? Je ne sais vraiment pas ce que cet homme entend par être en prison!

« Combien j'ai été fou, continua Napoléon, de me livrer entre vos mains! » Je m'étais fait une fausse idée de votre caractère national; j'avais une opinion romanesque de la nation angläise. A cette idée se joignait un peu d'orgueil. J'aurais rougi de me rendre à aucun de ces souverains dont j'avais conquis les Etats, et dont les capitales m'avaient vu entrer en vainqueur;

c'est ce qui m'a déterminé à me confier à vous, que je n'avais jamais subjugués. « Docteur, je suis bien puni de la haute opinion que j'avais conçue de votre nation, et de la confiance que j'ai mise en elle, au lieu de remettre ma personne entre les mains de mon beau-père ou de l'empereur Alexandre, qui m'eussent tous deux traité en souverain. » Je lui répondis qu'il était possible que l'empereur Alexandre l'eût envoyé en Sibérie. « Pas du tout, répondit Napoléon. A part tout autre motif secret, Alexandre, par politique et par le désir qu'il a de se populariser, m'aurait traité en roi, et j'aurais eu des palais à ma disposition. D'ailleurs, Alexandre est un prince généreux, et il aurait pris plaisir à me bien traiter. Mon beau-père, quoique sans beaucoup de moyens, ne laisse pas d'avoir des principes de religion, et il est incapable de commettre un crime, ou d'exercer la cruauté qu'on déploie ici contre moi. »

J'ai été avec M. Baxter voir le comte Las Cases et son fils. J'ai ensuite fait à sir Hudson Lowe un rapport sur la santé du jeune Las Cases; j'ai terminé ma lettre en demandant que ce jeune homme fût trans-

porté en Europe pour y chercher sa guérison. M. Baxter a écrit aussi dans le même sens ; il a de plus adressé au gouverneur une autre lettre qui traite toute entière de la santé du comte lui-même, et dans laquelle il expose que ce dernier étant affligé de *dyspepsie*, il serait nécessaire qu'il habitât un climat plus froid, et qu'enfin celui de l'Europe lui serait le plus favorable.

25. — Napoléon a été de très-bonne humeur; il m'a fait plusieurs questions dans notre langue; et quoiqu'il conservât la prononciation française, les mots dont il se servait étaient corrects, et il les appliquait à propos.

26. — Sir Hudson Lowe m'a fait demander; je l'ai trouvé en ville. Il a prétendu que j'avais mêlé trop d'intérêt politique dans ma lettre sur le comte Las Cases; que mon avis aurait dû se borner aux conséquences de son séjour à Longwood, et que je paraissais trop entrer dans la manière de voir de CES GENS-LA. J'ai répondu que j'avais dû indiquer la cause de sa maladie, et qu'il avait dit lui-même que si l'état de la santé de son fils exigeait absolument qu'on le transportât en Europe, il ne s'y

opposerait pas. Sir Hudson répondit que certainement il avait dit que si une telle mesure était *absolument* nécessaire, il n'y mettait point d'opposition; mais que j'étais entré dans une discussion étrangère à l'objet de ma lettre.

Le gouverneur m'a ensuite parlé des mesure restrictives, et m'a montré une lettre qu'il avait, dit-il, l'intention de faire passer à Bertrand, et sur laquelle il me priait de lui dire mon avis. Après l'avoir lue, je fis observer à Son Excellence que je la croyais propre à faire naître de la part de Napoléon des remarques pleines d'aigreur, attendu que les choses restaient, d'après cette lettre, à peu près dans le même état qu'auparavant, quoiqu'en apparence on ait levé quelques-unes des restrictions. Son Excellence, après quelques observations, parut enfin se ranger de mon avis. Il me dit qu'il se proposait d'examiner plus mûrement cette affaire. Il m'autorisa en même temps à dire au général Bonaparte qu'on se relâcherait un peu de la contrainte qui lui était imposée, surtout en ce qui concernait la liberté de parler; qu'on reculerait les limites de ses promenades, et que les personnes qui voudraient commu-

niquer avec lui en auraient la liberté, presque de la même manière que du temps de l'amiral.

J'ai donné connaissance de cette conversation à Napoléon; il m'a répondu qu'il ne demandait rien autre chose, sinon que que tout fût à peu près remis sur le même pied que du temps de l'amiral; il ajouta qu'il trouverait juste et équitable que, si le gouverneur avait quelque soupçon fondé soit sur un habitant de l'île, ou sur un voyageur, ou enfin sur qui que ce fût, il refusât, dans ce cas, la permission de venir à Longwood; mais que son intention était que la plus grande partie des habitans notables de l'île et des voyageurs essent la liberté de venir le voir, et non pas qu'on en choisît un ou deux pour les envoyer à Longwood, par ordre du gouverneur, ou de son état-major, comme un gardien des galériens enverrait un voyageur curieux pour voir quelque criminel marquant et retenu à la chaîne. Si, a-t-il continué, je rencontrais par hasard un homme dont la conversation me fît plaisir, tel que l'amiral, par exemple, je désirerais pouvoir l'entretenir une seconde fois, peut-être même l'inviter soit à dîner, ou à déjeu-

ner, comme j'en avais la coutume avant l'arrivée de ce gouverneur. Par conséquent, je désirerais que l'on commençât par envoyer à Bertrand la liste des personnes qu'il me serait permis de voir, et qu'ensuite Bertrand eût le droit de faire demander tous ceux dont le nom serait porté sur cette liste. Je désire aussi ne jamais voir personne venir avec un *laissez-passer* sur lequel le jour soit fixé ; ce qui semble dire : venez ce jour-là, et montrez-vous ; qu'en outre notre situation fût plus clairement définie, de manière à ce que les gens de ma maison ne soient pas exposés aux insultes auxquelles ils ont été en butte jusqu'à présent, soit par ignorance des ordres du gouverneur, soit par erreur de la part des sentinelles ; ou enfin parce qu'en donnant à celles-ci des ordres discrétionnaires, on leur impose une responsabilité dont le gouverneur devient un juge arbitraire. Je suis porté à entrer en accommodemens ; mais le gouverneur n'a ni sentiment ni cœur. Il traite un homme comme le cheval, auquel on donne une botte de foin et un toit pour le garantir des injures de l'air. Sa politique est celle des petits princes d'Italie ; écrire et promettre de

belles choses, donner une liberté apparente, ensuite changer tout par des restrictions.

J'ai ensuite demandé, dans le cas où le gouverneur y consentirait, et dans celui où l'amiral y donnerait son assentiment, s'il entrerait en conférence avec cet officier en qualité d'intermédiaire, afin de régler les arrangemens réciproques. Napoléon me répondit qu'il y était tout disposé. « J'aurais le plus grand plaisir, ajouta-t-il, à traiter personnellement avec l'amiral, et je pense que nous pourrions convenir de nos faits en une demi-heure. J'ai tant de confiance en lui, que si le gouverneur anglais y consent, et que l'amiral veuille donner sa parole d'honneur, que personne, excepté lui, n'en sache la teneur, à moins qu'il n'y ait quelque complot ou quelque trame contre son gouvernement, je lui écrirai une lettre par laquelle je le mettrai en possession de tout ce que je sais faire partie de ma fortune, afin que j'en puisse faire usage. Demain, je vous ferai savoir si je suis du même avis quant à l'intermédiaire. Si je persiste dans la même opinion, vous irez trouver le gouverneur pour lui en faire la proposition. »

Le comte Bertrand a envoyé à sir Hudson Lowe une lettre, dans laquelle il le prie d'accorder au comte Las Cases la permission de venir, avant son départ, prendre à Longwood congé de Napoléon.

27. — J'ai donné à Napoléon quelques journaux. Après y avoir jeté les yeux, il a remarqué un article concernant Pozzo di Borgo. « Pozzo di Borgo, a-t-il dit, était député au Corps-Législatif pendant la révolution. C'est un homme de talent, un politique habile, qui connaît bien la France.

Il m'a ensuite prié d'aller trouver le gouverneur pour lui dire que, s'il était disposé à faire un arrangement amical, je pensais que le meilleur moyen serait d'autoriser l'amiral à servir d'intermédiaire; que si cela se faisait ainsi, il ne doutait pas qu'on ne pût arranger cette affaire; qu'il le désirait lui-même, n'aimant pas à porter des plaintes; que tout ce qu'il demandait, c'était de pouvoir vivre, ou, pour s'expliquer en d'autres termes, qu'il désirait que les restrictions ne fussent pas de nature à forcer personne à souhaiter sa mort; qu'en conséquence de ce que je leur avais transmis, il avait ordonné à Bertrand de s'abstenir de rédiger la plainte

qu'il avait résolu d'envoyer à lord Castlereagh, et qui devait être soumise au prince régent; qu'en définitif, il désirait entrer en arrangement.

Je suis venu en ville pour remplir ce message; le gouverneur en était parti avant mon arrivée. J'ai fait part à sir Thomas Reade de l'objet de ma mission; celui-ci m'a répondu qu'il était sûr que le gouverneur ne consentirait jamais à se servir de l'entremise de l'amiral; qu'il devenait même inutile d'en faire la proposition. J'ai répondu que, comme je m'étais chargé du message, je devais le transmettre au gouverneur, et que, peut-être, les résultats en seraient avantageux. Je me suis rendu à *Plantation-House*, et j'ai communiqué le sujet de ma visite à sir Hudson Lowe. Il me répondit qu'il accepterait la proposition; mais qu'il fallait que Napoléon se décidât d'abord sur un point très délicat, qui pourrait faire rompre tous les arrangemens proposés. Il s'agissait du désir qu'il avait manifesté de voir le comte Las Cases avant son départ: ce qui détruirait le but important que sir Hudson Lowe avait en vue depuis un mois, de faire cesser toute communi-

cation entre Longwood et Las Cases; que le général Bonaparte pourrait lui faire des communications importantes et dangereuses; et que, pour y mettre obstacle, il proposerait qu'un officier de l'état-major fût présent à cette entrevue : ce qui, probablement, irriterait le général Bonaparte.

Il écrivit ensuite les mots suivans sur un morceau de papier, me pria de les copier et de les montrer : « Le gouverneur ne croit pas avoir donné volontairement au général Bonaparte aucune raison plausible de mécontentement. Il a vu avec peine qu'il s'était élevé quelques débats sur des points à l'égard desquels son devoir ne lui permettait pas de transiger; ces difficultés auraient pu être souvent aplanies par un seul mot. »

« Le gouverneur est prêt à employer » tous les moyens qui lui paraîtront propres » à faire cesser ces mésintelligences. »

Sir Hudson me donna ensuite, pour le comte Bertrand, un fort paquet, contenant une réponse à la demande de voir Las Cases, et quelques explications relatives aux mesures restrictives, qu'il consentait à annuler dans quelques-unes de

leurs parties. Il ajoutait que le cinquième article de celles arrêtées dans le commencement d'octobre ne devait être regardé que comme une demande faite au général Bonaparte de ne pas mettre le gouverneur dans l'obligation de le faire suivre par un officier, en entamant de longues conversations avec des personnes non autorisées par le gouverneur à communiquer avec lui; il finissait par dire qu'il verrait l'amiral avant que celui-ci allât offrir sa médiation à Napoléon.

28. — Napoléon est indisposé. Il a passé une très-mauvaise nuit, et a beaucoup souffert du mal de tête. Je l'ai vu à trois heures de l'après-midi : il était encore dans son lit et n'avait reçu personne. Je lui ai fait savoir ce que sir Hudson m'avait communiqué au sujet de la médiation proposée. Je n'ai pas voulu lui répéter ce qu'avait dit Son Excellence relativement à l'entrevue qu'il désirait avoir avec Las Cases, craignant par-là d'aggraver son indisposition et de mettre obstacle à l'accommodement qu'on négociait. Comme j'étais dans la chambre à coucher, Marchand entra, et lui annonça qu'on ne pouvait préparer le bain qu'il

avait demandé, attendu qu'on manquait totalement d'eau à Longwood. Napoléon ne manifesta pas de mécontentement, il exprima seulement la crainte qu'il avait de ne pouvoir recevoir sir Pultney, si celui-ci venait à Longwood ce jour-là. Il me pria de dire au comte Bertrand que, dans le cas où l'amiral se présenterait, il l'amenât à son habitation pour lui montrer les papiers nécessaires et discuter cette affaire avec lui : ajoutant que s'il se trouvait assez bien, il l'enverrait chercher; mais que, dans le cas contraire, il fixerait un autre jour pour cette entrevue.

J'ai ensuite vu le comte Bertrand, qui m'a prié de lui expliquer le sens du passage de la lettre de Son Excellence, dans laquelle elle essaie de faire passer la défense de parler faite à Napoléon, comme un acte de politesse. Comme je n'ai pas été élevé dans la chicane, je me trouvai dans l'impossibilité de donner une explication suffisante de la doctrine du gouverneur.

Sir Pultney et lady Malcolm sont venus à Longwood, et ont rendu visite aux familles Bertrand et Montholon. Le gouverneur n'avait encore fait aucune communication à sir Pultney. Lorsque celui-ci

fut informé de la proposition, il témoigna combien il désirait qu'on mît les choses sur un meilleur pied entre Napoléon et le gouverneur. Il ajouta que si on le chargeait de cette affaire, il croyait pouvoir, en bien peu de temps, la terminer d'une manière satisfaisante. Il objecta cependant que, jusqu'à ce que le gouverneur l'y eût autorisé, il ne voulait avoir aucun entretien ni avec Napoléon ni avec personne de sa suite.

J'ai vu Napoléon dans sa chambre à coucher avec le maréchal Bertrand. Il avait devant lui le paquet de lettres que le gouverneur m'avait remis. Il venait d'apprendre la réponse de ce dernier à la demande ayant pour but qu'il fût permis au comte Las Cases de venir le voir à Longwood avant son départ. Il a fait la remarque que « les criminels condamnés à mort, et sur le point d'être conduits au supplice, obtenaient la permission de dire adieu à leurs amis, sans que personne y fût présent. » Il exprima en termes très énergiques l'indignation que lui inspirait une conduite aussi barbare. Il m'a ensuite demandé quelle était la réponse du gouverneur à la proposition que j'avais faite ? Je lui ai transmis cette réponse en

anglais et en français, et, de cette manière, je lui répétai ce que le gouverneur m'avait dit relativement à Las Cases. Quand il arriva au mot mésintelligence, etc., « *Tracasserie*, a-t-il dit; c'est là le langage qu'il n'a cessé de tenir. C'est insulter au bon sens. On ne peut se méprendre sur ses intentions. Elles avaient pour but d'accumuler sur ma tête tous les genres de vexations inutiles. Je ne puis, ajouta-t-il, penser qu'il permettra à l'amiral de servir d'intermédiaire. Compter là-dessus, c'est attendre encore quelque chicane de sa part. Il ne permettra jamais qu'on en vienne à une conclusion. » Il dicta ensuite au comte Bertrand quelques lignes contenant une protestation contre la conduite du gouverneur, et il me pria de les mettre au net dans la chambre voisine. Il me pria de faire part au gouverneur des remarques qu'il avait faites sur ses procédés, et il fit l'observation qu'il espérait que l'amiral n'entamerait rien sans avoir préalablement acquis une parfaite connaissance de cette affaire, afin de ne pas se laisser *jouer* par le gouverneur, qui, vraisemblablement, tâcherait de le prévenir par toutes les faussetés qu'il

avait toujours à sa disposition. « Je serais fâché, continua-t-il, que l'amiral entreprît rien qui ne pût réussir, à cause de l'estime que je lui porte. »

Sir Thomas Reade a passé toute la journée en consultation, à *Plantation-House.*

29. — Une lettre de sir Hudson Lowe, adressée au comte Bertrand, est arrivée à huit heures du matin. J'ai vu Napoléon à deux heures de l'après-midi; il m'a appris que, comme le gouverneur avait, il y a environ quatorze ou quinze jours, manifesté le désir de connaître les sujets de plainte des Français, il avait chargé Bertrand de lui envoyer une copie des mesures restrictives, avec quelques observations y relatives, afin qu'il pût y réfléchir. Il me dit aussi qu'il avait fait écrire sur le dos du *memorandum* contenant les opinions du gouvernement, que je lui avais remis hier, et qu'il me priait de renvoyer à ce dernier les observations suivantes :

1°. « On ne justifiera pas, par quelques phrases de la correspondance du ministère, la conduite qu'on tient depuis six mois. Une longue et volumineuse correspondance ministérielle est un arsenal où il y a des armes à deux tranchans.

2°. » Les derniers réglemens seraient considérés comme injurieux et oppressifs à Botany-Bay : ils doivent être, quoi que l'on en dise, contraires à la volonté du gouvernement anglais, qui a approuvé les réglemens en vigueur jusqu'au mois d'août dernier.

3°. « Toutes les observations que le comte Bertrand et le comte Montholon ont faites ont été inutiles. Une libre discussion leur a été interdite par des menaces. »

Ce gouverneur, a-t-il dit, est un homme tout-à-fait incapable de remplir le poste qu'on lui a confié. Il a beaucoup de ruse, mais point de talent ni de fermeté. C'est un homme *soupçonneux*, *astucieux*, *menteur*, *double* et *plein d'insinuation*, comme étaient les Italiens il y a deux ou trois siècles. C'eût été un excellent familier de l'inquisition. Il met de l'astuce à dire bon jour. On devrait l'envoyer à Goa. Bertrand écrit qu'il espère qu'il ne refusera pas son consentement à une chose aussi insignifiante que l'est celle de permettre à Las Cases de venir à Longwood. S'il refuse, Bertrand ira le voir, accompagné d'un officier : ce que je ne pourrais me décider à faire moi-même.

Que peut-il craindre ? continua-t-il : que

je lui dise d'écrire à ma femme ? Il le fera bien, sans que je l'en charge. Que je lui fasse part de mes opinions et de mes projets? Il les connaît déjà. Pense-t-il que l'Europe soit une mine, et que Las Cases soit l'étincelle qui doit y mettre le feu?

Une lettre de sir Hudson Lowe, sur le couvert de laquelle étaient ces mots: «Très-pressée,» a été remise au capitaine Poppleton : elle en renfermait une autre pour le comte Bertrand, dont la teneur était, qu'en suite de la manière que Las Cases avait été éloigné de Longwood, le gouvernement ne pouvait pas permettre qu'il prît congé du général Bonaparte. Peu de temps après, le comte Bertrand et le général Gourgaud se rendirent en ville, accompagnés du capitaine Poppleton, pour voir Las Cases et prendre congé de lui. Il est difficile de concilier la conduite qu'on tint envers eux dans cette circonstance, avec les autres mesures que sir Hudson Lowe a mises en usage, et avec l'importance qu'il déclare attacher à *couper* toute communication avec Longwood. On les laissa seuls pendant le déjeuner, et il ne resta que le capitaine Poppleton, qui entend difficilement le français et ne le

comprend même pas du tout, quand on le parle avec la volubilité que mettent ordinairement les Français dans leurs conversations. Ils restèrent pendant quelques heures ensemble, dans la grande chambre du château, qui a environ cinquante pieds de longueur sur vingt de largeur, se promenant d'un côté, tandis que le colonel Wynyard et le major Gorrequer, qui devaient les surveiller, se tenaient à l'extrémité opposée; en sorte que, dans le fait, Las Cases aurait aussi bien pu obtenir la permission de venir à Longwood; on aurait ainsi épargné à Napoléon un refus qu'il pouvait regarder comme une insulte. Vers les trois heures de l'après-midi, Las Cases et son fils s'embarquèrent à bord du sloop de guerre *le Griffon*, capitaine Wright, pour le Cap de Bonne-Espérance. Il fut accompagné sur les bords de la mer par sir Hudson Lowe, sir Thomas Read, etc. Son journal et ses papiers, excepté quelques-uns de peu d'importance, furent retenus par le gouverneur avant son départ. Il fit le transfert de 4,000 livres sterling, qu'il avait dans les mains de banquiers, à Londres, pour l'usage de Napoléon. . . . .

J'ai vu sir Hudson Lowe, à cheval;

passer dans la rue; il m'a crié : Votre négociation a échoué.

Cipriani a apporté, ce matin, environ cinq cents livres sterling de valeurs, en argenterie, pour les vendre. Lorsque sir Hudson Lowe vit cela, il envoya chercher Cipriani, à qui il demanda à quoi ils pouvaient employer tant d'argent? Cipriani, en Corse rusé et intelligent, répondit : Pour acheter de quoi manger. Son Excellence joua l'étonnement, et dit : Comment! est-ce que vous n'avez pas assez de vivres? Nous avons acheté, dit Cipriani, depuis quelques mois, pour tant de poules, de beurre, de pain, de viande, et divers autres articles de nourriture journalière, et il me reste des remercîmens à faire à votre chef d'état-major, de ce qu'il a eu la bonté de me procurer non-seulement beaucoup de choses, mais encore de la complaisance qu'il a mise à empêcher que l'on ne me trompât quand je faisais les paiemens. Sir Hudson fut d'abord un peu déconcerté de cette réponse; mais ensuite reprenant un air d'étonnement, il demanda : Pourquoi achetez-vous tant de beurre et tant de volaille? Pourquoi! répliqua Cipriani : la quantité accordée par *vostra eccellenza* ne suffit pas

pour notre nourriture. Vous nous avez ôté presque la moitié de ce que nous accordait l'amiral. Cipriani lui établit alors un compte détaillé de ce dont les Français avaient besoin, entra en explication sur la différence qu'il y avait entre la manière de vivre anglaise et française, et fit un détail exact et satisfaisant de tout. Sir Hudson a dit que le devis de ce qu'on devait accorder avait été fait à la hâte; qu'il avait intention de l'examiner, et qu'à la prochaine dépêche d'Angleterre il s'attendait à quelque amélioration.

31. — Sir Hudson Lowe m'a envoyé chercher à six heures du matin. Aussitôt après mon arrivée, il m'a fait entrer dans une chambre particulière, et m'a dit d'une manière très-solennelle, qu'il m'avait appelé pour lui rendre compte d'une circonstance très-extraordinaire; que la veille le baron Sturmer avait écrit au major Gorrequer une note faisant mention que le général Bonaparte avait eu une défaillance accompagnée de fièvre, il y a quelque temps, et disant particulièrement qu'il avait été nécessaire de lui jeter de l'eau de Cologne sur la figure, et de quelques autres circonstances. Il me demanda si ces détails

étaient vrais, attendu qu'ils étaient de nature à être transmis à sa cour. Son Excellence ajouta qu'elle était très-surprise que le baron Sturmer en eût connaissance, et me demanda à qui j'en avais parlé. Je lui ai répondu que je n'en avais rien dit qu'à lui, à son état-major, peut-être à l'amiral, et à Baxter que j'avais consulté comme médecin sur cette affaire; qu'en outre, les détails rapportés dans la lettre du baron étaient, pour la plupart, controuvés; que d'ailleurs toutes les personnes de Longwood savaient que Napoléon avait éprouvé une défaillance la nuit qu'il avait citée, et qu'elles en connaissaient les circonstances. Son Excellence m'a ensuite donné des avis sur la nécessité du secret, et m'a prié de lui fournir un rapport écrit de cette affaire, afin que, comme elle avait malheureusement été ébruitée, il fût en état de contredire les détails incorrects qu'on avait dû faire circuler; il a supposé que l'amiral en avait parlé à Montchenu ou à Sturmer.

J'ai vu l'amiral en ville, qui m'a dit que je ne lui avais pas parlé de cet évanouissement, et qu'il n'en avait rien dit à Montchenu ni à Sturmer; mais que la moitié de la ville le connaissait : ce dont je fus

bientôt convaincu par le grand nombre de questions que l'on me fit avant mon départ.

J'ai vu Napoléon à mon retour. « *Veramente*, me dit-il en riant, *vostro governatore e una bestia che non ha senso commune*. Sa conduite, depuis quelques jours, a prouvé plus que jamais son incapacité. Il vient ici avec une armée d'état-major, comme s'il voulait prendre une ville d'assaut, s'empare de Las Cases, l'emmène de force, le tient au secret pendant quelques semaines. Il lui offre ensuite de retourner à Longwood. Las Cases prend la résolution de partir. Ce gouverneur, de la manière la plus brutale, lui refuse de prendre congé de moi, quoiqu'en même temps il lui fasse l'offre de retourner à Longwood jusqu'à ce qu'il reçoive des nouvelles d'Angleterre; et pour couronner l'œuvre, il permit à Bertrand et à Gourgaud d'aller en ville et de converser avec lui pendant plusieurs heures. Bertrand dit qu'ils ont eu toute la facilité possible de communiquer avec lui sur ce qu'ils pouvaient désirer, ainsi que de lui remettre des lettres. Ah ! a-t-il continué, si toute l'Angleterre ressemblait à cet homme, je ne serais pas actuellement ici. *C'est un homme borné*,

:n *triste sujet.* Il a un peu d'artifice, et 'est tout, mais aucune fermeté ni consisance. Il a parlé hier à Cipriani, devant equel il a prétendu ignorer que nous n'avons pas de provisions suffisantes, quoique son conseil privé Reade ait aidé pendant quelques mois Cipriani à acheter du pain et du sel pour nous. Il a témoigné son chagrin qu'on ait brisé l'argenterie. *Veramente fa pietà*, de voir une grande nation représentée par un tel homme! »

Premier janvier 1817.—J'ai vu Napoléon dans le salon. Je lui ai souhaité un heureux renouvellement d'année. Il m'a répondu qu'il espérait que l'année qui s'ouvrait apporterait quelque changement favorable dans sa situation. « Peut-être mourrai-je, ajouta-t-il en riant, ce qui vaudra bien mieux. Je ne puis être pis que je suis à présent. » Il était de très-bonne humeur, il parla de la chasse au cerf et au sanglier. Il me montra la cicatrice d'une blessure à l'index, qu'il me dit avoir reçue d'un sanglier, dans une chasse où il était accompagné du duc de Dalmatie. Le comte Montholon entra, Napoléon lui dit quelque chose à l'oreille; il sortit et revint bientôt avec une tabatière qu'il remit à

Napoléon. Celui-ci me la présenta de ses propres mains, en disant : « Docteur, je vous fais ce présent, en reconnaissance des soins que vous m'avez prodigués dans ma maladie. » Il est inutile de dire qu'un présent des mains d'un tel homme fut reçu de ma part avec un sentiment d'orgueil, et que je m'efforçai de lui exprimer ce dont mon âme était pénétrée.

Napoléon fit aussi de riches présens aux comtesses Bertrand et Montholon, consistant en quelques pièces uniques dans le monde, de la belle porcelaine qui lui avait été donnée par la ville de Paris. Il donna au comte Bertrand un superbe échiquier, etc.; tous les enfans reçurent également de lui quelque don magnifique. Le temps était si mauvais et si brumeux, qu'on ne pouvait apercevoir le signal de Deadwood.

2. — Cipriani est allé à la ville acheter des provisions.

3. — Napoléon avait été malade pendant la nuit, mais il se trouvait mieux. Après quelques minutes de conversation, je lui demandai son opinion sur Georges. « Georges, dit-il, était *una bestia ignorante*; il avait du courage, et c'était tout. Après la paix avec les chouans, je cherchai à le ga-

gner, parce qu'alors il m'aurait été utile, et que je désirais ardemment calmer tous les partis. Je le fis demander, et lui parlai pendant long-temps. Son père était meunier, et lui-même n'était qu'un ignorant. Cette conversation ne fut suivie d'aucun résultat, et quelques jours après il partit pour Londres. »

4. — Le vaisseau de guerre *The Spy* est arrivé. Il apporte la nouvelle de la destruction des bâtimens algériens, et du traité que le Dey a été forcé de faire.

5. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood. J'ai eu avec lui une longue conversation concernant les restrictions. Son Excellence a dit qu'il n'avait aucune objection à faire à ce que le général Bonaparte parcourût à cheval tout le côté gauche de Hut's-Gate, dans la direction de Miss-Mason; mais qu'il ne voulait pas accorder la même permission à sa suite. J'ai observé qu'il serait difficile d'établir une ligne de démarcation, attendu que Napoléon n'était jamais sorti à cheval, sans être accompagné par deux ou trois personnes.

Sir Hudson Lowe répondit qu'il leur était permis d'aller dans la même direction, quand ils seraient dans la compagnie

du général Bonaparte, mais qu'il leur serait défendu de le faire, quand ils seraient seuls. Il me pria ensuite de dire au général Bonaparte qu'il pouvait se promener à cheval dans cette direction, sans qu'il trouvât aucun empêchement; j'observai qu'il vaudrait mieux l'apprendre au comte Bertrand, et qu'aussi on devait en prévenir le poste de Hut's-Gate, parce qu'autrement il arrêterait les Français s'ils essayaient de profiter de cette permission; sir Hudson Lowe répondit que les sentinelles n'avaient point d'ordre de les arrêter. Je dis que les généraux Montholon et Gourgaud avaient été arrêtés plusieurs fois quand ils se rendaient à la maison d'alarme, quoiqu'ils fussent dans les limites : le gouverneur a répondu qu'il fallait que ce fût par erreur, et que les sentinelles n'avaient point la consigne d'en user ainsi. J'ai fait l'observation que j'avais été arrêté deux fois moi-même à la même place. « Comment cela peut-il être, » dit sir Hudson, les sentinelles n'ont l'ordre *d'arrêter que les Français*? J'ai répondu que la sentinelle avait dit qu'elle avait la consigne d'arrêter toutes les personnes suspectes, et que, pensant que j'en faisais partie, elle m'avait arrêté;

ce dont je ne pouvais la blâmer. Le gouverneur se mit à rire, puis dit qu'il n'élargirait pas les limites fixées, mais permettrait au général Bonaparte d'étendre ses promenades à cheval, à droite et à gauche, dans diverses directions. Il me donna en conséquence l'ordre de l'en informer et de lui dire : « qu'il pouvait parcourir à cheval les anciennes limites sans être accompagné et sans qu'on y mît obstacle. »

J'ai vu Napoléon peu de temps après ; je lui ai communiqué le message de Son Excellence. Il m'a demandé si les piquets avaient été placés sur les hauteurs comme ils l'étaient auparavant, quand il avait coutume d'aller à cheval dans cette direction. J'ai répondu que je ne les avais pas remarqués. Il a pris sa lunette, et a regardé de ce coté-là pendant un instant.

J'ai donné à Napoléon des détails sur l'affaire d'Alger, et lui ai remis un journal qui en contenait le rapport officiel ; après l'avoir lu, il témoigna beaucoup de plaisir de ce que ces barbares avaient été châtiés. Il me dit que la victoire que nous avions remportée ne changeait pas sa facon de penser quant à la meilleure manière de traiter avec eux. « Vous en seriez venus à

bout tout aussi bien, au moyen d'un blocus. Sans doute cette action va donner beaucoup de renom à l'adresse et à la bravoure des matelots anglais ; mais, cependant, je suis d'avis que c'était trop se hasarder. Certainement, vous avez fait de grandes choses, et vous vous êtes tirés d'affaire, grâces à la bravoure et à l'intelligence de vos matelots ; mais c'est une raison de plus pour ne pas les exposer contre une *telle canaille*. Il n'existe point de marins, les Américains exceptés, qui eussent fait ce que vous venez de faire, et même qui l'eussent entrepris. Malgré tout et malgré vos succès, c'était une folie, c'était abuser de votre marine, que d'attaquer des batteries élevées au-dessus de vos bâtimens, et auxquelles vous ne pouviez faire de tort ; de s'engager contre des boulets rouges et des rochers, et de courir le risque de perdre une flotte et faire tuer de braves gens par de *telle canaille*, indépendamment de la honte qu'il y aurait eue pour l'Angleterre d'être battue par des barbares : ce qui aurait dû arriver. Si les Algériens eussent fait feu quand vous avez opéré votre descente, au lieu de vous permettre de prendre tranquillement votre

position et de jeter l'ancre, comme si vous passiez une revue, vous n'eussiez certainement pas réussi. Supposons que le dey d'Alger eût refusé, le lendemain de la bataille, de consentir à une seule des conditions de lord Exmouth, qu'aurait fait ce dernier? Rien, comptez-y; il ne se serait pas avisé d'attaquer une seconde fois avec des bâtimens démantelés, et manquant de poudre. Il eût été obligé de faire retirer sa flotte, c'eût été un affront pour l'Angleterre : d'ailleurs, vous mêmes avez appris à ces misérables à se défendre.

« Si vous les avez frappés de terreur, et si les conditions que vous avez faites sont strictement observées, continua-t-il, vous aurez rendu un grand service à l'humanité, outre que vous avez déployé une grande adresse maritime et une grande bravoure. Mais je ne crois pas que les Algériens veuillent jamais changer la condition des prisonniers et ne les pas mettre dans l'esclavage je crains que ces derniers ne soient plus maltraités qu'ils l'étaient auparavant, parce que ces barbares n'ont plus aucune espérance de rançon, ce qui était le seul motif qui les engageait à ménager la vie de leurs captifs. Ayant perdu l'espérance d'en

tirer de l'argent, ils les massacreront, les jeteront à la mer, ou les mutileront horriblement; car vous savez qu'ils croient faire une action méritoire que de détruire les infidèles. »

Il a parlé avec beaucoup de considération de lord Nelson, et il a essayé de pallier la seule tache dont soit souillée sa mémoire, l'exécution de Carracioli, qu'il a entièrement attribuée à cette méchante femme L..... R..... C.....

Tandis que je conversais avec Napoléon, le général Gourgaud se fit annoncer et entra. Il apporta quelques nouvelles qui n'étaient point en harmonie avec le message que le gouverneur m'avait chargé de transmettre. Il paraît que, tandis qu'il parcourait à cheval l'intérieur des limites, il fut arrêté vers les cinq heures après-midi par la sentinelle de Hut's-Gate, et retenu jusqu'à ce que le sergent commandant le poste l'eût relâché. Il ajouta que toutes les fois qu'il sortait, la même chose lui arrivait, parce que les sentinelles désiraient se soustraire à toute responsabilité.

6. — J'ai communiqué à sir Hudson Lowe ce qui était arrivé à Gourgaud, et je lui ai remis une lettre du capitaine Pop-

pleton à ce sujet. Son Excellence a assuré que les sentinelles n'avaient pas reçu de nouveaux ordres, et que c'était par méprise qu'elles en usaient ainsi.

Cipriani m'a dit que Pozzo di Borgo était le fils d'un berger corse, qui avait coutume d'apporter du beurre, des œufs et du lait à la famille de Bonaparte. Comme c'était un enfant très-amusant, il fut remarqué par madame *Mère*, qui paya ses mois d'école. Par suite de l'intérêt que prenait à lui cette famille, il fut nommé député à l'assemblée législative, parce qu'aucun des fils Bonaparte n'avait l'âge convenable pour être élu. Il revint ensuite en Corse en qualité de procureur général, se joignit à Pesaldi, ennemi implacable des Bonaparte, et en conséquence il le devint également. Cipriani me dit aussi que Masséria s'adressa à lui pour savoir comment il pourrait obtenir une audience de Napoléon, en lui disant que son intention avait été d'abord d'employer l'intermédiaire de l'archi-chancelier. Cipriani le détourna de suivre cette marche, parce qu'étant émigré, il pourrait être arrêté et jugé, et, dans ce cas, condamné à mort; il lui donna le conseil de s'adresser à ma-

dame *Mère* dont il était connu. Masséria l'écouta et parvint à obtenir une entrevue. Il échoua dans la tentative qu'il fit pour ouvrir une négociation : ayant fait, depuis, de nouvelles démarches pour obtenir une nouvelle audience, on lui ordonna de quitter la France.

Sur les recherches que l'on fit à Hut's-Gate, le sergent commandant le poste montra un morceau de papier contenant un ordre donné aux sentinelles, qui portait qu'aucun Français, pas même Bonaparte, n'avait la permission de passer le poste, sans être accompagné d'un officier anglais. Le sergent dit aussi, ce qui était très-remarquable, que sir Hudson Lowe donnait souvent des ordres de vive voix, non seulement aux officiers de garde non commissionnés, mais même aux sentinelles.

7. — Napoléon est resté levé jusqu'à trois heures du matin; il a employé le temps à dicter et à écrire. Il s'est ensuite relevé à cinq heures, et a pris un bain chaud. Il n'a rien mangé qu'à sept heures du soir, et s'est couché à huit.

8. —J'ai eu un entretien avec Napoléon sur les Algériens. Je lui ai demandé ensuite s'il était vrai que Desaix, un peu avant sa

mort, avait prononcé ces mots : « Dites au premier consul que je regrette de mourir avant d'avoir assez fait pour vivre dans la postérité. » Napoléon a répondu que c'était vrai. Il donna de grands éloges à la mémoire de Desaix. Il a déjeûné aujourd'hui à la manière anglaise, et a pris des rôties au beurre avec du thé. Le temps était si couvert et si chargé de brouillards, qu'on ne pouvait faire les signaux.

10. — Sir Pultney Malcolm, accompagné des capitaines Meynel et Wauchope, de la marine royale, sont venus à Longwood et ont eu une entrevue avec Napoléon. Il a donné à l'amiral un détail abrégé de sa vie.

J'ai été en ville, et j'ai demandé à sir Thomas Reade que l'on accordât aux Français la permission d'acheter deux vaches, afin de pouvoir avoir un peu de bon lait pour leur maison.

Le brouillard a été si épais, et le temps si mauvais, que le signal de *tout est bien* (allswell) ne pouvait être vu ; on a envoyé des ordonnances pour en instruire le gouverneur et l'amiral.

11. — Le temps a continué à être très-mauvais.

12. — J'ai vu Napoléon dans son cabinet de toilette. Je lui ai donné un journal du 3 octobre 1816. J'ai parlé avec lui de Châteaubriand, de sir Robert Wilson, etc. J'ai fait l'observation qu'on était surpris qu'il n'eût pas répondu ou fait répondre à l'ouvrage de sir Wilson et à plusieurs autres qui renfermaient des allégations semblables. Il me répondit que cela était inutile, que ces écrits tomberaient d'eux-mêmes; que sir Robert s'était déjà mis en contradiction avec lui-même par la réponse qu'il avait faite lors de son jugement dans l'affaire Lavalette, et qu'il était certain que Wilson était actuellement fâché d'avoir publié ce qu'il avait alors cru véritable; que d'ailleurs les Anglais qui rentreraient chez eux, après quelque séjour en France, reviendraient détrompés sur son caractère et détromperaient leurs compatriotes.

Je lui ai demandé si, lors de son expédition d'Égypte, il était aussi mince qu'on le disait : Il m'a répondu qu'en effet il était alors très-fluet, quoique d'une constitution forte et nerveuse; qu'il avait souffert ce qui aurait emporté des hommes plus robustes. Après sa trente-sixième année il avait pris de l'embonpoint.

Il m'a dit avoir souvent travaillé quinze heures par jour, sans s'interrompre un moment, ni sans prendre de nourriture. Dans une occasion il avait travaillé trois jours et trois nuits sans se coucher ni s'arrêter.

Aujourd'hui, à l'instant où Napoléon quittait la table et allait prendre son chapeau sur le buffet, il en sortit un gros rat, qui s'enfuit entre ses jambes : ce qui surprit tout le monde.

13. — J'ai demandé au pourvoyeur si l'on tenait compte à la maison des articles accordés par le gouvernement pour la durée d'une semaine, et dont on ne faisait point usage, et s'il était permis d'appliquer la valeur desdits articles à augmenter la ration de ceux qui n'en avaient pas une suffisante, ou si de telles épargnes appartenaient au gouvernement. On m'a répondu que toutes les épargnes faites dans la maison sur les articles de confiseur, pouvaient être appliquées à augmenter la quantité allouée de légumes ; mais que les autres devaient être au profit du gouvernement et non des Français ; qu'il y a quelques semaines, aucune épargne, de quelque nature qu'elle fût, ne pouvait être employée à augmenter les provisions dont on manquait ; mais

que, sur diverses représentations que j'avais faites pendant la maladie de Napoléon, sur le défaut de légumes, sir Hudson Lowe avait ordonné que la valeur des articles de confiseur (1) dont on ne se servirait pas à Longwood, pourrait être employée à augmenter la quantité des autres provisions ; que le major Gorrequer avait fait, dans une lettre, des réprimandes très-dures aux pourvoyeurs, pour avoir remboursé la valeur du fruit accordé (quand on ne pouvait s'en procurer dans l'île), et en avoir employé le montant à augmenter la quantité de légumes ; qu'on avait joint à ces réprimandes l'ordre de ne jamais renouveler la même chose, sous peine d'une grande responsabilité.

14. — Je me suis informé auprès du *major de brigade* Harrisson, dont le poste est à Hut's-Gate, s'il avait été apporté quelque changement aux ordres donnés ; s'il était permis à Napoléon de dépasser le piquet planté à cette porte, et de faire, sans être accompagné d'un officier anglais,

---

(1) Il était rare que les Français fissent usage des articles de confiseur envoyés d'Angleterre, attendu que Piéron, le chef d'office, excellait dans son art.

le tour de la maison de miss Mason et de Woody Range. Le major Harrisson m'a répondu que les ordres n'étaient point changés à cet égard, et que si Napoléon voulait dépasser, il serait arrêté par les sentinelles. Il a ajouté que le général Gourgaud lui avait adressé hier la même demande, et qu'il lui avait fait la même réponse. Cipriani a été en ville pour acheter du mouton.

15. — J'ai vu Napoléon dans son bain; il était un peu chagrin et rêveur : il s'est plaint de ce que le gouverneur n'avait pas tenu sa parole, à l'occasion de la médiation dont l'amiral devait être chargé.

17. — Madame Bertrand est accouchée, à trois heures et demie, d'un beau garçon. Ses couches ont été suivies de symptômes très-alarmans.

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, et m'a demandé « si j'avais eu quelque conversation avec Napoléon, concernant l'amiral, depuis la dernière fois qu'il m'avait vu. J'ai répondu que Napoléon avait paru très-surpris que le gouverneur n'eût point accepté la médiation de cet officier. « Sir Hudson a dit qu'il avait regardé la

négociation comme rompue, parce que le général Bonaparte lui avait adressé des observations nombreuses sur les restrictions établies dans le mois d'octobre dernier; que le style en était violent, et qu'elles étaient remplies d'allégations fausses; qu'enfin, il regardait comme une rupture irrévocable les notes écrites au dos de la réponse faite à la proposition originale. Il ne savait pas, ajouta-t-il, si ces remarques devaient n'être lues que par moi, ou si, au contraire, je devais les envoyer en Angleterre; que le fréquent usage du mot *empereur*, dans les représentations écrites par le comte Bertrand, suffisait seul pour rompre de suite cette affaire. J'ai répondu que ces représentations n'avaient été faites que pour lui être soumises. Son Excellence s'est alors emportée contre Las Cases, qu'il accusait d'avoir fait naître une foule de mal-entendus entre Bonaparte et lui; il me dit qu'il avait lu dans son journal que Bonaparte avait dit avoir en horreur jusqu'à la vue d'un uniforme anglais et d'un officier de cette nation ; que je pouvais choisir une occasion de lui dire cela, et ajouter

que l'opinion du gouverneur était qu'il ne s'était jamais servi de pareilles expressions.

Sir Hudson demanda ensuite si j'avais annoncé au général Bonaparte qu'il avait la liberté de faire, à cheval et sans être accompagné, le tour de la maison de miss Mason et de Woody Range? Je répondis que oui ; mais que le major Harrisson avait signifié le contraire au général Gourgaud et à moi-même. Son Excellence me dit que, depuis, il avait expédié l'ordre de le laisser aller librement, et me pria d'en informer le général Bonaparte, aussi bien que des motifs pour lesquels il avait rompu l'affaire de la médiation proposée. Il me chargea de lui dire en outre qu'il attendait journellement des nouvelles favorables aux Français, et qu'il espérait que le gouvernement anglais lui permettrait d'adoucir leur position.

Le soir même, Son Excellence changea d'avis, et me défendit de ne rien communiquer au général Bonaparte au sujet de la promenade à gauche de Hut's-Gate, mais de lui dire les autres choses dont il m'avait parlé.

18. — Napoléon m'a envoyé chercher. Il souffrait d'un grand mal de tête, et m'a

les ordres et les réglemens, en niant par la suite ce qu'on aurait conclu d'abord, et dire que tout était resté tel qu'au commencement. Mais ce gouverneur n'a jamais eu l'intention de faire appeler l'amiral. Tout ceci n'est qu'une ruse. *E un uomo senza fede.* » J'ai dit à Napoléon que le gouverneur m'avait dit avoir écrit en Angleterre, et qu'il attendait tous les jours l'ordre d'améliorer sa position. « Il n'a jamais rien écrit de semblable, répondit Napoléon; il voit qu'il en a trop fait; et maintenant il attend l'arrivée de quelque bâtiment anglais, afin de pouvoir jeter tout l'odieux de ces mesures sur les ministres, et dire qu'il a écrit pour les faire changer.

Les ministres lui ont accordé un pouvoir discrétionnaire pour les mesures à prendre pour prévenir ma fuite : tout le reste vient de lui. Il nous traite comme si nous étions des rustres ou des sots, dont il peut se jouer à son gré, au moyen de ses pitoyables artifices.

L'*Adamant* est arrivé du Cap. Lady Malcolm a envoyé des fruits à Napoléon. Je suis allé en ville; je me suis procuré quelques journaux que j'ai donnés à ce

dernier, à mon retour. Je l'ai aidé à en expliquer quelques passages. Je lui ai raconté sur son fils une anecdote qui l'a beaucoup fait rire, et qui l'a mis de très-bonne humeur. Il me l'a fait répéter, m'a adressé plusieurs questions sur Marie-Louise, et m'a enfin prié de *voir* tous les journaux qui arriveraient dans l'île, afin que, si je ne pouvais me les faire prêter, je pusse au moins lui donner connaissance de tout ce qui aurait rapport à son épouse et à son fils. « Car, ajouta-t-il, une des raisons pour lesquelles ce gouverneur ne nous fait pas parvenir de journaux, est d'empêcher que je ne voie quelques articles qui pourraient me faire plaisir, surtout ceux qui me donneraient quelques nouvelles de ma femme et de mon fils. »

19. — Sir Hudson Lowe m'a fait appeler. Je me suis rendu à ses ordres. Je lui ai fait part de la réponse de Napoléon au message dont il m'avait chargé pour lui, le 17, retranchant toutes les épithètes injurieuses, et donnant au discours de Napoléon un tour plus modéré. — Sir Hudson me dit n'avoir jamais demandé d'observations sur les restrictions ; qu'il croyait avoir exprimé seulement le désir

de connaître le sujet de leurs plaintes ; qu'il apprenait avec plaisir que Napoléon, en envoyant ses observations, n'avait pas eu l'intention de rompre l'arrangement proposé.

Un instant après, Son Excellence commença à s'emporter, et dit : « que la personne qui avait dicté des observations dans de semblables termes et contenant tant de mensonges, n'avait pu être guidée par des motifs de conciliation, et qu'il ne ferait aucune démarche nouvelle dans cette affaire ; qu'il pensait qu'une personne qui en proposait une autre pour médiatrice, ne pouvait avoir d'autre vue que de faire des concessions ou des excuses ; que si telles étaient les vues du général Bonaparte, il lui conseillait de nommer un intermédiaire ; sans quoi il pouvait s'abstenir de le faire. » Le gouverneur me demanda ensuite si je pensais que ce fût le but de Napoléon. Je répondis à Son Excellence que je pouvais lui assurer que Napoléon ne se proposait rien de pareil et n'en avait même jamais eu la pensée. Sir Hudson, après quelques assertions hasardées, relatives aux motifs qu'il supposait aux prisonniers, se leva, entra dans une autre

chambre, en rapporta un volume de *Quaterly Review*, contenant un article sur l'ouvrage de Miot *sur l'Egypte*. Il le remit entre mes mains en me montrant d'un air de triomphe le passage suivant, qu'il me pria de lire à haute voix : « Bonaparte connaît assez le genre humain pour éblouir le faible, tromper l'ambitieux, imposer au timide, et se servir habilement des méchans. Mais Bonaparte est d'une ignorance grossière en toute autre chose. Il ne connaît ni ne comprend le pouvoir du patriotisme, l'enthousiasme de la vertu et la force du devoir. » Pendant que je lisais cela, Son Excellence poussait de longs éclats de rire. Il me fit ensuite remarquer, dans un ouvrage posthume de Voltaire (à ce que je crois), une définition du mot *caractère*, définition dont il me dit que le général Bonaparte n'avait pas probablement connaissance, « car, ajouta-t-il, il ne serait pas si passionné pour les œuvres de ce grand homme. »

Sir Hudson Lowe dit ensuite que le général Bonaparte devrait lui envoyer l'amiral. Je lui répondis que sir Pultney Malcolm ne se chargerait d'aucun message, à moins qu'il n'y fût préalablement autorisé

par lui ; que, puisqu'il avait maintenant entre ses mains les plaintes des Français, il pouvait faire connaître à l'amiral jusqu'à quel point il ferait droit à leurs demandes, et qu'en déclarant ses intentions à cet officier, celui-ci saurait et comment il devrait agir, et quelle réponse il aurait à faire. Sir Hudson eut encore recours aux termes des observations qui lui avaient été faites ; et, après avoir prolongé la discussion pendant quelque temps, il me chargea d'un message à peu près semblable à celui du 17, ajoutant : « qu'à cette époque il avait prévu que la demande de voir Las Cases, demande qu'il ne pouvait accorder, renverserait tous les projets d'arrangement. » Il me dit ensuite que je pouvais prendre dans sa bibliothèque tous les ouvrages qui me plairaient, à l'exception de ceux qui flattaient par trop Bonaparte. Un instant après, il me donna le libelle de Pillet sur l'Angleterre, l'expédition de Miot en Egypte, les *Amours secrètes de Napoléon*, etc. Je lui demandai si je pouvais prêter Pillet à Napoléon. « Oui, et dites-lui que Pillet connaît tout autant l'Angleterre que Las Cases. » Son Excellence tira ensuite d'une tablette un livre

intitulé : *Les Imposteurs insignes, ou Histoire de plusieurs hommes de néant, de toutes nations, qui ont usurpé la qualité d'empereur, de roi et de prince.* Il me le remit en disant, avec une grimace toute particulière : « Vous feriez bien aussi de porter cela au général Bonaparte ; peut-être y trouverait-il quelque caractère semblable au sien. »

20. — Cipriani est allé à la ville pour acheter de la viande, du beurre et autres objets de nécessité. Sir Thomas Reade l'aide toujours très-activement à se les procurer.

21. — J'ai vu Napoléon dans la soirée. Je lui ai donné l'ouvrage de Pillet, en lui parlant des faussetés qu'il renferme, entre autres les liaisons incestueuses que l'auteur affirme exister presque partout en Angleterre. Il en parut surpris et offensé, et dit que souvent la méchanceté se combattait elle-même. Lorsque je lui répétai que Pillet avait avancé que les officiers de la marine française sont plus savans et manœuvraient mieux que les officiers anglais, il sourit. « Vraiment, ils l'ont bien prouvé, dit-il, par le résultat de leurs actions ! »

Je lui appris alors que j'avais lu un livre

intitulé *Amours secrètes de Napoléon Bonaparte*, mais que c'était un tissu de niaiseries. Il sourit, et me pria de le lui procurer. « Cela me fera rire, au moins, » dit-il; et je le lui apportai. Il remarqua une gravure dans laquelle on le représente plongeant une épée dans un ballon, parce que l'aéronaute n'avait pas voulu le laisser monter avec lui. « Quelques personnes croient que le trait représenté ici est réellement de moi, dit-il, et je l'ai entendu affirmer par des hommes qui me connaissaient bien; mais il est faux. Ce fait est réellement arrivé, mais l'auteur était membre du *comité*. C'était un jeune homme d'une grande bravoure, dont la tournure et les manières avaient quelque chose de bizarre; il marchait toujours sur la pointe du pied, et aimait à se promener au bord des précipices. »

En ce moment, quelqu'un entra dans la chambre: *Eh bien*, s'écria-t-il, *voilà mes amours secrètes*. Il parcourut alors quelques passages du livre en riant de tout son cœur, mais en observant que c'était une absurdité monstrueuse. Après en avoir feuilleté une partie que je n'avais pas lue, il le ferma et me le rendit, en disant qu'il

n'y avait pas un seul mot de vérité dans ces anecdotes; que, même, les noms de la plus grande partie des femmes dont il y était parlé, lui étaient inconnus.

Napoléon resta fort tard à lire Pillet, et j'appris qu'on l'avait souvent entendu pousser de longs éclats de rire.

22. — Napoléon a passé une grande partie de la journée à dicter ses mémoires aux comtes Bertrand et Montholon, dans la salle de billard, qu'il a transformée en cabinet d'étude. Quelquefois il s'amuse à rassembler les billes et à tâcher de les faire toutes rouler dans la blouse opposée.

Sir Hudson Lowe m'a envoyé, pour l'usage de Napoléon, du café, qu'il dit être d'une excellente qualité et qu'il m'a soigneusement recommandé.

23. — Napoléon a été fort gai. Il m'a parlé du livre de Pillet, en disant qu'il ne se rappelait personne de ce nom. « Probablement, dit il, ce Pillet est un homme qui aura été maltraité par vous sur vos pontons, et qui aura écrit contre les Anglais avec le fiel et l'aigreur que lui inspirait son mécontentement. Il n'y a dans tout le livre qu'un seul passage que je croie conforme à la vérité, c'est celui dans

lequel il est question du traitement qu'éprouvaient les prisonniers sur les *pontons*. Quelle barbarie de la part devotre gouvernement, d'enfermer tous les soirs, pendant tant d'heures, à bord de vos vaisseaux, et sans leur donner d'air, de malheureux soldats qui n'avaient pas été accoutumés à la mer! Il y a quelque chose d'horrible, continua-t-il, dans la manière de traiter les prisonniers en Angleterre. La seule idée d'être mis à bord d'un vaisseau, et d'y être retenu pendant plusieurs jours, a quelque chose d'effrayant. Vos matelots s'épouvantent eux-mêmes de l'idée d'être toujours à bord des vaisseaux, et courent, aussitôt qu'ils le peuvent, jouir des délices de la terre. Rien n'a plus irrité contre vous les nations du continent, car non seulement vos ministres y entassaient les Français, mais encore tous les prisonniers des autres nations en guerre avec vous. Je reçus tant de plaintes du traitement barbare que ces malheureux éprouvaient sur les pontons, traitement si contraire à celui que recevaient en France vos compatriotes, que j'avais fini par donner des ordres pour que tous les prisonniers anglais fussent mis à bord des pontons que

l'on aurait préparés à cet effet, et qu'ils fussent traités comme on traitait les miens en Angleterre. Si je fusse resté en France, ce projet aurait été mis à exécution. Il eût produit un bon effet, car j'aurais donné aux Anglais, ainsi retenus, toutes facilités pour faire entendre leurs plaintes, et vos ministres eussent été, malgré eux, forcés de retirer les Français des pontons, afin que pareille mesure ne fût pas adoptée en France à l'égard des Anglais. »

Je fis la remarque que le traitement des prisonniers français n'avait pas été, à beaucoup près, aussi mauvais que plusieurs l'avaient rapporté, et que Pillet l'avait surtout exagéré. Napoléon répondit : « Je ne doute pas qu'on n'ait exagéré la rigueur de ce traitement; mais ce que je sais, c'est qu'il était barbare et presque insupportable. C'est une action cruelle que de mettre des soldats à bord de bâtimens. En France, tous les Anglais étaient bien traités: au moins, j'avais l'intention qu'ils le fussent. Il a sans doute existé quelques abus, comme il s'en rencontre toujours en pareil cas; mais je n'en étais pas la cause. Toutes les fois que je les ai connus, je les ai toujours réprimés avec sévérité. Vir***,

par exemple, fut mis en jugement dès que j'eus découvert ses vols, et je l'aurais fait pendre si, redoutant le résultat de son procès, il ne se fût brûlé la cervelle. Plusieurs autres ont été punis : il est impossible à un gouvernement de chercher, plus que je ne l'ai fait, à adoucir le sort des prisonniers de guerre ; mais je n'ai pu remédier à quelques abus dont j'ai puni les auteurs toutes les fois que je les ai connus.

« Que de milliers de prisonniers anglais racontent franchement la manière dont ils ont été traités. Il y en a quelques-uns dans cette île. Quand ils essayaient de s'enfuir, et qu'on les reprenait, alors on les tenait étroitement resserrés; mais jamais on ne les a traités d'une manière aussi barbare que les Français l'étaient sur vos pontons. Vos ministres ont fait grand bruit sur ce que j'avais employé des prisonniers français qui avaient manqué à leur parole et s'étaient échappés ; mais les prisonniers de votre nation ont été les premiers à donner l'exemple. Quand ils sont rentrés, votre ministère a fini aussi par les employer. J'en ai usé de même par représailles. J'ai

fait publier les noms de plusieurs Anglais qui avaient manqué à leur parole d'honneur et violé leur serment, avant que les Français en eussent jamais donné l'exemple, et que l'on avait employés ensuite. J'ai fait plus, car j'ai proposé à vos ministres de renvoyer tous les prisonniers français qui avaient manqué à leur parole, depuis le commencement de la guerre, pourvu que les Anglais en fissent de même. Ils s'y sont refusés. Que pouvais-je de plus? Vos ministres ont jeté feu et flamme contre la mesure que j'avais adoptée de retenir tous les voyageurs anglais qui se trouvaient en France, quoiqu'ils eussent eux-mêmes donné l'exemple d'une mesure pareille, en s'emparant, corps et biens, de tous les bâtimens français qui étaient, soit dans leurs ports, soit en pleine mer. Je dis alors: si vous retenez ceux de mes sujets qui voyagent sur la mer, dont vous êtes maîtres absolus, je retiendrai les vôtres sur la terre, où je suis également puissant. Mais après cela, j'ai offert de relâcher tous les Anglais que j'avais arrêtés en France avant la déclaration de guerre, pourvu que vous en fissiez autant des Français et de leur for-

tune, dont vous vous étiez emparés à bord des bâtimens. Votre gouvernement a refusé.

» Vos ministres, continua-t-il, ne disent jamais la vérité, à moins qu'ils ne puissent faire autrement, ou qu'ils ne sachent que tôt ou tard elle percera et viendra à la connaissance du public ; dans le premier cas, ils la déguisent ou suppriment, selon qu'il convient à leurs vues. »

J'ai fait quelques observations relativement aux accusations de Pillet, sur la dépravation générale qu'il prétend exister parmi les dames anglaises, et sur ses autres assertions odieuses. J'ai soutenu qu'il n'y avait pas de pays au monde où il existât moins de liaisons illicites entre les proches parens, et j'ai ajouté que nulle part on ne trouvait parmi les dames plus de délicatesse et plus de pureté de mœurs. J'ai fait observer à Napoléon qu'il fallait que Pillet eût vécu dans une très mauvaise société, d'après ce qu'il disait des *sweethearts*, que j'expliquai comme un mot dont se servaient seulement les femmes de chambre, les filles de petits détaillans et les grisettes, quoiqu'il eût affirmé que ce terme était d'un usage familier parmi les jeunes dames de

la plus haute société. « C'est vrai, dit Napoléon je pense qu'il n'a jamais vu de dames anglaises à bord de son bâtiment, excepté des *puttane* de la plus basse classe. Il a eu vraiment une belle occasion d'étudier les usages et les mœurs des Anglais, relégué, comme il dit l'avoir été, pendant sept à huit ans, à bord d'un ponton!

» Il a agi contre son propre plan : dans quelques parties de son livre il a dit tant de mensonges et tant d'horreurs des Anglais, que les vérités qui se trouvent dans le reste ne peuvent être reçues. Cet ouvrage ressemble aux écrits qui m'ont représenté comme un monstre, me complaisant dans l'effusion du sang, les crimes et les atrocités; qui ont dit que, pour satisfaire mes goûts sanguinaires, je prenais plaisir, après une bataille, à faire passer ma voiture sur les corps des morts et des blessés. Son livre renferme autant de vérités, et l'auteur combat lui-même ses propres intentions. J'ai vu avec joie l'esprit d'exaspération qui préside à tous ces pamphlets, dans la persuasion que les gens de raison et de bon sens ne pourront y ajouter foi. Ceux qui ont conservé les apparences de la modération et de la dou-

ceur étaient les seuls que je dusse craindre. »

Je demandai dans ce moment à Napoléon s'il avait lu l'histoire de Miot sur l'expédition d'Égypte. « Quoi ! ce commissaire ? répondit-il. Je crois que Las Cases m'en a donné un exemplaire ; d'ailleurs, ce livre a été publié de mon temps. » Il me pria alors de lui apporter celui que j'avais, afin de le comparer au sien. Il dit que Miot était un *p......*; qu'il l'avait tiré de la boue lui et son frère. « Il a osé dire que j'avais essayé, par menaces, de l'empêcher de publier son livre : ce qui est faux. »

« J'ai dit un jour à son frère qu'il eût aussi bien fait de ne pas donner des mensonges au public. C'était un homme dont l'âme était toujours resserrée par la crainte. Que dit-il de l'affaire du poison et de la fusillade de Jaffa ? » Je répondis que, quant au poison, Miot déclarait seulement que le bruit en avait couru ; mais qu'il assurait d'une manière positive que Napoléon avait fait fusiller de trois à quatre mille Turcs, quelques jours après la prise de Jaffa. Napoléon répondit : « Il n'est pas vrai qu'il y en ait eu autant. J'ai fait fusiller mille à douze cents hommes. La

raison en était que parmi la garnison de Jaffa on découvrit un grand nombre de soldats turcs, que j'avais faits prisonniers, peu de temps auparavant, à El-Arish, et envoyés à Bagdad après qu'ils m'eurent donné leur parole de ne plus servir, ou du moins de ne plus porter les armes pendant un an. Je les avais fait escorter pendant douze lieues sur la route de Bagdad; mais au lieu de s'y rendre, ces Turcs se jetèrent dans Jaffa, défendirent la place à outrance et furent cause que je perdis un grand nombre de braves gens avant de m'en emparer. Sans le renfort que ces misérables donnèrent à la garnison de Jaffa, mes soldats n'eussent pas été sacrifiés. D'ailleurs, avant d'attaquer cette ville, j'avais envoyé un parlementaire. Presque aussitôt nous vîmes sa tête au bout d'un pieu planté sur la muraille. Si, dans cette circonstance, je leur eusse pardonné, et que je les eusse laissé aller encore sur parole, ils se seraient rendus directement à Saint-Jean d'Acre, pour recommencer leur conduite de Jaffa.

» Je devais à la sûreté de mes soldats et à ma qualité de père, de veiller à la sûreté de mes enfans et de ne pas permettre qu'ils renouvelassent une pareille

trahison. Il était impossible que je consentisse à laisser, pour les garder, une partie de mon armée déjà réduite par la perfidie de ces misérables. Enfin agir autrement que je n'ai fait, eût été vouloir ma destruction. En conséquence, usant des droits de la guerre, d'après lesquels j'étais le maître de faire mourir des prisonniers faits dans une semblable circonstance; de ceux qu'a le vainqueur sur une ville prise d'assaut, et enfin de ceux de représailles contre les Turcs, j'ordonnai que les prisonniers faits à El-Arish, qui, au mépris de leur capitulation, avaient été repris les armes à la main à Jaffa, fussent fusillés. On épargna la vie du reste, dont le nombre était considérable. J'en userais encore de même, demain, et Wellington, ainsi que tous les généraux qui auraient commandé une armée en de semblables circonstances, en eussent fait autant. Avant de quitter Jaffa, et après avoir fait embarquer la plus grande partie de mes malades et de mes blessés, on vint me dire qu'il restait à l'hôpital des hommes dans un état si dangereux, qu'il était impossible de les transporter. J'ordonnai aussitôt à l'état-major des chirurgiens de se réunir, d'examiner

ce qu'il y avait de mieux à faire, et de me faire connaître le résultat de leur délibération. En conséquence, ils se consultèrent, et trouvèrent que sept à huit hommes étaient si dangereusement malades, qu'on regardait comme impossible leur retour à la vie. Ils convinrent qu'ils ne pouvaient vivre au-delà de vingt-quatre ou trente-six heures au plus; qu'en outre, atteints de la peste, comme ils l'étaient, ils répandraient cette maladie parmi tous les soldats qui communiqueraient avec eux. Plusieurs, qui étaient encore en pleine connaissance, demandaient instamment la mort. Larrey prétendait que leur rétablissement était impossible, et que ces pauvres gens ne pouvaient pas prolonger leur existence au-delà de quelques heures; mais comme ils pouvaient encore vivre jusqu'au moment où les Turcs arriveraient, et qu'ils pourraient être exposés aux tourmens cruels que ces barbares étaient accoutumés de faire souffrir à leurs prisonniers, on pensa que ce serait un acte de charité de condescendre à leurs désirs, et de devancer leur mort de quelques heures.

» Desgenettes ne fut pas de cet avis, et

dit que sa profession était de guérir les malades et non de les tuer. Larrey vint me trouver sur-le-champ, et me fit part de cette opposition, ainsi que du raisonnement de Desgenettes, en ajoutant qu'il avait raison. Mais, continua Larrey, ces hommes ne peuvent vivre que peu d'instans, et si vous voulez laisser une arrière-garde pour les protéger contre les postes avancés de l'ennemi, cela suffira.

» J'ordonnai, en conséquence, à quatre à cinq cavaliers, de rester en arrière et de ne pas quitter l'endroit, que les malades ne fussent morts. Ils restèrent en effet, et vinrent me faire le rapport qu'ils avaient tous expiré. J'ai appris depuis que Sydney Smith en avait trouvé un ou deux encore vivans, quand il était entré dans la ville. Voilà la vérité sur cette affaire. Je suis sûr que Wilson lui-même sait qu'il a été trompé quand il a fait son rapport. Sydney Smith n'a jamais avancé une semblable assertion. Je ne fais pas de doute que cette histoire d'empoisonnement n'ait été faite, en quelque sorte, à Desgenettes, qui était un bavard; on l'aura mal entendue et mal répétée ensuite. Desgenettes, continuait Napoléon, était un brave

homme, et quoiqu'il eût donné naissance à cette histoire, je ne m'en suis pas offensé, et je l'ai gardé près de ma personne pendant plusieurs campagnes qui eurent lieu plus tard. Je ne pense point que c'eût été commettre un crime, que de donner de l'opium aux pestiférés; au contraire, c'eût été obéir à la voix de la raison : il y avait plutôt de l'inhumanité à laisser quelques misérables, dans cet état désespéré, exposés à être massacrés par les Turcs, ou à éprouver, de la part de ceux-ci, des tourmens épouvantables. Un général doit agir envers ses soldats comme il voudrait qu'on agît envers lui-même. Maintenant, je le demande, quel est l'homme jouissant de l'usage de sa raison, qui, dans des circonstances semblables, n'aurait pas préféré une mort prompte à l'horreur de vivre exposé aux tortures les plus affreuses de la part de ces barbares. Vous vous êtes trouvé parmi les Turcs, et vous les connaissez; je vous le demande à vous-même; mettez-vous dans la position d'un de ces malades : si l'on vous demandait ce que vous préférez, qu'on vous abandonne aux tourmens que pourraient vous infliger ces misérables, ou qu'on vous administre de l'opium, que

répondriez-vous? Sans doute, je préférerais la mort, lui dis-je.—Certainement, reprit Napoléon, tout homme en dirait autant. Si mon fils, et cependant je crois l'aimer autant qu'un père peut aimer son enfant; si mon fils, dis-je, était dans une situation pareille à celle de ces malheureux, mon avis serait qu'on en agît de même; et si je m'y trouvais moi-même, j'exigerais qu'on en usât ainsi envers moi. Au reste, si j'avais cru qu'il fût nécessaire de donner de l'opium à ces soldats, j'aurais fait assembler un conseil de guerre, j'aurais exposé la nécessité de cette action, et je l'aurais fait mettre à l'ordre de l'armée. Elle ne serait pas restée cachée. Croyez-vous que si j'eusse été capable d'empoisonner secrètement mes soldats; car, agir en secret, est donner l'apparence d'un crime à une action nécessaire; ou que si j'eusse été coupable d'une barbarie telle que celle de faire passer ma voiture sur le corps sanglant des blessés, mes troupes eussent combattu pour moi avec un enthousiasme et une affection sans pareil? Non, non, je n'aurais pas renouvelé une telle action, quelque soldat m'eût brûlé la cervelle sur mon passage; quelque blessé même aurait conservé assez de force pour

lâcher la détente d'un fusil et m'expédier.

» Je n'ai jamais commis de crime dans toute ma carrière politique, je pourrais l'affirmer à mon agonie. Je ne serais pas ici, si j'avais su commettre le crime.

» On m'a accusé de forfaits inutiles, tels que l'assassinat de Pichegru, Wright et autres. Au lieu de désirer la mort de Wright, j'avais besoin de son témoignage, pour prouver que Pitt avait fait débarquer en France des hommes pour m'assassiner, et cela sciemment. Wright s'est tué, sans doute pour ne pas compromettre son gouvernement. Quelles raisons pouvais-je avoir de faire assassiner Pichegru, un homme aussi évidemment coupable, et qui pouvait être facilement convaincu? Il ne me manquait pas de preuves contre lui : sa condamnation était assurée. Peut-être lui aurais-je pardonné. Si on eût fait mourir Moreau secrètement, alors, oui, on aurait pu dire que je l'avais fait assassiner, et toutes les apparences eussent été contre moi, car c'était le seul homme que j'eusse à redouter; et cependant il fut reconnu innocent. Il était *bleu* comme moi; Pichegru était *blanc*: on savait qu'il était soudoyé par l'Angleterre, et sa condamnation était cer-

taine. Alors Napoléon décrivit la manière dont on l'avait trouvé mort dans sa prison, et il remarqua que ce genre de suicide, peu commun, était une preuve qu'on ne l'avait pas assassiné. Nul autre que moi peut-être n'a su arriver au degré de puissance auquel je suis monté, sans s'être souillé par des crimes. Un lord, parent du duc de Bedford, qui dînait avec moi à l'île d'Elbe, m'a dit qu'on croyait généralement en Angleterre que le duc d'Enghien n'avait pas été jugé, mais assassiné pendant la nuit dans sa prison, et fut surpris quand je lui dis qu'on lui avait fait un procès en règle, et que la sentence avait été publiée avant l'exécution. »

Je demandai alors à Napoléon s'il était véritable que T*** eût gardé une lettre écrite par le duc d'Enghien, et qu'il ne l'eût remise que deux jours après l'exécution de ce prince? « C'est vrai, répondit Napoléon, le duc avait écrit une lettre dans laquelle il m'offrait ses services et me demandait le commandement d'une armée ; et ce scélérat de T*** ne me la remit que deux jours après que le prince eut été mis à mort. » Je fis la remarque que T***, en retenant cette lettre d'une manière aussi coupable, s'était véritablement chargé du crime de

cette action, et que l'on pouvait avec raison lui attribuer la mort du duc d'Enghien. Napoléon répondit que T*** était un *briccone* capable de tous les crimes. Je fis juger, dit-il, le duc d'Enghien comme coupable d'avoir porté les armes contre la république, et il fut fusillé d'après les lois d'alors. « Jamais vous ne verrez vos ministres, lorsqu'il s'agira de la France, parler le langage de la vérité. Ils suivent les maximes du fameux lord Chatam, qui disait : *Si nous agissions de bonne foi ou avec justice envers la France, l'Angleterre n'aurait pas un quart de siècle d'existence.*

J'ai fait part à Napoléon du message dont sir Hudson Lowe m'avait chargé pour lui. Il a répondu : L'opposition qu'il a apportée à ce que Las Cases vînt me voir m'a très-fâché, attendu que c'est un acte de barbarie, pour le moins inutile, car on pourrait l'appeler fureur de tourmenter mal à propos, puisqu'il a accordé aux généraux la permission d'aller en ville et de s'entretenir autant qu'ils le voudraient avec lui, et même sans que personne assistât à leur entretien. Quant à moi, je n'ai jamais refusé d'entrer en accommodement; au contraire. A l'égard des remarques qu'il a faites

sur les restrictions, lui-même avait dit, dans sa lettre à Bertrand, qu'il désirait connaître toutes les observations que nous pourrions avoir à faire; et c'est en conséquence de ce, que ces observations lui furent adressées, afin qu'il connût notre façon de penser sur sa conduite, d'autant plus que, selon lui, il n'avait été fait aucun changement. Mais jamais son intention n'a été de se servir de l'intermédiaire de l'amiral. »

« Que peut-on attendre d'un homme qui donne des ordres aussi contradictoires, d'un homme qui vous dit qu'il a fait aux gardes et aux sentinelles des recommandations dont celles-ci n'ont jamais entendu parler; qui nous dit que nous avons la liberté de passer par tel et tel endroit, et qui en même temps ordonne aux sentinelles d'arrêter les personnes qui leur paraîtront suspectes ? Or, dites-moi, quel individu peut être plus suspect à une sentinelle anglaise, qu'un Français, et *que moi surtout*? Puisque, dans cette île, l'unique soin des soldats est de me garder, bien certainement toute sentinelle anglaise qui voudra remplir son devoir, ne manquera pas d'arrêter les Français qu'elle aperce-

vra. » Je ris aux éclats de la tournure dont s'était servi Napoléon. Il se joignit à moi, et répéta : « *Un uomo incapace che non ha nessuna fede.* » Après quoi il me pria de lui procurer le catalogue des livres qui étaient dans la bibliothèque publique de James-town, et de lui donner, relativement à l'Egypte, tous les détails que je pourrais me procurer.

J'ai vu sir Hudson Lowe en ville, et je lui ai communiqué la réponse de Napoléon. Quand j'en vins à la partie de cette réponse dans laquelle l'Empereur disait que, dans sa dernière lettre à Bertrand, le gouverneur avait exprimé le désir de connaître toutes les observations qu'on pouvait avoir à faire, il m'interrompit en disant : « Ah! oui, j'ai dit que je serais content d'entrer dans toutes les explications, je me rappelle. » Mais cependant il ne parut pas se soucier de s'appesantir sur ce sujet, et il observa que la réponse du général Bonaparte était la même que celle qu'il avait déjà faite. Il me recommanda de ne pas manquer de dire à Napoléon que Las Cases était aussi instruit que Pillet sur l'Angleterre.

24. — Cipriani a été en ville, comme

le coutume, pour se procurer plusieurs denrées.

26. — Napoléon, pour la première fois depuis le 20 novembre dernier, est sorti de Longwood pour rendre visite à la comtesse Bertrand, à laquelle il adressa des complimens sur le bel enfant qu'elle venait de mettre au monde. « Sire, a répondu la comtesse, j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté le premier Français qui depuis votre arrivée à Longwood s'y soit introduit sans la permission du lord Baturst. »

27. — Napoléon était dans son bain. Il s'est plaint d'une douleur de tête et d'insomnie; ce que j'ai attribué au défaut d'exercice, et en lui recommandant instamment d'en prendre davantage. Il a reconnu la justesse de mes avis, mais il lui paraissait impossible de s'y conformer.

Je lui ai appris que j'étais possesseur d'un livre contenant des détails sur une société que l'on avait formée contre lui, sous le nom de Philadelphes, et je lui exprimai l'étonnement où j'étais qu'il n'eût pas succombé sous le fer de quelque conspirateur. Il a répondu : « Personne ne savait jamais, cinq minutes auparavant, que je dusse sortir, ni l'endroit où je de-

vais aller. C'est ce qui déjoua souvent les conspirations ourdies contre moi, car les auteurs de ces complots ignoraient le lieu où ils pourraient exécuter leur infâme dessein. Peu de temps après que j'eus été nommé consul, environ cinquante personnes, dont une grande partie m'avait été sincèrement attachées avant (c'étaient des officiers de l'armée, des savans, des peintres et des sculpteurs), voulurent conspirer contre moi. Ils étaient tous de véritables républicains, leurs têtes étaient exaltées, chacun d'eux se regardait comme un Brutus, et me considérait comme un tyran et comme un autre César. Parmi eux se trouvait Aréna, mon compatriote, homme qui m'avait été autrefois très-attaché, mais qui me regardait comme un tyran, et avait résolu de se défaire de moi, croyant que la France lui devrait son salut. Il y avait aussi un certain Ceracchi, autre Corse, et fameux sculpteur, qui avait fait une statue de ma personne, lors de mon séjour à Milan. Cet homme avait de même manifesté beaucoup d'attachement pour moi : poussé par le fanatisme républicain, il forma la résolution de m'assassiner, et vint à Paris pour l'exécuter. Il sollicita

l'honneur de faire une seconde statue pour moi, alléguant que la première n'était pas exécutée d'une manière digne d'un si grand homme.

» Quoique j'ignorasse encore la conspiration, je refusai cependant d'accéder à cette demande, ne voulant pas rester assis pendant deux ou trois heures dans la même position et pendant plusieurs jours de suite, attendu que je m'étais déjà donné cette peine auparavant. Ce refus me sauva la vie; car l'intention du sculpteur était de me poignarder pendant la séance. En outre, ils avaient concerté leur plan tous ensemble. Il y avait, dans leur bande, un capitaine qui avait été un de mes plus grands admirateurs. Cet homme convint qu'il était utile à l'État de me renverser; mais il ne voulut pas consentir à ce qu'on m'assassinât lâchement, bien qu'il fût d'accord avec les autres sur tout le reste. Mais les autres conspirateurs étaient d'une opinion différente, et ils insistaient sur la nécessité absolue de se défaire de moi, comme le seul moyen d'empêcher que la France ne tombât dans l'esclavage. Ils disaient tous qu'il ne pouvait exister d'espoir de liberté tant que je vivrais. Ce capitaine voyant

qu'ils étaient déterminés à répandre mon sang, malgré ses argumens et ses supplications, découvrit leurs noms et leur projet. Ils devaient m'assassiner à ma sortie du théâtre, la première fois que j'irais au spectacle. La police prit toutes les mesures convenables; j'allai le soir même au théâtre, et je passai au milieu des conspirateurs dont plusieurs m'étaient connus. Peu de temps après mon arrivée, ils furent arrêtés, et on trouva sur eux des poignards. Vous savez qu'en France on ne peut condamner personne à mort, à moins qu'on ne lui trouve sur lui l'instrument qui devait servir à commettre le crime : on fit donc leur procès, et plusieurs moururent du dernier supplice. »

J'ai fait plusieurs questions à Napoléon sur l'affaire de la machine infernale. Il m'a répondu : « C'était vers Noël, et l'on préparait de grandes fêtes. On me pressait beaucoup d'aller à l'Opéra; comme j'avais été extrêmement occupé pendant toute la journée, je me trouvais ce soir-là fatigué, et je m'endormis sur un sofa dans le salon de ma femme. Joséphine descendit bientôt, m'éveilla, et insista pour que je me montrasse au théâtre. C'était une excellente

femme, et elle désirait ardemment que je fisse tout ce qui pouvait me gagner la faveur du peuple. Vous savez que lorsqu'une femme a quelque dessein en tête, il faut qu'il s'exécute. Je me levai donc, quoique contre mon gré, et montai en voiture, accompagné de Lannes et de Bessières. J'étais encore si assoupi, que je m'endormis presque aussitôt. Je sommeillais, lorsque l'explosion se fit entendre, et je me rappelle qu'éveillé en sursaut par le bruit, j'éprouvai une commotion semblable à celle qu'eût produite l'action de me soulever avec ma voiture et de la lancer dans un courant très-rapide. Parmi les auteurs de ce complot, étaient un nommé Saint-Régent, Limoléan, qui a passé depuis en Amérique, où il s'est fait prêtre, et plusieurs autres.

» Ils avaient fait faire une charrette avec un tonneau, semblable à ceux dont on se sert ordinairement à Paris pour porter l'eau dans les maisons, avec cette différence que le tonneau était placé en travers. Limoléan remplit le baril de poudre et le plaça au détour de la rue que je devais traverser. Une circonstance à laquelle je dois mon salut, c'est que la voiture de mon épouse étant de la même forme que la

mienne, et que l'une et l'autre ayant une escorte composée de quinze hommes, Limoléan ne savait pas dans laquelle je me trouvais, et n'était pas même certain que je fusse dans l'une ou dans l'autre. Afin de s'en assurer, il se plaça en avant pour regarder dans la première voiture et voir si j'y étais. Un de mes gardes, homme grand et fort, irrité de voir un homme obstruer le passage et regarder avec une si grande curiosité dans la voiture, marche sur lui et lui donne un coup de sa botte forte, en lui criant : *Va-t-en pékin!* Limoléan fut étourdi et renversé par le coup. Avant qu'il pût se relever, la voiture avait déjà dépassé d'un peu le lieu où se trouvait la machine. Limoléan, à ce que je pense, un peu déconcerté par sa chute, et ne remarquant pas que la voiture était déjà un peu éloignée, courut à la charrette, mit le feu, et l'explosion de la machine eut lieu entre les deux voitures. Son effet fut si violent, qu'il tua le cheval d'un de mes gardes et blessa grièvement le cavalier, renversa plusieurs maisons, tua ou blessa environ quarante à cinquante badauds qui se trouvaient là pour me voir passer. La police recueillit avec soin les

débris de la charrette et de la machine, et invita tous les ouvriers de Paris à venir les examiner. L'un dit : j'ai fait ceci; l'autre, j'ai fait cela, et ils convinrent tous d'avoir vendu les pièces dont était composée cette machine, à deux hommes qui, d'après leur accent, paraissaient être Bas-Bretons; la police n'en put découvrir davantage. Peu de temps après, les cochers de louage et autres donnèrent, dans les Champs-Elysées, un grand dîner à mon cocher César, pensant qu'il m'avait sauvé la vie par son adresse et son activité : ce qui n'est pas croyable; car, au moment de l'explosion, il était ivre. Ce fut le garde qui me sauva par le coup de pied qui avait renversé Limoléan si fort à propos. Il est cependant possible que mon cocher ait aussi contribué à mon salut, en tournant le coin de la rue avec une rapidité sans égale; car, dans son ivresse, il ne prenait garde à rien, et ce jour-là il était tellement hors de raison, qu'il prit l'explosion pour une décharge que l'on faisait en l'honneur de ce que j'allais au théâtre. Pour en revenir à ce dîner, on y but largement, et on y porta souvent la santé de César. Un des cochers dit : César, je connais les

hommes qui ont essayé de faire périr le premier consul l'autre jour. Dans telle rue et dans telle maison, ajouta-t-il, et il les nomma : j'ai vu, ce jour-là, une charrette comme un tonneau à eau, sortir d'un passage; comme je n'en avais jamais vu dans cet endroit, cela attira mon attention. J'observai si bien les hommes et le cheval, que je les reconnaîtrais encore.

On envoya chercher de suite le ministre de la police; on interrogea cet homme, qui conduisit les officiers de police à la maison dont il avait parlé. On y trouva, en effet, l'instrument dont s'étaient servis les conspirateurs pour mettre la poudre dans le baril; il en était encore empreint. On trouva aussi sur le sol quelque peu de poudre qui avait été répandue. Le propriétaire de la maison, sur les questions qu'on lui fit, déclara qu'il y avait quelque temps que des hommes, qui lui étaient inconnus, étaient venus loger dans sa maison; qu'il les avait pris pour des contrebandiers; que le jour de l'explosion ils étaient sortis avec la charrette, qu'il avait supposée remplie de marchandises prohibées. Il ajouta qu'ils étaient Bretons, et que l'un d'eux paraissait d'un rang au-dessus

des deux autres. Après qu'on eut obtenu un signalement de leur personne, on fit toutes les recherches nécessaires. Saint-Régent et Carbon furent pris, jugés et mis à mort. Une circonstance singulière, c'est qu'un inspecteur de police avait remarqué cette charrette à un coin de la rue, où elle était depuis longtemps, et qu'il avait ordonné qu'on l'éloignât; mais celui qui était auprès lui fit observer qu'elle occupait peu de place. L'aspect de cette charrette, à laquelle était attelé un misérable cheval qui ne valait pas vingt francs, n'était pas faite pour inspirer aucun soupçon à l'inspecteur.

A Schœnbrunn, a continué l'empereur, j'eus bien du bonheur d'échapper au nouveau danger qui menaçait mes jours. C'était peu de jours après la prise de Vienne; je passais à Schœnbrunn la revue de mes troupes. Un jeune homme d'environ dix-huit ans se présenta à moi. Il s'approcha au point de me toucher, et dit qu'il voulait absolument me parler. Berthier, qui n'aimait pas qu'on me troublât dans une pareille circonstance, le fit ranger de côté, en disant : Si vous avez quelque chose à dire à l'empereur, il faut choisir un autre

moment. Il appela alors Rapp, qui était Allemand, et lui dit : « Voilà un jeune homme qui désire parler à l'empereur ; voyez ce qu'il demande, et ne le laissez pas troubler Sa Majesté. » Après quoi il appela le jeune homme, et lui dit que Rapp parlait allemand, et qu'il lui répondrait. Rapp alla à lui, et lui demanda ce qu'il désirait. Il répondit qu'il avait un mémoire à remettre à l'empereur. Rapp lui dit que j'étais occupé, et qu'il était impossible de me parler pour le moment. Le jeune homme portait alors sa main dans son gilet, comme s'il eût cherché le papier qu'il voulait me donner. Voyant que, malgré son refus, il insistait pour me voir et s'avançait toujours, Rapp, qui est un homme violent, lui donna un coup de poing et le repoussa de côté. Il revint de nouveau à la charge au moment où les troupes défilaient. Rapp, qui le guettait, le fit saisir par quelques-uns des gardes et surveiller jusqu'à la fin de la revue ; puis il le fit conduire à son logement, pour apprendre de lui ce qu'il voulait. Les gardes apercevant qu'il tenait constamment la main dans son estomac, la lui firent ôter et l'examinèrent. Ils trouvèrent sous son habit un couteau long

comme le bras. On lui demanda ce qu'il en voulait faire. Il répondit sur-le-champ: Tuer l'empereur ! Peu de temps après, on me l'amena. Je m'informai de ce qu'il voulait. Vous tuer ! répondit-il encore. Je lui demandai ce que je lui avais fait pour en vouloir si fort à ma vie ? Il répondit que j'avais fait beaucoup de mal à son pays ; que je l'avais ruiné et dévasté par la guerre. Il ajouta que Dieu l'avait appelé pour être l'instrument de ma mort, et cita l'exemple de Judith et d'Holopherne. Il parla beaucoup de religion, et semblait croire qu'il était Judith et que j'étais Holopherne. Il cita plusieurs passages de l'Ecriture, qui avaient du rapport avec son projet. C'était le fils d'un prêtre protestant d'Erfort. Son père n'était pas instruit de son dessein, et il avait quitté la maison paternelle sans avoir d'argent. Je pense qu'il avait vendu sa montre pour acheter le couteau destiné à me tuer. Il dit qu'il mettait sa confiance en Dieu, et qu'il espérait qu'il lui inspirerait le moyen de se défaire de moi. Je fis venir Corvisart, lui ordonnai de lui tâter le pouls et de me dire s'il était fou. Corvisrrt, après l'avoir examiné attentivement, trouva qu'il était calme. Je le ren-

voyai, et le fis enfermer dans une chambre avec un *gendarme*; j'ordonnai qu'on ne lui donnât aucune nourriture pendant vingt-quatre heures, excepté de l'eau autant qu'il voudrait en boire. Je voulais, en employant ce moyen, lui donner le temps de se calmer et de réfléchir, et qu'ensuite on l'examinât quand son estomac serait vide, et dans un moment où l'on ne pourrait pas supposer que rien pût échauffer ou exalter son imagination. Les vingt-quatre heures écoulées, je l'envoyai chercher, et je lui demandai: Si je vous accordais votre pardon, feriez-vous d'autres tentatives contre ma vie? Il hésita pendant long-temps; puis il dit enfin, quoiqu'avec une extrême répugnance, qu'il ne le ferait pas, parce qu'il pensait que, si c'eût été la volonté de Dieu qu'il me tuât, il aurait permis qu'il exécutât son projet dès la première fois. Mon intention était d'abord de lui accorder sa grâce; mais on me représenta que son hésitation, au bout de vingt-quatre heures de jeûne, était un signe certain qu'il conservait encore de mauvaises intentions, et qu'il avait en vue de m'assassiner; que c'était un enthousiaste, un fanatique, et que lui pardonner

serait d'un dangereux exemple. Rien n'est plus à craindre que ces sortes d'enthousiastes religieux ; ils en veulent à Dieu ou aux rois. Il subit donc son malheureux sort.

Une autre fois, continua Napoléon, le roi de Saxe m'écrivit une lettre par laquelle il m'informait qu'un homme allait partir de Stuttgard pour se rendre à Paris, où il arriverait probablement le jour qu'il me désignait, et que son intention était de m'assassiner. Cette lettre contenait aussi une description détaillée de l'individu. La police prit ses mesures, et l'homme en question arriva au jour marqué. On l'avait surveillé ; on le vit entrer dans la chapelle des Tuileries où je m'étais rendu depuis un moment. Il fut arrêté et examiné : il fit l'aveu de son projet, et déclara que sa première intention avait été de s'approcher de moi autant que possible, et de me tirer un coup de pistolet (il avait fait, en effet, quelques pas de mon côté) ; mais, après une plus mûre réflexion, il pensa que ce moyen n'était pas assez sûr, et il résolut de me tuer avec un couteau qu'il avait apporté dans cette intention. Je ne me souciais pas qu'on le fît mourir, et j'ordonnai qu'on le retînt en prison. Lorsque

je cessai d'être à la tête des affaires, cet homme, qu'on avait détenu sept mois après mon départ de Paris, et qui avait été très-maltraité, obtint sa liberté. Bientôt il déclara que son dessein n'était plus de me tuer, mais de tuer le roi de Prusse, pour avoir maltraité les Saxons et la Saxe. Après mon retour de l'île d'Elbe, je fis l'ouverture des Chambres. Au commencement de la cérémonie, ce même homme, qui s'était introduit, je ne sais comment, tomba par quelque accident; et un paquet contenant quelques préparations chimiques éclata dans sa poche, et le blessa dangereusement. Je n'ai jamais pu savoir positivement quelles étaient ses intentions ce jour-là : on l'arrêta. Cet accident causa de grandes alarmes dans la salle des séances. J'ai entendu dire depuis qu'il s'était jeté dans la Seine. »

J'ai demandé ensuite à Napoléon s'il avait réellement eu l'intention d'entreprendre l'invasion de l'Angleterre, et dans ce cas, quels eussent été ses plans? Il me répondit : « J'aurais tout dirigé moi-même; j'avais donné des ordres pour que deux flottes considérables se rendissent dans les Indes occidentales. Au lieu d'y rester, elles n'auraient fait que se montrer à quel-

ques-uns des établissemens que vous possédez dans ce pays, et seraient revenues de suite en Europe, après s'être dirigées sur le Ferrol, en avoir levé le blocus et fait sortir les bâtimens de guerre qui s'y trouvaient. Avec ce renfort, elles devaient se diriger sur Brest, où se trouvaient environ quarante vaisseaux de ligne, tout prêts à partir. La réunion s'étant opérée, tous ces vaisseaux auraient fait voile pour la Manche, où, n'ayant rien rencontré d'assez fort pour leur résister, ils en auraient chassé tous les vaisseaux anglais. Par de fausses nouvelles adroitement ménagées, je comptais vous forcer d'envoyer des escadres à la recherche de mes flottes dans les Indes orientales et occidentales, et dans la Méditerranée. Avant que ces escadres fussent de retour, j'aurais été le maître du canal pendant deux mois, ayant à ma disposition environ soixante et dix vaisseaux de guerre, outre les frégates. J'aurais passé en Angleterre avec une flottille et deux cent mille hommes; j'aurais débarqué le plus près possible de Chatam; et de là, je me serais dirigé sur Londres, où je pouvais arriver quatre jours après mon débarquement. J'aurais proclamé la

république : j'étais alors Premier Consul; l'abolition de la noblesse et de la chambre des pairs, la distribution des biens de ceux qui se seraient opposés à mes projets, la liberté, l'égalité et la souveraineté du peuple, tout cela m'aurait fait bientôt des partisans. J'aurais laissé subsister la chambre des communes, mais après lui avoir fait subir une grande réforme. J'aurais fait une proclamation pour annoncer à l'Angleterre que nous étions venus comme amis de la nation anglaise, pour la délivrer d'une aristocratie perverse et corrompue, afin de donner une forme populaire à son gouvernement; ce que la conduite de mes troupes aurait confirmé, attendu que je n'aurais pas souffert qu'elles commissent les moindres excès. J'aurais puni de mort la maraude, le mauvais traitement à l'égard des habitans et la moindre infraction à mes ordres. Je pense, continua-t-il, que par mes promesses et les réformes que j'aurais réellement exécutées, je me serais fait un bon nombre de partisans. Dans une aussi grande ville que Londres, où il y a tant de populace et de mécontens, un parti formidable se serait déclaré pour moi. J'aurais excité en même temps une insurrec-

tion dans l'Irlande. » Je fis observer à l'empereur que son armée aurait péri petit à petit, et qu'en peu de temps un million d'hommes se seraient soulevés contre lui, et qu'en outre les Anglais auraient brûlé Londres plutôt que de la laisser tomber entre ses mains. « Non, non, répliqua Napoléon, je ne le crois pas; vous êtes trop riches et trop amateurs de l'argent. Que de fois les Parisiens ont juré de s'ensevelir sous les ruines de leur capitale, plutôt que de souffrir qu'elle tombât entre les mains des ennemis de la France! et cependant cette ville a été prise deux fois. On ne peut savoir ce qui serait arrivé, M. le docteur; ni vous, ni moi, ni Pillet, n'eussent pu deviner quel aurait été le résultat de cette affaire. Je crois que l'espérance d'une amélioration et d'une division de fortunes eût produit un merveilleux effet parmi la populace, surtout la populace de Londres.

La populace est presque la même chez toutes les nations riches; j'aurais fait des promesses qui l'eussent charmée. Quelle résistance eût pu faire une armée indisciplinée contre la mienne, dans un pays qui, comme l'Angleterre, abonde en plaines? Tout ce

que vous venez de m'objecter, j'y avais songé; mais j'avais aussi calculé l'effet qu'aurait produit la prise d'une ville grande et aussi opulente, de la Banque et de toutes vos richesses, de vos bâtimens sur la rivière et à Chatam. Je comptais me rendre maître du canal pendant l'espace de deux mois, et pendant ce temps j'aurais attiré à moi des renforts considérables de troupes; si bien que quand votre flotte serait revenue, elle aurait trouvé la capitale dans les mains de l'ennemi, et toute l'Angleterre occupée par mes armées. J'aurais aboli les coups de garcette, et j'aurais fait les plus grandes promesses à vos matelots: ce qui aurait sans doute produit une grande impression sur leur esprit. Les proclamations annonçant que nous venions en amis pour délivrer la nation anglaise d'une aristocratie nuisible et despotique, dont le projet était de la maintenir dans une guerre interminable, afin de s'enrichir du sang du peuple; l'établissement d'une république, l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la confiscation des biens de ceux qui se seraient opposés à mes projets, et le partage de ces biens entre les hommes du peuple, m'auraient gagné l'affection de

la populace, de tous les gens sans aveu et de tous les mécontens du royaume. »

J'ai pris la liberté de dire que, par suite des révolutions qui avaient eu lieu depuis quelques années en France, il existait dans cet état une plus grande division d'opinions, et par conséquent moins d'esprit national qu'en Angleterre; qu'après les révélations fréquentes survenues récemment dans ce pays, le peuple s'inquiétait moins que ne l'auraient fait les Anglais, de voir arriver un changement dans le gouvernement; que si les Anglais ne se fussent pas résolus de brûler leur capitale, comme les Russes, au moins était-il probable qu'ils l'eussent défendue rue par rue, et que son armée aurait éprouvé le même désastre que la nôtre à Rosette et à Buénos-Ayres. « Je pense, répondit Napoléon, qu'il existe en Angleterre plus d'esprit national qu'en France; mais néanmoins je ne crois pas que vous eussiez brûlé la capitale. Si, à la vérité, je vous eusse laissé quelques semaines à vous pour emporter vos richesses, je crois qu'on en serait peut-être venu à cette extrémité; mais vous devez réfléchir que vous n'auriez pas eu le temps d'organiser un plan.

En outre, Moscou était bâti en bois, et, d'ailleurs, ce ne sont pas les habitans qui y mirent le feu : ceux qui l'incendièrent avaient pu prendre leurs mesures. Quant à défendre la ville, d'abord je n'aurais pas été assez bête pour agir comme vous l'avez fait à Rosette; car je me serais présenté à vos portes sans vous laisser le temps de vous mettre en défense; et la terreur qu'eût inspirée mon armée aurait paralysé vos efforts. Je vous le dis, *signor Dottore*, continua-t-il, on peut, à ce sujet, beaucoup parler pour et contre; mais la capitale étant dans mes mains, cela aurait produit un effet merveilleux !

» Après le traité d'Amiens, j'aurais pu faire une bonne paix avec l'Angleterre. Quoi qu'en aient dit vos ministres, j'ai toujours été disposé à conclure réciproquement des conditions avantageuses aux deux nations. J'ai offert de signer un traité de commerce, par lequel la France se serait engagée à prendre un million de produits de vos manufactures et de vos colonies, à condition que l'Angleterre prît en échange la valeur d'un million de marchandises françaises. Vos ministres regardèrent cette proposition comme un crime

odieux, la repoussèrent de la manière la plus emportée, en me reprochant de l'avoir osé faire. J'aurais fait une belle paix, et je l'aurais maintenue; mais vos ministres ont toujours refusé de traiter à des conditions égales, et ensuite ont voulu persuader au monde que c'était moi qui avais violé le traité d'Amiens. »

La conversation roula ensuite sur les auteurs de la machine infernale. « Pitt les a envoyés dans des bâtimens anglais et leur a donné de l'argent. On savait à Londres le dessein qu'ils avaient formé, et vous leur fournîtes les moyens de l'exécuter. Louis de Bourbon ne fut informé de rien. »

Je me suis hasardé de demander à Napoléon s'il avait eu pour but la monarchie universelle? « Non, a-t-il répondu; mes intentions étaient de rendre la France plus grande qu'aucune autre nation de la terre. Par exemple, je ne voulais pas aller au-delà des Alpes. Je me proposais, si j'avais eu un second fils, ce que j'avais raison d'espérer, de le faire roi d'Italie, en faisant de toute l'Italie, Naples et la Sicile, un seul état, dont Rome aurait été la capitale; et j'aurais ôté Naples à Murat. » Je lui ai demandé s'il lui aurait donné un

autre royaume. « Oh ! a-t-il répondu, cela se serait arrangé aisément. Si, a-t-il continué, j'étais à la tête des affaires en Angleterre, j'aviserais aux moyens d'acquitter la dette nationale ; j'appliquerais à cet effet la totalité des revenus de l'église, hors un dixième, exceptant de la réforme les établissemens peu rentés, de manière à ce que le plus haut revenu, parmi le clergé, n'excédât pas huit cents à mille livres sterling par an. Qu'ont besoin ces prêtres de biens si étendus? Ils devraient suivre les préceptes de Jésus-Christ, qui leur a commandé, en leur qualité de pasteurs du peuple, de donner l'exemple de la modération, de l'humilité, du désintéressement et de la pauvreté, au lieu de nager dans le luxe, dans les richesses, et de croupir dans l'oisiveté. A Cambray, avant la révolution, les deux tiers des terres appartenaient à l'église, et dans presque toutes les autres provinces de France le clergé en possédait le quart. J'aurais approprié au même objet toutes les sinécures, excepté celles dont auraient joui des hommes qui ont rendu des services très-éminens à l'Etat ; et même ceux-là pourraient être récompensés en leur donnant quelque

emploi qui leur imposerait l'obligation de travailler. Si vous émancipiez les catholiques, ils paieraient volontiers des sommes immenses pour liquider les dettes de la nation. Je ne puis concevoir, a-t-il continué, ce qui a empêché vos ministres de les émanciper. Dans un temps où toutes les nations renoncent aux préjugés illibéraux et à l'intolérance, vous conservez d'odieuses lois, qui ne sont dignes que de la manière de penser qu'on avait il y a deux ou trois cents ans. Quand la question des catholiques a été sérieusement agitée, j'aurais donné cinquante millions pour être assuré qu'on n'accorderait pas l'émancipation; car, par là, vous auriez ruiné mes projets sur l'Irlande, certain que si vous émancipiez les catholiques, ils deviendraient des sujets aussi loyaux que le sont les protestans. J'imposerais, a-t-il continué, une taxe sur les absens, et peut-être diminuerais-je l'intérêt de la dette. »

Je lui fis quelques observations sur l'intolérance que les catholiques avaient manifestée en quelques occasions.

« Si vous délivriez les catholiques, a-t-il répondu, de l'impossibilité où vous les avez mis de s'élever au-dessus d'un certain

rang, et qu'ils pussent devenir membres du parlement, vous verriez qu'ils ne sont ni plus intolérans ni plus fanatiques que vous. Le fanatisme est toujours fils de la persécution. Cette intolérance dont vous vous plaignez est le résultat de vos lois oppressives : réformez-les, et dans peu d'années, quand vous aurez mis les catholiques sur le même pied que les anglicans, vous verrez l'esprit d'intolérance s'éteindre; faites comme j'ai fait avec les protestans en France.

» J'ai remarqué dans un journal, il y a deux ou trois jours, une chose que je ne puis croire; c'est, a-t-il continué, qu'on a en France le projet de faire marché avec quelques compagnies anglaises, pour fournir Paris de tuyaux en fer, et lui procurer de l'eau de cette manière. On prétend que le gouvernement français y a donné son approbation : cela ne me paraît pas croyable, attendu qu'il y a en France des milliers de manufacturiers qui pourraient confectionner ces tuyaux tout aussi bien qu'en Angleterre. Il n'y a que des fous qui puissent former un projet dont les suites seraient si nuisibles. En effet, ce serait exciter la haine de la nation. »

28. — Cipriani a été en ville acheter les objets de nécessité.

30. — J'ai vu Napoléon dans la salle du billard; après s'être plaint pendant quelque temps de l'hypocrisie du gouverneur, il m'a chargé de lui porter le message suivant : « Dites-lui qu'en conséquence de la conduite qu'il a tenue en acceptant la médiation de l'amiral et en finissant par ne rien entamer, je le regarde comme un homme *senza parola e senza fede* (sans parole et sans foi); qui a trahi la parole qu'il m'avait donnée, rompu un traité que les Bédouins arabes regardent comme sacré, mais que les agens des ministres anglais ne respectent pas. Dites-lui que quand un homme manque de parole, il manque de tout ce qui le distingue de l'animal; qu'il s'est rendu indigne de ce caractère, et que je le place au-dessous du brigand des déserts. Indépendamment de sa conduite relativement à l'amiral, il a manqué à sa parole concernant les limites. Il vous a chargé de me faire savoir qu'il nous était permis d'aller à cheval par les anciennes limites, en spécifiant le sentier de miss Mason. Hé bien! Gourgaud est allé, il y a quelques jours, s'en informer au major de *Hut's-*

Gate : cet officier lui a dit qu'il ne pouvait le laiser passer, et qu'il n'avait été fait aucun changement dans les ordres précédemment donnés par le gouverneur.

J'ai ensuite fait part à Napoléon, « que depuis l'époque dont il parlait, sir Hudson avait donné des instructions pour lui permettre à lui et à toute sa suite de passer par la route qui conduit à la maison de miss Mason; mais que les personnes de sa suite ne pourraient passer que dans sa compagnie.» Napoléon a répondu : « Cet ordre est inique, et il n'a pas le droit de le donner; car, d'après l'engagement que ces généraux ont signé par ordre de son gouvernement, ils se sont soumis aux restrictions qu'on jugerait nécessaire de m'imposer *personnellement*, et à rien de plus. Or, ceci n'est pas une restriction qui me concerne : elle ne peut donc leur être appliquée; elle est illégale. »

Napoléon m'a chargé de dire, en outre, qu'il avait bien deviné que le gouverneur n'avait en vue que d'employer une misérable ruse pour gagner du temps, quand il avait accepté l'offre d'une médiation au moyen de l'amiral, et qu'il avait également eu en vue d'empêcher qu'on envoyât une

plainte par la frégate l'*Oronte;* que voyant l'offre acceptée par sir Hudson Lowe, le comte Bertrand s'était abstenu d'écrire une plainte qui aurait été soumise au prince régent et au gouvernement; que quand même cette plainte n'eût servi à rien, il aurait cependant été satisfaisant pour lui de savoir que le mauvais traitement qu'il éprouvait provenait de l'ordre et de l'autorisation du gouvernement, et non du caprice d'un officier d'un grade inférieur.»

Je me suis mis en route pour faire ce message. A mon arrivée, j'ai trouvé que sir Hudson Lowe avait quitté la ville.

Pensant que Napoléon pouvait changer d'avis, et trouvant *la Julia* arrivée avec des nouvelles d'Angleterre, je ne me suis pas rendu à *Plantation-House.*

J'ai réuni quelques journaux et suis retourné à Longwood. J'ai trouvé Napoléon dans un bain chaud; il avait les jambes enflées. Je lui ai recommandé l'exercice. Il m'a dit qu'il avait quelqu'idée de prier l'amiral de sortir à cheval avec lui; mais qu'il craignait que cela ne fît naître un démêlé avec le gouverneur.

Dans un des journaux, on disait que la souveraineté de l'Amérique espagnole du

Sud avait été offerte à Joseph, frère de Napoléon. « Joseph, a-t-il dit, avec beaucoup de talent et d'esprit, est trop bon et aime trop ses plaisirs et les lettres pour être roi. Cependant cela serait très avantageux pour l'Angleterre, parce que vous auriez tout le commerce de l'Amérique espagnole. Joseph ne voudrait et ne pourrait entretenir de commerce ni avec la France ni avec l'Espagne, et l'Amérique du Sud ne peut se passer d'importer d'immenses quantités de marchandises européennes. M'ayant entre vos mains, vous pourriez toujours obtenir des conditions avantageuses de Joseph, qui m'aime sincèrement et qui ferait tout pour moi. »

31. J'ai été à *Plantation-House*, et j'ai fait part à sir Hudson Lowe, dans des termes aussi modérés qu'il m'a été possible, du message dont j'étais chargé pour lui. Il m'a répondu qu'il s'effrayait peu des plaintes que le général Bonaparte pouvait faire passer en Angleterre; qu'il avait déjà expédié à son gouvernement ses observations sur les mesures qu'il avait prises; qu'il n'avait aucune répugnance à entendre l'amiral sur ce sujet. Je lui fis observer que sir Pultney Malcolm ne pouvait se charger

de cette négociation sans y être autorisé, et je lui rappelai que, lors de la première proposition qui avait été faite d'employer son intervention, il avait été dit expressément qu'il serait autorisé par le gouverneur. Sir Hudson Lowe le nia. Je le priai de vouloir bien se reporter à la lettre que je lui avais écrite à ce sujet. Après en avoir fait une nouvelle lecture, il convint, avec quelque mécontentement, que j'avais raison. Je lui rappelai aussi que lorsqu'on lui en avait parlé, il avait dit encore qu'il s'en ouvrirait lui-même à l'amiral. Le gouverneur nia d'abord ce fait, et après une longue discusion il se décida à faire par écrit la réponse suivante : « Le gouverneur s'occupe à répondre aux observations du comte Bertrand, ainsi qu'à ses remarques sur la réponse à la proposition faite de se servir de l'intermédiaire de l'amiral. Il verra aussi jusqu'à quel point ses instructions lui permettent d'accéder aux désirs du général Bonaparte. Lorsqu'il aura terminé son travail, il l'enverra au comte Bertrand ; et alors, si quelque arrangement est jugé possible, le gouverneur ne refusera plus d'autoriser la démarche de l'amiral ou de tout autre que le général Bonaparte jugera à

propos de lui envoyer comme négociateur, bien que l'intervention de personne n'ait le pouvoir de le décider à accorder plus ou moins qu'il ne le voudrait, de sa propre liberté et d'après son seul jugement. Ces motifs, et les changemens déjà apportés aux mesures restrictives, ainsi que la teneur générale des observations et remarques reçues de Longwood depuis que le gouverneur avait dit qu'il était disposé à employer un intermédiaire, enfin l'attente d'un message venant d'Angleterre, avaient été la cause du délai apporté à autoriser l'amiral à se charger de cette affaire. »

Sir Hudson me pria de remettre cet écrit à Napoléon, et me donna aussi une copie de sa propre réponse à la proposition originale, et à l'une des remarques qu'avait faites Napoléon. Il me chargea de lui faire entendre que tout cela semblait annoncer que le général Bonaparte avait eu l'intention de se refuser à tout arrangement.

Je fis part alors à sir Hudson Lowe des observations faites par Napoléon sur l'inégalité de sa conduite relativement à la contrainte qu'on voulait imposer aux personnes de sa suite, et sur tout ce qu'il

avait dit relativement au général Gourgaud. Sir Hudson répondit qu'en sa qualité de gouverneur il pouvait accorder une faveur et la retirer lorsqu'il lui plaisait ; que s'il voulait bien faire une concession au général Bonaparte, il ne s'ensuivait pas qu'il dût agir de même à l'égard des autres; qu'ils étaient libres de partir lorsque bon leur semblerait, si la manière dont ils étaient traités leur déplaisait, etc. Il me chargea de dire aussi que ce qu'il appelait la défense de parler était une invitation polie ou une espèce d'avertissement amical. Je lui dis que je ne pensais pas que Napoléon voulût profiter de cette indulgence, à moins qu'elle ne s'étendît sur tous. Son Excellence répondit qu'il ne pouvait permettre aux officiers du général Bonaparte de parcourir le pays, pour dire partout des mensonges sur lui, comme Las Cases et Montholon l'avaient fait, et montrer des lettres à diverses personnes; que le général Bonaparte serait beaucoup mieux traité s'il n'avait pas autour de lui des gens aussi *menteurs* que Montholon et Bertrand. »

Je dis au gouverneur, que Napoléon avait également observé qu'il était impos-

sible que toutes les mesures restrictives lui eussent été imposées en vertu des ordres des ministres, puisque, par sa seule volonté, le gouverneur en avait levé quelques-unes : ce qu'il n'aurait pu faire dans ce cas sans leur sanction, et qu'il n'aurait pas encore eu le temps de l'obtenir. Son Excellence parut être prise à l'improviste; elle répondit aussitôt : « Ces mesures n'ont pas été ordonnées par les ministres; je n'ai reçu aucun détail, ni moi, ni sir Georges Cokburn : on s'en est rapporté à mon jugement, et je puis prendre telles précautions qui me paraîtront convenables, et faire comme je le voudrai. J'ai reçu l'ordre de prendre tous les soins imaginables pour que Napoléon n'échappe pas, et pour empêcher toute correspondance avec lui, si ce n'est par mon intermédiaire. Le reste dépend de moi.

L'amiral Malcolm, son épouse et le capitaine Maynel, ont eu une entrevue avec Napoléon à Longwood.

1er *Février*. — J'ai fait part à Napoléon de ce que le gouverneur m'avait chargé de lui dire. Je lui ai montré la réponse de Son Excellence à la proposition d'une intervention, et les remarques qu'il avait

faites au dos. « Je soutiens, et je soutiendrai, répondit Napoléon, que ces derniers jugemens sont pires qu'aucun de ceux en vigueur à Botany-Bay, parce qu'en cet endroit même on ne défend pas aux gens de parler. Il est inutile qu'il s'efforce de vous persuader qu'il ne nous a pas maltraités. Nous ne sommes ni des sots, ni des gens ordinaires. Il n'est pas un homme né libre, dont les cheveux ne se dressassent d'horreur, en apprenant les procédés atroces qui ont pour but de nous empêcher de parler. Il se moque de nous en affirmant que c'était par politesse, et ajoute par là l'ironie à l'insulte. Je sais que s'il voulait réellement faire quelques concessions, il en a plein pouvoir, sans avoir besoin d'intermédiaire. Ce fut une preuve d'ineptie de sa part, que d'avoir accepté cette proposition; mais après l'avoir faite, il n'aurait pas dû manquer à sa parole. *Qualche volte lo credo un boja, ch' è venuto per assassinarmi, ma è piuttosto un uomo incapace, e senza cuore, che non capisce il suo impiego* (1). »

(1) Quelquefois je m'imagine que c'est un bourreau qui est venu pour m'assassiner; mais c'est

Il y a quelques jours que le comte Bertrand a envoyé au capitaine Poppleton une lettre cachetée, adressée à sir Thomas Reade. Comme le capitaine Poppleton avait l'ordre de faire remettre toutes les lettres cachetées au gouverneur, il l'envoya à *Plantation-House*, où sir Hudson Lowe l'ouvrit, et trouva qu'elle contenait une lettre ouverte adressée au père du comte Bertrand, dans laquelle ce dernier lui annonçait l'accouchement de la comtesse Bertrand. Dans cette lettre, se trouvaient les mots : *Nous écrivons à M. de la Touche, etc., pour lui donner d'autres renseignemens, etc.* Sir Hudson Lowe crut que cela signifiait *qu'on avait écrit*, et sur-le champ il envoya en toute hâte, par un dragon d'ordonnance, une lettre de réprimande au comte Bertrand.

J'ai vu sir Hudson Lowe sur la hauteur au-delà de Hut's-Gate, et je lui ai rapporté la réponse de Napoléon. Son Excellence m'a dit de nouveau « que la défense dont on s'était tant plaint était une requête et une invitation polie de sa part, afin d'em-

---

probablement un homme incapable et sans cœur, qui connaît mal son métier.

pêcher qu'on ne fût obligé de faire intervenir un officier anglais : ce qu'il désirait éviter. Lui avez-vous dit cela?» a-t-il ajouté. J'ai répondu que oui. Eh bien! quelle réponse vous a-t-il faite? J'ai articulé la réponse de Napoléon, qui n'a pas paru faire plaisir à Son Excellence. J'ai, en outre, fait savoir à sir Hudson-Lowe que l'eau était si rare à Longwood, qu'il devenait impossible de s'en procurer assez pour les bains de Napoléon, et qu'on éprouvait beaucoup de peine et de difficulté à ce sujet.

Sir Hudson Lowe a répondu qu'il ignorait *que le général Bonaparte eût besoin de se faire bouillir pendant un si grand nombre d'heures, dans de l'eau chaude, et de réitérer aussi souvent la même cérémonie*, dans le temps où le 53e régiment avait bien de la peine à se procurer une quantité d'eau suffisante pour faire sa cuisine.

Napoléon est allé rendre une visite au comte et à la comtesse Bertrand, et y est resté près de deux heures.

21. — J'ai vu Napoléon dans le bain. «Ce gouverneur, m'a-t-il dit, a envoyé, il y a deux ou trois jours, à Bertrand, une

lettre qui me donne la conviction qu'il y a chez lui de la bêtise, de l'imbécillité et de l'incapacité, jointes à peu de ruse; mais qu'au total c'est un homme qui manque absolument d'honneur. »

« Il a écrit à Bertrand, comme on écrirait à un enfant de huit ou dix ans, et il le prie, dans le cas où il aurait envoyé des lettres en Europe, par un autre canal que le sien, de *le lui faire savoir*, et de *lui dire par qui?* Il ne sait pas le français. C'est une tournure fine de la langue française qu'il n'a pas saisie, qui consiste à employer le temps présent pour le futur. J'*écris*, veut dire que l'intention d'écrire est positive, mais qu'on ne l'a pas encore fait. Si Bertrand eût marqué, *j'ai écrit*, alors il n'y a pas de doute que cela eût positivement signifié qu'il avait écrit; mais l'autre manière de s'exprimer ne signifie qu'une ferme résolution de faire ce que l'on n'a réellement pas encore fait. On pourrait l'excuser de ne pas connaître les tournures délicates d'une langue qui n'est pas la sienne, s'il ne voulait pas faire de commentaires sur de pareilles tournures. Dans sa situation, il devrait ressembler à un confesseur, et oublier la teneur des

lettres, après en avoir pris connaissance.

» Quel autre motif que la rage d'écrire et de trouver à redire à tout, contre raison, pourrait l'avoir engagé à adresser une telle épître à Bertrand (1)? »

J'ai eu un entretien avec Napoléon, relativement à l'essai qu'avait fait le gouverneur de justifier la défense qu'il nous a faite de parler. « Je donnerais, a-t-il dit, deux millions, pour que ces restrictions fussent signées par le ministère anglais, afin de pouvoir montrer à l'Europe de quels actes bas, tyranniques et déshonorans, ce ministère est capable, et de quelle manière il remplit les promesses qu'il a faites de me me bien traiter. D'après le bill, le gouverneur n'a pas le droit de m'imposer une seule restriction. Ce bill, tout illégal et inique qu'il est, dit que je serai assujéti aux restrictions que les ministres jugeront convenables et nécessaires; mais il ne dit

(1) Le comte et la comtesse Bertrand m'ont raconté que sir Thomas Reede avait offert ses services à la comtesse, et s'était proposé de faire passer leurs lettres à leurs amis d'Europe, par le canal de lord Bathurst, les assurant qu'en les lui envoyant, c'était comme s'il les remettait directement au gouverneur.

pas qu'ils auront le pouvoir de déléguer leur autorité à aucun autre agent. Ainsi, toute nouvelle mesure, qui a pour but de gêner ma liberté, devrait être sanctionnée, non-seulement par un ministre, mais même par tout le ministère réuni.

» Il est possible, continua Napoléon, qu'une partie de ces mauvais traitemens provienne de son ineptie et de sa pusillanimité. C'est un *poco di scaltrezza molto di imbecilità* (1). C'est une injure faite à la nation, une indignité et une insulte pour les empereurs d'Autriche et de Russie, ainsi que pour tous les souverains que j'ai vaincus, et avec lesquels j'ai fait des traités. »

« J'ai dit à *Milady*, a continué l'empereur, que j'avais fait un grand éloge de votre nation, et que j'avais montré la haute idée que j'avais de l'honneur des Anglais, en me confiant à eux de préférence à mon beau-père et à mon ancien ami. Je lui ai dit aussi que les Anglais eussent été mes meilleurs amis si j'étais resté en France; que, réunis, nous eussions conquis le monde. La confiance que j'ai eue dans les

(1) Un peu de ruse et beaucoup de bêtise.

Anglais prouve quelle opinion j'avais d'eux et quelles démarches j'aurais faites pour gagner l'amitié d'une telle nation, et j'y aurais réussi. C'était le seul peuple pour qui j'eusse de l'estime. Quant aux Autrichiens et aux Russes, ajouta-t-il avec un ton de mépris, je ne les ai jamais estimés. Je suis fâché de m'être trompé dans mon opinion, car si je me fusse remis entre les mains de l'empereur d'Autriche, quoique sa manière de penser doive différer essentiellement de la mienne en politique, tout en jugeant nécessaire de me détrôner, il m'aurait fait l'accueil qu'on fait à un ami, et m'eût traité avec cordialité. C'est aussi ce que n'aurait pas manqué de faire l'empereur de Russie. Voilà ce que j'ai dit à *Milady;* j'ai ajouté que le traitement que Murat a éprouvé en Calabre est plein d'humanité, si on le compare à celui qu'on me fait subir ici, vu que les Calabrois eurent bientôt terminé les malheurs de Murat, tandis qu'ici *on m'assassine à coups d'épingles.*

» Je pense que votre nation saura bien mauvais gré à ce gouvernement de l'avoir ainsi déshonorée par une conduite qui sera consignée dans l'histoire. Vous êtes

fiers, et vous tenez plus à l'honneur national qu'à l'argent. Témoin les millions que *vos milords* répandent tous les ans en France et dans d'autres parties du continent, pour soutenir et élever le nom anglais. Plusieurs de vos nobles et autres auraient donné des millions pour éviter la tache d'infamie que cet imbécile imprime sur votre nation. »

4. — La rareté d'eau augmente tous les jours à Longwood ; la plus grande partie de celle qu'on a apportée était trouble et d'un goût très-désagréable, parce qu'elle a été amenée dans des vieux tonneaux de vin et de *rhum*, ce qui, nécessairement, lui a donné un goût aigre et insipide.

5. — Plainte faite officiellement par le capitaine Poppleton au colonel Wynyard, de la mauvaise qualité de l'eau. Cipriani a été en ville comme à l'ordinaire.

6. — Lady Lowe a rendu une visite à la comtesse Bertrand.

Sir Hudson Lowe a eu une longue conversation avec moi au sujet de Napoléon, dont la conclusion est que s'il rétablissait les anciennes limites, Napoléon ne pourrait pas visiter les maisons comprises dans leur enceinte. Je lui ai fait part de quel-

ques-uns des sentimens de Napoléon, et de la manière dont il s'est exprimé hier. Son Excellence a dit qu'il y a une grande différence entre des limites pour faire de l'exercice et des limites pour entretenir une correspondance et des communications suspectes ; que s'il étendait les limites actuelles ; on devait s'assujétir à n'entrer dans aucune des maisons désignées, à moins qu'on ne fût accompagné d'un officier anglais. J'ai fait la remarque qu'il n'y avait que quatre maisons dans les limites de Woody Range. Sir Hudson a dit que peut-être on pourrait lever cette difficulté, en donnant de sa part, au général Bonaparte, une liste des maisons dans lesquelles il lui serait permis d'entrer. Je lui ai dit que Napoléon avait fait entendre que s'il avait eu l'intention d'intriguer avec les commissaires ou avec d'autres personnes, il aurait pu aisément en venir à bout, en leur faisant dire de le joindre dans l'intérieur des limites du poste principal, ce qu'il avait toujours eu la faculté de faire ; mais que Napoléon ne ferait jamais rien qui pût avoir la moindre apparence d'une intrigue. Sir Hudson a répondu que le général Bonaparte n'avait jamais cessé d'intriguer et

qu'il intriguerait toujours. Il me pria ensuite de dire qu'il attendait de jour en jour un bâtiment qui devait apporter de nouveaux ordres et la permission de reculer les limites; que, pour lui, il n'aurait point de répugnance à permettre au général Bonaparte d'entrer dans de certaines maisons qu'il désignerait, ni même d'en envoyer une liste au comte Bertrand.

7. — J'ai communiqué à Napoléon les idées de sir Hudson Lowe. « S'il m'accordait toute l'île, à condition de donner ma parole de ne point faire de tentative pour m'échapper, a répondu Napoléon, je ne l'accepterais pas, parce que ce serait, en quelque façon, me reconnaître prisonnier, quoique, cependant, je n'essaierai jamais de recouvrer ma liberté. Je suis ici de force et non de droit. Si l'on m'eût pris à Waterloo, peut-être me résignerais-je, quoique même, dans ce cas, ce fût contraire aux lois des nations, puisque nous n'avons pas actuellement de guerre. Si l'on m'offrait même la permission de demeurer en Angleterre sous de telles conditions, je ne pourrais pas l'accepter. Je n'entends pas ce qu'il veut dire par correspondance. Que redoute-t-il? peut-être

les commissaires. L'amiral n'a jamais craint qu'on rendît sa conduite publique. J'espère, a continué Napoléon, que vous lui avez fait part de ce que j'ai dit, qu'il n'a pas le droit d'imposer des restrictions, à moins qu'elles ne fussent ordonnées par les ministres. » J'ai répondu affirmativement et j'ai dit que le gouverneur a répliqué qu'il a le pouvoir d'imposer toutes les restrictions qu'il jugera nécessaires. « Par le bill, s'est écrié Napoléon, il n'en a pas le droit; par la loi du plus fort, il est le maître de faire tout ce qu'il veut. Le parlement anglais a bien osé rendre un bill pour légaliser ce qui est illégal, et autoriser une proscription contraire aux lois des nations, à la bonne foi et à son propre honneur. Mais même, d'après ce bill, il n'est pas permis de déléguer l'autorité.

Après quelques autres observations, Napoléon m'a dit : « Répétez au gouverneur que s'il envoie une liste au comte Bertrand, ou s'il lui fait savoir que dans l'enceinte des limites il y a plusieurs maisons qu'il désirerait que je ne visitasse pas, je n'entrerai ni dans ces maisons, ni dans celles des commissaires. S'il règle les choses

de cette manière, on s'entendra; mais s'il envoie une liste de toutes les maisons de l'île, excepté une, et s'il spécifie que je pourrais entrer dans toutes, à l'exception de cette seule maison, je n'y consentirai pas. Tandis qu'au contraire, s'il fait une liste de toutes les maisons de l'île, à l'exception d'une seule, et me dit qu'il désire que je n'aille pas dans aucune de celles portées sur la liste, et s'il ne fait aucune observation sur cette seule maison, j'accepterai cette seconde condition de préférence à la première, quoiqu'en y accédant je ne pusse entrer que dans une seule maison, tandis que, par la première, je pourrais entrer dans toutes, à l'exception d'une seule. En souscrivant à la première de ces conditions, j'aurais l'air de ne rendre mes visites que par sa permission; tandis que, par la seconde, j'aurais l'air d'agir volontairement. Dites-lui cela, a-t-il continué, quoique je sois sûr que ce n'est de sa part qu'une misérable ruse et une intrigue qui n'aura aucune espèce de résultat.

» Je pense, a ajouté Napoléon, que je dois à mon étoile d'avoir été si maltraité par les Anglais, et ensuite d'être tombé

sous la tyrannie d'un gouverneur dont la conduite est aussi infâme. A la fin, la postérité me vengera. »

La viande a été de si mauvaise qualité pendant quelques jours, que l'officier d'ordonnance a cru devoir la renvoyer avec quelques plaintes officielles.

8. — J'ai été à Plantation-House, et j'ai communiqué à sir Hudson Lowe la teneur de la conversation que je viens de rapporter. Son Excellence a répondu que, par cet arrangement, les principales difficultés étaient levées, et qu'il en parlerait au comte Bertrand.

Cipriani est allé en ville, où il a cherché quelque viande de bonne qualité.

9. — Scott, le domestique à qui le comte Las Cases a remis sa lettre, a été relâché de son emprisonnement, sous la condition que son père se porterait caution pour lui, et serait condamné à une amende de 100 liv. sterl., si le fils dépassait l'enceinte de la petite propriété de son père.

10. — J'ai fait connaître à Napoléon que j'ai rapporté à sir Hudson Lowe ce dont il m'a chargé, et que celui-ci m'a promis d'en conférer avec le comte Bertrand. Napoléon a répondu : vous pouvez compter que

rien ne se terminera. C'est seulement pour vous tromper. Il l'a déjà fait dans l'affaire avec l'amiral.

» Gourgaud, ajouta Napoléon, est tous les jours arrêté à Hut's-Gate. Les sentinelles crient : *Halte* ! Le sergent sort du poste, et après une espèce de délibéré on lui dit : *Passez !* »

Nous parlâmes ensuite d'Alexandrie. — « Vos ministres ont montré bien peu de politique, dit Napoléon, en ne conservant pas Alexandrie : ce serait maintenant un vieux vol comme celui de Malte, et vous en fussiez paisibles possesseurs. Cinq mille hommes suffisaient pour en former la garnison ; et vous vous trouveriez défrayés de cette dépense par l'immense commerce que vous feriez en Egypte ; car il n'y a point d'autre ville maritime dans tout le pays. Selon moi, c'eût été pour vous une possession de beaucoup préférable à celle de Gibraltar ou de Malte. Une fois l'Egypte au pouvoir des Français, adieu l'Inde pour les Anglais. C'était un des grands projets que j'avais en vue. Je ne sais pas pourquoi vous attachez tant d'importance à Gibraltar : c'est un mauvais port, et dont la conservation

vous coûte des sommes immenses. Vous ne pouvez, de cet endroit, empêcher une flotte de passer dans la Méditerranée. Lorsque je régnais en France, j'aimais beaucoup mieux voir Gibraltar entre vos mains qu'entre celles des Espagnols, parce que c'est, pour ces derniers, un sujet éternel de haine contre vous. » Je lui dis qu'on avait fait courir le bruit qu'il s'était proposé de l'assiéger, et qu'il avait fait, pour cela, marcher une forte armée en Espagne, quoique d'autres disent qu'il avait seulement l'intention d'établir ses troupes dans ce pays. Napoléon sourit. « *C'est vrai*, dit-il. La Turquie succombera bientôt, et il sera impossible de la diviser sans en donner quelque portion à la France : cette portion sera l'Egypte. Mais, si vous eussiez gardé Alexandrie, vous auriez empêché les Francais d'y prétendre et de prendre, par la suite, possession de l'Inde; car elle suivra certainement leur établissement en Egypte. »

12. — J'ai trouvé sir Hudson Lowe enfermé avec sir Thomas Reade, à *Plantation-House*. Je me suis entretenu avec lui dans la bibliothèque, au sujet de la proposition du 8. Son Excellence ne voulut

pas comprendre que visiter seulement les maisons dont l'entrée n'aurait pas été interdite aux prisonniers, et s'abstenir d'entrer dans celle dont il aurait fait l'exception, fût précisément la même chose que ce qu'il avait offert, de ne visiter que certaines maisons spécialement indiquées dans une liste. Il dit, d'assez mauvaise humeur, que le général Bonaparte cachait quelque dessein, et qu'il n'accorderait pas son consentement. J'observai qu'il était fâcheux qu'il m'eût choisi pour faire des propositions à ce sujet, parce que cela pourrait donner sujet de l'accuser d'avoir eu des arrière-pensées. Son Excellence répondit, en me priant de répéter au général Bonaparte, ce dont il m'avait déjà chargé auparavant, qu'il pouvait se considérer comme très-heureux d'avoir affaire à un homme aussi bon, etc.

Madame Balcombe et sa fille sont arrivées à Longwood. J'ai dîné avec Napoléon en leur société. Il a été extrêmement gai et causa beaucoup, sa conversation était amusante et variée. Il apprit à miss Eliza la manière de jouer au billard.

Dans la soirée, Napoléon me pria de ne plus lui faire, à l'avenir, des propositions

au nom du gouverneur, sans avoir préalablement demandé à celui-ci quel en serait le résultat, si Napoléon les acceptait. *C'est un menteur,* dit-il, *un homme astucieux comme les petits tyrans d'Italie. Il n'a rien d'anglais, il n'a que la rage de tracasser les gens.*

On a demandé, le 10, à sir Hudson Lowe, de permettre à Cipriani d'aller dans la vallée, sous la garde d'un soldat, pour acheter un mouton et des légumes, parce que la viande envoyée par le gouvernement n'est pas mangeable. Il s'y est refusé. La viande, les légumes, le vin, etc., sont transportés chaque jour à Longwood en plein soleil, et la plupart de ces objets se gâtent en route.

14. — J'ai déjeûné avec Napoléon, qui m'a entretenu de la Russie. « Si Paul avait vécu, dit-il, on aurait forcé, dans peu, l'Angleterre à la paix. Vous eussiez été incapables de résister long-temps aux puissances du Nord réunies. J'avais écrit à Paul de construire des vaisseaux et de s'efforcer de réunir le Nord contre vous, de ne point hasarder de batailles, parce qu'il serait battu; mais de vous laisser vous épuiser vous-mêmes, et d'employer tous ses moyens

pour former une nombreuse flotte sur la Méditerranée. »

Il parla ensuite du traitement qu'il éprouvait de la part des ministres anglais, en assurant qu'il était pire que celui exercé, avant eux, à l'égard de la reine Marie Stuart.

« Marie, dit-il, a été mieux traitée. Il lui était permis d'écrire, et elle était renfermée en Angleterre : ce qui par cela même était tout pour elle. Il paraît que la reine d'Ecosse était plus persécutée par les puritains, à cause de sa religion, que pour tout autre motif. Je lui fis observer que Marie avait été accusée de complicité dans le meurtre de son mari. « Il n'y a pas là-dessus le moindre doute, dit-il ; elle épousa même, plus tard, son assassin.

» Alexandre et le roi de Prusse, continua Napoléon, dînaient tous les jours avec moi ; Alexandre m'entretint un jour de son père : ce sujet le rendit extrêmement triste, et je me hâtai de détourner la conversation sur un sujet moins lugubre. Voici des détails authentiques sur cette funeste catastrophe.

Paul Ier a été assassiné par B***, O***, P***, Z*** et autres. Un cosaque, en qui

l'empereur se fiait beaucoup, était stationné devant sa porte. Les conspirateurs montèrent et demandèrent à entrer. P*** se nomma, et lui dit qu'il voulait parler de suite à l'empereur. Le fidèle cosaque s'y refusa. Les conspirateurs tombèrent sur lui, et après une résistance désespérée, il fut blessé au bras. Paul, qui était au lit, en sortit en entendant du bruit, et chercha à s'enfuir dans les appartemens de l'impératrice. Malheureusement pour lui, il avait ordonné, dans ses soupçons, un ou deux jours avant, que sa porte de communication fût fermée. Il alla donc se cacher dans sa chambre à coucher. Cependant les conspirateurs enfoncent la porte, et se précipitant vers le lit, ils s'aperçoivent qu'il est vacant. *Nous sommes perdus*, s'écrièrent-ils, *il s'est échappé. Messieurs*, leur dit B***, *le vin est tiré, il le faut boire !......* P***, qui avait plus de présence d'esprit que les autres, s'avance vers le lit, et mettant ses mains sous la couverture : *Le nid est chaud*, dit-il, *l'oiseau n'est pas loin*. Ils commencent alors à fureter partout, et finissent par arracher Paul de sa cachette, entre un paravent et sa chaise de garde-robe, où B*** l'avait aperçu. Ils lui présen

tèrent un papier contenant une abdication, qu'ils voulurent lui faire signer. Paul s'y refusa. Alors Z*** lui donna un soufflet en lui disant : *Signe !* A cette apostrophe inattendue, l'empereur dit : *Donnez, je vais signer, je ne dois plus régner...* Il n'est plus temps, répondit Z***. Alors ils le saisirent, cassèrent son épée dans le fourreau, défirent son écharpe, et la lui passèrent au cou. Paul fit une résistance désespérée, en retenant toujours l'écharpe, et en empêchant la strangulation, malgré les coups de pommeau d'épée et d'une tabatière d'or dont les assassins le frappèrent sur les tempes et les mains. Craignant qu'il ne lui arrivât du secours, B*** le saisit par les parties, et l'acheva.

Je demandai à Napoléon s'il pensait que Paul eût véritablement l'esprit aliéné? « Oui, sur les derniers temps, répondit Napoléon, je pense qu'il avait perdu une partie de sa raison. D'abord, il était fortement prévenu contre la révolution et contre toutes les personnes qui y avaient pris part; mais j'avais fini par changer son opinion et le faire revenir à des sentimens plus raisonnables. Si Paul avait vécu, vous auriez déjà perdu l'Inde. Nous avions for-

mé ensemble le projet de l'envahir. J'avais fourni le plan ; je m'étais engagé à envoyer trente mille hommes de bonnes troupes ; il devait y réunir un nombre égal de ses meilleurs soldats russes, et quarante mille cosaques. J'aurais donné une somme de dix millions pour l'achat des chameaux et autres choses nécessaires pour traverser le désert. Nous devions tous deux demander au roi de Prusse qu'il accordât le passage à mes troupes sur son territoire : ce que nous eussions obtenu aussitôt. J'aurais en même temps fait une semblable demande au roi de Perse, qui n'aurait certainement pas refusé, quoique la négociation entamée pour cet objet ne fût pas entièrement terminée; mais elle aurait réussi, parce que les Persans désiraient en profiter. Mes soldats se seraient rendus à Warsaw, où les Russes et les Cosaques devaient les joindre. De cette ville, nos troupes réunies se dirigeaient vers la mer Caspienne, où elles s'embarquaient, ou bien continuaient leur voyage par terre, selon que les circonstances le permettraient. J'aurais envoyé un ambassadeur en Perse, pour y traiter de mes intérêts. Depuis ce temps, vos ministres ont été assez sots pour per-

mettre aux Russes de s'emparer de quatre provinces, qui augmentent leur territoire au-delà des montagnes. Si vous avez la guerre avec la Russie, la première année elle vous enlèvera l'Inde. »

Je lui demandai alors s'il était vrai que l'empereur Alexandre eût formé le projet de s'emparer de la Turquie? Napoléon répondit: « Toutes ses pensées sont dirigées vers cette conquête. Nous avons eu plusieurs discussions ensemble à ce sujet. Je fus d'abord charmé de sa proposition, parce que je pensais qu'il contribuerait à étendre les progrès de la civilisation, en refoulant au-delà du Bosphore ces demi-sauvages; mais quand je vins à penser aux conséquences qui en seraient résultées, et que je vis quel immense pouvoir donnerait à la Russie le grand nombre de Grecs des provinces soumises au grand-seigneur, qui se réuniraient naturellement à elle, je refusai d'y concourir, surtout parce que Alexandre voulait conserver Constantinople; ce à quoi je ne pouvais consentir, parce que cela détruisait l'équilibre de la balance politique en Europe. »

« Je réfléchis que la France avec l'Egypte, la Syrie et les Indes, ne serait rien

en comparaison de ce que la Russie aurait de ses nouvelles conquêtes. Je considérais aussi que les Barbares du Nord n'étaient déjà que trop puissans, et que probablement, par la suite, ils envahiraient toute l'Europe : ce que je pense encore maintenant. L'Autriche tremble déjà. Que la Russie et la Prusse se réunissent, et l'Autriche est écrasée, sans que l'Angleterre puisse l'empêcher. La France n'est rien maintenant, et les Autrichiens sont si faibles qu'ils seront facilement subjugués. *Una nazione a colpo di bastone.* Ils opposeront peu de résistance aux Russes, qui sont braves et patiens. La Russie est d'autant plus formidable, qu'elle ne désarme jamais. En Russie, un soldat est toujours soldat. Les Russes sont des barbares qui n'ont point de patrie, et à qui tous les pays semblent meilleurs que celui qui leur a donné naissance. Lorsque les Cosaques entrèrent en France, il leur était indifférent quelles femmes leur tombaient entre les mains, parce que, vieilles ou jeunes, toutes étaient préférables à celles qu'ils avaient quittées. D'ailleurs les Russes sont pauvres, et il est nécessaire pour eux d'être conquérans. Quand je ne serai plus,

ma mémoire sera révérée, et l'on m'estimera d'avoir prévu ce qui sera arrivé, et d'avoir cherché à l'empêcher. On respectera ma mémoire, alors que les barbares posséderont l'Europe, ce qui ne serait pas sans vous, *signori inglesi.* »

Napoléon témoigna beaucoup d'inquiétude relativement au comte Montholon, parce que le gouverneur avait donné à entendre qu'il était question de le renvoyer. La perte de Montholon me sera bien sensible, disait-il, parce qu'indépendamment de son attachement pour moi, il m'est on ne peut plus utile, et qu'il s'efforce de prévenir tous mes besoins. Je sais qu'il sera très-affligé de me quitter; quoiqu'en effet il lui serait plus agréable d'être rendu à sa famille et à ses amis, puisqu'il n'est pas proscrit, et qu'il n'a rien à craindre en France. D'ailleurs, il est d'une famille noble, et obtiendra facilement, s'il le veut, la faveur des Bourbons.

J'ai accompagné la comtesse Montholon à *Plantation-House*, pour rendre visite à Lady Lowe. J'ai vu sir Hudson, qui m'a dit qu'il n'accordait aucune confiance aux paroles du général Bonaparte, et qu'il était résolu à ce qu'il n'entrât dans aucune mai-

son sans être accompagné d'un officier anglais. Nous eûmes ensuite quelques discussions relativement aux *laissez-passer* que Son Excellence avait autrefois ordonnés aux personnes qui désiraient visiter Longwood. Sir Hudson Lowe voulut me persuader qu'il n'avait jamais donné de *laissez-passer* pour un jour spécifié (1), et que le major Gorrequer en attesterait la vérité. Je lui fis la remarque que plusieurs personnes à qui il avait accordé des *laissez-passer* les avaient fait voir au comte Bertrand à Huts' Gate, en lui montrant que le jour était spécifié, et en le priant de tâcher d'engager Napoléon à les recevoir, parce que leur billet ne vaudrait rien un autre jour. Sir Hudson répondit avec colère qu'il en imposait. »

Avant de partir, sir Hudson Lowe me dit de prendre quelques numéros de l'*Ambigu*, pour les montrer au général Bonaparte.

A mon retour, j'ai dit à Napoléon que j'avais reçu quelques numéros d'un ouvrage périodique, appelé l'*Ambigu*, qui, ai-je

---

(1) Ce fait était notoirement connu à Sainte-Hélène, et parmi les passagers qui venaient d'Angleterre, et parmi ceux qui y retournaient.

ajouté, le maltraite beaucoup. — Napoléon m'a dit en riant : « Il n'y a que les enfans qui craignent d'être maltraités. » Il m'a ensuite prié de lui apporter ces numéros. Quand il a eu jeté les yeux dessus, il m'a dit : Ah ! ah! c'est du Pelletier ! il y a » vingt ans qu'il fait des libelles contre moi, » et je suis très-content de pouvoir me les » procurer. »

Madame la comtesse de Montholon, et madame ainsi que mademoiselle Balcombe, ont eu une heure d'entretien avec Napoléon, hier dans l'après-midi.

Cipriani a été en ville pour ses affaires habituelles.

17. — Napoléon a observé qu'il avait trouvé l'*Ambigu* de Pelletier très-intéressant, quoiqu'il contînt beaucoup de faussetés et de sottises. « J'y ai lu, a-t-il continué, le détail de la bataille de Waterloo; il est presque exact. J'ai cherché dans ma tête à deviner quel en pouvait être l'auteur. Il faut que ce soit quelqu'un qui se trouvait alors auprès de moi. J'aurais gagné la bataille sans l'imbécillité de Grouchy. »

J'ai demandé à Napoléon s'il pensait que Grouchy eût agi avec l'intention de le trahir? « Non, non, a répondu Napoléon;

mais il a manqué d'énergie. C'est de la part de quelques officiers de son état-major qu'il y a eu trahison. Je crois que quelques-uns de ceux que j'ai envoyés à Grouchy ont manqué à l'honneur et sont passés à l'ennemi. Cependant je n'en suis pas certain, n'ayant pas revu Grouchy depuis ce temps-là. »

Je lui ai demandé s'il pensait que le maréchal Soult ait été dans ses intérêts ? Napoléon a répondu : Certainement, je l'ai cru ; mais Soult n'a pas trahi le roi de France, comme on l'a supposé ; il ne connaissait ni mon retour en France, ni mon débarquement ; car, pendant quelques jours, il a pensé que j'étais devenu fou, et que ma perte était assurée. Malgré cela, les apparences étaient si fortes contre Soult, et, sans en avoir l'intention, ses mouvemens ont été si favorables à mes projets, que, si j'eusse fait partie de son jury, et que j'eusse ignoré ce que je sais, je l'aurais condamné comme ayant trahi la cause royale. Mais réellement il n'était pas instruit de mon dessein, quoique Ney, dans sa défense, ait prétendu que je lui aie dit le contraire. Quand Ney a dit avoir reçu de moi une proclamation, il a dit une fausseté.

J'aurais supprimé cette proclamation, si cela eût été en mon pouvoir; elle était indigne de moi. Ney n'aurait pas dû la publier, et agir différemment qu'il n'a fait; car, quand il promit au roi de m'amener dans une cage de fer, il parlait dans la sincérité de son cœur, et ses intentions étaient conformes à ses discours; il y persista pendant deux jours, après quoi il vint me joindre. Il aurait dû faire comme Oudinot, qui demanda à ses troupes s'il pouvait compter sur leur fidélité. Elles lui répondirent unanimement: «Nous ne nous battrons pas contre Napoléon.» Il ne put empêcher les troupes, ni même les paysans, de se joindre à moi; mais Ney alla trop loin.»

«Mouton-Duvernet, a-t-il dit, a été une malheureuse victime des circonstances. Il voltigea pendant deux jours sur les flancs de ma petite armée, et ses intentions étaient de servir la cause du roi. Mais tout le monde se joignait à moi! Si je l'eusse voulu, je serais entré à Paris à la tête de quatre cent mille hommes. Ce qu'il y a encore de plus surprenant, et qui n'a, je crois, pas d'exemple dans l'histoire, c'est que tout se fit sans conspiration. Il n'exis-

tait aucun complot, aucune intelligence avec aucun des généraux de France: pas un d'eux ne connaissait mes projets. Toute ma conspiration consiste dans ma proclamation. C'est par elle que je mis tout à exécution. Masséna même ne connaissait pas mon plan: quand on lui apprit que j'avais débarqué avec quelques centaines d'hommes, il ne put le croire, et dit que cela était impossible; car il pensait que si j'eusse formé un tel projet, je l'en aurais informé. La nation française a pour qualités prédominantes la vanité, la légèreté, l'indépendance et le caprice (*la vanita*, *la leggerezza*, *l'independenza*, et *el capricio*). Les Français se passeraient plutôt de pain que de gloire, et une proclamation produit beaucoup d'effet sur eux. Bien différens en cela du peuple anglais, chez qui les habitans de tout un comté se laissent influencer par l'opinion de deux ou trois familles nobles, les Français veulent qu'on leur fasse la cour.

» A Waterloo, pas un soldat ne s'est écarté du chemin de l'honneur. S'il y a eu une trahison, elle a existé parmi les généraux, et non parmi les soldats; les officiers des régimens connaissaient les sen-

timens les uns des autres, et se défirent eux-mêmes de ceux qu'ils soupçonnaient.

» Votre nation a principalement l'intérêt pour guide dans toutes ses actions. J'ai trouvé, depuis que je suis tombé dans vos mains, que vous n'avez pas plus de liberté que d'autres peuples : j'ai chèrement payé l'opinion romanesque et chevaleresque que j'avais conçue de vous. »

Ici, j'ai répété dans les mêmes termes ce que j'avais dit dans de semblables occasions. Napoléon secoua la tête et répondit : « Je me souviens que Paoli, qui était un grand partisan de votre nation, et qui avait les inclinations britanniques, entendant élever la nation anglaise au-dessus de toutes les autres, et la citer comme la plus généreuse, la plus libérale et la plus exempte de préjugés, s'écria : « Doucement, vous allez trop loin : les Anglais ne sont ni si généreux, ni si dépouillés de préjugés que vous vous l'imaginez ; ils sont égoïstes; c'est une nation de marchands, qui n'a que le profit en vue. Quand ils font quelque chose, ils calculent toujours ce qu'ils y pourront gagner : c'est le peuple le plus calculateur qui existe. » Paoli disait cela tout en rendant hommage

aux bonnes qualités nationales que vous avez d'ailleurs. Aujourd'hui, je suis convaincu que Paoli avait raison. »

Napoléon a ensuite fait quelques remarques concernant Longwood : il a témoigné sa surprise de ce que personne ne s'était présenté pour faire un marché et fournir de l'eau à cette maison et au camp, en mettant pour condition qu'on lui accordât la permission d'établir un jardin dans la Vallée, au moyen de quoi on pourrait se procurer des légumes à bon marché, non-seulement pour Longwood et pour le camp, mais encore pour les habitations.

« Ici, a-t-il continué, si l'on amenait l'eau par un conduit, Novarre, à l'aide de deux ou trois Chinois, pourrait faire venir assez de légumes pour subvenir à nos besoins. Cela ne vaudrait-il pas mieux que de creuser des fossés et d'établir des fortifications autour de cette maison, comme si une armée était sur le point de l'attaquer? Un homme qui n'a pas de considération pour les besoins du soldat, ne devrait jamais les commander : l'eau est une des choses les plus nécessaires pour les troupes. »

Sir Thomas Reade a fait un long dis-

cours aujourd'hui sur l'imprudence qu'il y avait à permettre à Bonaparte de se procurer des journaux, excepté ceux que le gouverneur examinait auparavant.

18. — J'ai vu sir Hudson Lowe à *Plantation-House :* je l'ai trouvé occupé à examiner quelques journaux pour Longwood. Il en mit plusieurs de côté, comme n'étant pas, selon lui, propres à être présentés à Napoléon. Il me fit en même temps l'observation que, quelqu'étrange que pût paraître cette mesure, le général Bonaparte devait lui en savoir gré, attendu que la lecture d'articles écrits en sa faveur pourrait exciter en lui des espérances qui, si elles n'étaient pas réalisées, l'affligeraient quand il faudrait qu'il y renonçât; que d'ailleurs le gouvernement anglais ne jugeait pas à propos de lui faire savoir tout ce qui s'écrivait dans les feuilles.

19. — Sir Thomas Reade s'occupe chaudement à faire circuler dans la ville le bruit que le général Bonaparte est d'une humeur chagrine et qu'il ne veut voir personne; que le gouverneur pousse à son égard la bonté trop loin, et qu'on devrait le mettre aux fers.

21. — Le bâtiment de transport, *le*

David, a apporté la nouvelle de l'arrivée de *l'Adolphus* au Cap, avec une cargaison consistant principalement en barres de fer, dont le gouverneur a fait la demande en Angleterre, pour entourer la maison de Napoléon.

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, et a inspecté les travaux qu'on fait aux écuries, ainsi que les factionnaires qu'il avait placés autour. Il a eu un long entretien ensuite avec moi, sur les restrictions et les limites, sans cependant arriver à aucune décision. Après m'avoir dit que je suis, en quelque sorte, responsable envers les ministres de toutes les impressions défavorables qui peuvent exister dans l'esprit de Napoléon, Son Excellence continua à me faire ma leçon sur mes conversations avec lui. Je lui fis sentir combien la position dans laquelle je me trouve est délicate, et enfin l'impossibilité où je suis de faire les ouvertures qu'il demande. Sir Hudson m'a répondu qu'il sentait tout l'embarras de ma situation; mais en même temps il ajouta que je devais lui découvrir, et à lui seul, tout ce qui se passe relativement à Napoléon, lui rapporter tous ses discours, et surtout ne pas omettre les

épithètes offensantes dont il se sert; qu'il est nécessaire qu'il soit informé de tout ce qui se passe; qu'ayant des relations journalières avec Bonaparte, il pensait que je me laisserais moins influencer par lui que ne l'eussent fait quatre-vingt-dix-neuf autres personnes sur cent; que j'occupe une place de grande importance, et dans laquelle je puis rendre des services essentiels; qu'un silence absolu sur tout, excepté pour lui, est on ne peut plus nécessaire.

Son Excellence m'a dit ensuite, pour me montrer la bonne opinion qu'elle a de moi, qu'elle ne se faisait pas de scrupule de m'avouer que l'on devait beaucoup surveiller les commissaires, qui n'étaient dans le fait que des espions, dont toute l'affaire consiste à tirer de moi quelques particularités pour en faire l'envoi à leurs cours; que je devais user de beaucoup de circonspection, parce qu'il était certain qu'ils rapporteraient à leurs maîtres tout ce que j'aurais dit, comme ils l'avaient déjà fait à son égard; il me répéta, comme preuve de ce qu'il avançait, la conversation que j'avais tenue avec le baron Sturmer, à *Plantation - House*, le 21 octo-

bre 1816, me faisant en même temps connaître qu'il était très-satisfait de ma circonspection. Il m'a dit, en outre, qu'il avait écrit à lord Bathurst en termes très-avantageux pour moi, et qu'il avait recommandé que mes appointemens fussent portés à 500 liv. sterl. (12000 fr.) par an.

Après cela, Son Excellence m'a fait part qu'il avait reçu du jeune Las Cases une lettre pour moi qu'il comptait m'envoyer.

J'ai reçu le soir la lettre en question ; elle était sous enveloppe et en renfermait une autre que la mère du général Gourgaud écrivait à son fils, ainsi que sir Hudson le marquait dans sa note en me chargeant de la lui remettre.

24. — M. Vernon est venu ondoyer, à Longwood, l'enfant du comte Bertrand. Napoléon a joué, le soir, au billard.

25. — Cipriani est allé en ville pour acheter des provisions.

28. — Napoléon a eu très-peu de repos pendant la nuit; il s'est levé à cinq heures, et s'est promené pendant quelque temps dans la salle de billard. Je l'ai trouvé couché sur son sofa. Il avait l'air abattu, il m'a salué d'une voix faible ; je lui ai remis une gazette de Portsmouth, du mois de

novembre dernier. Après avoir lu quelques observations sur le tort que produirait probablement à la France le mariage de l'empereur d'Autriche avec la princesse de Bavière, ainsi qu'une remarque portant que Napoléon, dans la plénitude de sa puissance, s'y était toujours opposé, Napoléon m'a dit : « C'est vrai. Je craignais les suites d'une alliance entre ces deux maisons; mais maintenant que peut faire cela ? » Faisant allusion à la détresse dans laquelle se trouve le commerce d'Angleterre, il a fait l'observation que lord Castlereagh méritait la réprobation de la nation anglaise, pour le peu de soin qu'il avait pris aux intérêts de son pays, lors de la paix générale. « Les malheurs dont je fus assailli ont donné un tel ascendant à l'Angleterre, qu'on lui eût accordé presque tout ce qu'elle aurait demandé, indépendamment du droit qu'elle avait de réclamer une récompense pour les dépenses énormes qu'elle avait faites. Il s'est offert un moment favorable, qui ne se représentera peut-être plus, où l'Angleterre aurait pu, dans l'espace de quelques années, se débarrasser de tout ce qui la gênait, et se délivrer de l'immense dette qui pèse sur

elle. Si lord Castlereagh eût été réellement attentif aux intérêts de sa patrie, il aurait saisi, dans les commencemens, la seule occasion qui se soit présentée d'assurer à l'Angleterre des avantages commerciaux qui l'auraient délivrée de ses embarras. Mais au lieu de cela, il s'est amusé à faire la cour aux rois et aux empereurs qui ont flatté sa vanité en l'honorant de quelque attention, persuadés que par cette conduite ils lui feraient négliger les intérêts de la Grande-Bretagne et travailleraient à ceux de leurs pays respectifs. Il a été complètement leur dupe, et votre nation le maudira un jour.

» Je ne vois maintenant d'autre moyen de vous tirer du mauvais pas où vous êtes engagés, que de réduire l'intérêt de la dette nationale et confisquer au profit de l'État la plus grande partie des revenus de l'église, toutes les sinécures, et d'établir un système de réduction générale. Votre caisse d'amortissement est illusoire. Imposez une taxe sur les absens. Il est trop tard aujourd'hui pour revenir sur les traités de commerce. Ce que l'on eût regardé dans le temps comme juste et comme raisonnable, serait considéré maintenant sous un

tout autre point de vue. L'occasion est perdue, et la nation est redevable à vos imbéciles de ministres de tous les malheurs qui vont l'accabler; on ne doit les attribuer qu'à leur criminelle négligence. »

« J'ai appris, a-t-il dit, que le botaniste (1) est sur le point de partir sans que j'aie pu le voir. Dans les contrées les plus barbares, on ne refuserait pas même à un prisonnier condamné à mort la consolation de converser avec un homme qui aurait vu depuis peu sa femme et son enfant. Même dans le temps où celle des cours de justice que l'on peut regarder comme la plus exécrable, le tribunal révolutionnaire de France, exerçait son funeste pouvoir, on n'a jamais vu un tel exemple de barbarie et d'oubli de tous les sentimens d'humanité; et votre nation, si renommée pour son libéralisme, se permet de pareilles infamies! J'ai appris que ce botaniste a demandé à me voir et qu'on lui en a refusé la permission. Dans ma lettre à Las Cases, que le gouverneur

(1) Napoléon avait été informé, et je crois avec fondement, que ce gentleman avait conversé avec l'impératrice et vu son fils, peu de temps avant qu'il ne partît d'Allemagne pour se rendre à Sainte-Hélène.

a lue, je me plaignais de cette conduite comme d'une aggravation de ma peine, et par-là je formais la demande de le voir. Je n'ai pas voulu m'y prendre d'une autre manière, je me serais exposé à recevoir un refus de la part de ce *bourreau. C'est le comble de la cruauté*. Il faut être bien barbare pour refuser à un époux, à un père, la consolation d'entretenir une personne qui a vu sa femme depuis peu et touché son enfant (ici la voix de Napoléon s'affaiblit), et surtout lorsque, par la cruelle politique de quelques individus, il est pour toujours privé des embrassemens de ces personnes chéries. Les anthropophages des mers du sud n'en feraient pas autant: avant de dévorer leurs victimes, ils leur permettent de se voir et de converser ensemble. Les cannibales désapprouveraient les cruautés que l'on exerce ici. »

Napoléon se promena de long en large pendant quelque temps. Ensuite il continua: « Vous voyez la manière dont il cherche à en imposer aux voyageurs qui se rendent en Angleterre, pour leur faire croire qu'il est le meilleur homme du monde, que sa conduite envers moi est toute bénigne et que c'est entièrement ma

faute si je ne reçois pas d'étrangers. Il donne comme une preuve de l'intérêt qu'il y prend, qu'il envoie son aide-de-camp pour me les présenter, quoiqu'il sache bien que cette dernière circonstance suffirait seule pour m'empêcher de les recevoir. Son but est de faire croire à l'Europe que je redoute la vue d'un Anglais. Voilà pourquoi il vous a prié de m'informer que Las Cases avait dit que j'avais en horreur l'uniforme anglais. »

J'ai fait observer que sir Hudson Lowe pensait que c'était là une invention de Las Cases. « C'est une invention de sa part, a répliqué l'empereur, afin de vous en imposer. Si j'avais haï les Anglais, me serais-je remis entre leurs mains, au lieu de me rendre à l'empereur de Russie ou à l'empereur d'Autriche ? Est-il possible de donner une plus grande preuve de mon estime pour une nation, que je ne l'ai fait pour l'Angleterre ? bien malheureusement pour moi !

Napoléon a ouvert la porte pour appeler Saint-Denis et lui demander, en ma présence, si, dans son journal, Las Cases affirmait qu'il eût jamais dit qu'il haïssait les Anglais, et que sa prévention s'étendait

jusqu'à leur uniforme, ou enfin quelque chose qui pût être entendu de cette manière ? Saint Denis a répondu que rien de ce genre n'était contenu dans le journal.

Hé bien, a dit Napoléon, si Las Cases l'eût dit, il l'aurait écrit de même dans son journal. Il faudrait être bien méchant pour vouloir me tourmenter dans la circonstance pénible où je me trouve. Il faut qu'il n'ait rien ici, a-t-il continué, en plaçant sa main sur son sein ; et quand un homme n'a point de cœur, il doit nécessairement avoir une mauvaise tête et être hors d'état de commander ou d'agir par lui-même. La nature, en formant de certains hommes, a voulu les retenir dans une situation subalterne. Tel était Berthier. Il n'y avait pas au monde de meilleur chef d'état-major, c'était là que se trouvait son véritable talent ; mais il n'était pas capable de commander cinq cents hommes. Ce gouverneur aurait fait un excellent *commis*. Vous pouvez voir combien il est peu propre à occuper un poste important, puisqu'il se laisse mener par un imbécile aussi méprisable que ce colonel Reade. Avez vous lu Gilblas? » J'ai répondu que

oui. « Ce sourire éternel sur les lèvres de Reade, continua Napoléon, n'est pas naturel, et me fait penser à Ambroise de Lamela, qui allait à l'église tout en formant le projet de voler son maître. Ce sourire sert à masquer ses intentions réelles. On m'a rapporté que les Belcombe avaient été interrogés et scrutés en tous sens par le gouverneur et par Reade, son conseil privé, sur ce qu'ils avaient dit et entendu dire à Longwood, et que le père avait répondu qu'il était venu ici pour avoir l'honneur de nous voir, et non pas pour servir d'espion. »

Premier mars. — Napoléon a discouru avec moi pendant quelque temps relativement aux grilles en fer qu'on disait apportées par *l'Adolphus*. Je lui ai dit que c'était la coutume en Angleterre de mettre des grilles autour des maisons de campagne des *gentlemen :* ce qu'il parut avoir de la peine à croire.

2. — J'ai vu Napoléon dans son cabinet de toilette, reposant sur son sofa. Il était plus abattu qu'à l'ordinaire, était pâle et se plaignait de la diarrhée. Je lui conseillai de prendre plusieurs remèdes; mais

il ne voulut accepter qu'une forte dose de bouillon de poulet léger, ou de l'eau d'orge.

Pendant le cours de la conversation, il a fait l'observation, qu'il remarquait dans le système des Bourbons un changement qui leur serait favorable, en ce qu'au lieu d'employer des membres exaltés de l'ancienne aristocratie, on s'était servi d'hommes qu'il avait lui-même employés auparavant, et qui avaient la confiance de la nation.

J'ai demandé à Napoléon si le rapport contenu dans l'*Observer*, relativement à la conduite de Clarke, et dans lequel on disait qu'il avait retenu la pension de Carnot, et si la manière qu'on lui supposait etait vraie : Napoléon a répondu que c'était parfaitement vrai. « Mais je m'étonne de voir les journaux si occupés de Clarke, qui n'est pas un personnage si important pour que l'on parle de lui. » Je lui ai demandé son avis concernant Clarke. Il a répondu : « Ce n'est pas un homme de talent; mais il est laborieux et utile dans le bureau. Il est, outre cela, incorruptible, et il épargne les fonds publics qu'il est incapable de s'approprier. C'est un ex-

cellent rédacteur et un mauvais soldat, et je ne crois pas qu'il ait jamais été au feu de sa vie : il est infatué de sa noblesse ; il prétend descendre des anciens rois d'Écosse ou d'Irlande, et vante constamment son illustre origine ; c'est un bon commis. Je l'ai envoyé à Florence comme ambassadeur, et il ne s'occupa qu'à feuilleter de vieilles histoires, pour y chercher des preuves de la noblesse de ma famille ; car il faut que vous sachiez qu'elle était de Florence. Il m'accabla, à ce sujet, de lettres qui me forcèrent à lui écrire de s'occuper des affaires pour lesquelles il avait été envoyé à Florence, et de ne point se casser la tête ni me troubler de ses folies sur ma noblesse ; que j'étais le premier de ma famille. Malgré cela, il continua ses recherches. Lorsque je revins de l'île d'Elbe, il me fit offrir ses services ; mais je lui fis répondre que je n'employais pas les traîtres, et lui ordonnai de retourner dans ses terres. » Je lui demandai s'il pensait que Clarke l'aurait servi fidèlement? « Oui, répondit il, tant que j'aurais été le plus fort : il eût fait en cela comme tant d'autres. » Je lui demandai s'il a en effet écrit la lettre qu'on lui attribue, et dans laquelle il an-

nonce à Clarke la mort de son neveu? « Oui, répondit Napoléon : il se nommait Elliot. »

Je lui fis la remarque que ses ancêtres étaient nobles. Il répondit qu'ils étaient sénateurs de Florence.

Napoléon dit ensuite : « Ils font de moi tout ce qu'ils veulent dans les journaux, et disent tout ce qui convient à leurs vues. A son retour de l'Irlande, lord Castlereagh affirma publiquement une fausseté sur mes intentions relativement à l'Angleterre, et depuis mon arrivée ici il me met dans la bouche des expressions dont je ne me suis jamais servi. » Je lui fis observer que probablement on les avait rapportées à lord Castlereagh, comme venant de lui. « Cela peut être, dit-il; mais vos ministres se font peu de scrupule de recourir au mensonge, lorsqu'ils croient par là atteindre le but qu'ils ont en vue. Il est vil et déshonorant de calomnier le malheureux, et doublement encore, lorsqu'il est en notre pouvoir, et que nous lui tenons le cadenas sur la bouche pour l'empêcher de répliquer. »

3 — J'ai vu Napoléon à sa toilette. Il ne souffrait point; sa gaîté était naturelle. Il

rit, me plaisanta au sujet de quelques jeunes personnes, et me pria de lui dire les petites nouvelles de la ville. Il paraissait de meilleure humeur qu'il ne l'avait été depuis longtemps.

« Je ne puis concevoir, dit Napoléon, quelle aurait pu être l'intention de Las Cases en écrivant cela? qu'aurait-il espéré obtenir par ce moyen? au contraire, il a toujours bien parlé des Anglais. Il disait qu'il avait passé vingt années parmi eux, et qu'il en avait toujours été bien traité. C'est une invention de cet homme; tout ce qu'il avance repose sur des mensonges. Oui, certes, j'ai dit que je ne pouvais voir des officiers me suivre et m'épier, parce que cela me rappelle que je suis considéré comme un prisonnier et donne naissance à des réflexions pénibles. Si vous-même deviez venir tous les jours dans ma chambre, en uniforme, cela me ferait naître l'idée que vous êtes un gendarme. Mais cet homme n'a pas de moralité. L'amiral valait mieux que lui, et il entra bientôt dans mes raisons, lorsque je les lui eus expliquées.

Il me fit ensuite quelques questions médicales, entra dans la salle de billard, demanda quelques bouteilles de porter,

en prit un verre, en disant en anglais, *hyour health* (à votre santé), et m'en fit prendre un autre. Il m'adressa plusieurs questions sur le porter, et fut extrêmement surpris du bas prix où il est en Angleterre. Napoléon me dit, en se promenant dans la chambre: « Quelle idée vous formiez-vous de moi avant d'être mon médecin? Que pensiez-vous de mon caractère, et de ce que j'étais capable de faire? Dites-moi franchement quelle était votre opinion sur mon compte. » Je pensais que vous étiez un homme dont les rares talens ne pouvaient être égalés que par votre ambition; et, sans donner crédit à la vingtième partie des libelles que j'avais lus contre vous, cependant je vous croyais homme à ne pas vous refuser un crime, lorsque vous le jugiez nécessaire. »

« Voilà la réponse que j'attendais, répondit Napoléon; et telle est peut-être l'opinion de lord Holland, et même celle d'un grand nombre de Français: je me suis élevé à un point trop élevé de gloire et de puissance, pour ne pas exciter l'envie et la jalousie des hommes. On dira: Il est vrai qu'il est parvenu au faîte des grandeurs; *mais pour y parvenir, il a commis bien des*

crimes. Maintenant, le fait est que non-seulement je n'ai jamais commis de crimes, mais même que je n'ai jamais eu l'idée d'en commettre un seul : *j'ai toujours marché avec l'opinion générale, et suivi le cours* des événemens : j'ai fait peu de cas de l'approbation des individus, et beaucoup de l'opinion du peuple. A quoi m'aurait servi le crime ? Je suis trop fataliste, et j'ai toujours trop méprisé le genre humain pour employer le crime à déjouer ses complots. *J'ai toujours marché avec l'opinion de cinq ou six millions d'hommes !* »

« Malgré tous les libelles, continua-t-il, je ne crains rien pour ma renommée : la postérité me rendra justice ; la vérité sera connue, et l'on comparera le bien que j'ai fait, avec les fautes que j'ai commises : je ne redoute pas le résultat de l'examen. Si j'eusse réussi, je serais mort avec la réputation du plus grand homme qui eût jamais existé. Dans l'état où en sont les choses, quoique j'aie échoué, je serai encore considéré comme un homme extraordinaire. Mon élévation est unique dans l'histoire, parcequ'elle n'est le résultat d'aucun crime. J'ai combattu dans cinquante batailles, que j'ai presque toutes gagnées : j'ai tracé et fait

mettre à exécution un code de lois qui portera mon nom à la postérité la plus reculée. De rien je suis devenu, par moi-même, le monarque le plus puissant du monde : j'ai vu l'Europe à mes pieds. Mon ambition était grande, je l'avoue; mais elle était froide et causée par les événemens et l'opinion des grandes masses : j'ai toujours pensé que la souveraineté repose dans le peuple. En effet, le gouvernement impérial était une espèce de république : appelé à sa tête par la voix de la nation, ma maxime fut, *carrière ouverte aux talens*, sans distinction de naissance ou de fortune : c'est pour ce système d'égalité que votre oligarchie me déteste tant. »

« Ce n'est pas, continua Napoléon, d'après ce que disent le *Quaterly Review*, ou Pichon, ou d'après ce que je pourrais moi-même écrire, que la postérité me jugera; c'est d'après la voix de tant de millions d'hommes qui ont vécu sous mes lois.

» Ceux qui ont consenti à ce que la Russie s'emparât de la Pologne, encourront le blâme de la postérité; et l'on prononcera mon nom avec respect, lorsque les belles contrées du sud de l'Europe seront la proie des barbares du nord. Mon plus grand tort

a été peut-être de n'avoir pas détrôné le roi de Prusse, lorsque je pouvais si aisément le faire. Après Friedland, j'aurais dû ôter la Silésie et la Pologne à la Prusse, et abandonner ces provinces à la Saxe, parce que le roi de Prusse et les Prussiens étaient trop humiliés pour ne pas se venger à la première occasion. Si j'en eusse agi ainsi, si je leur eusse donné une constitution libre, et délivré les paysans de l'esclavage féodal, la nation aurait été contente. »

Napoléon s'est rendu à pied chez le comte Bertrand. Depuis deux ou trois jours il prend plus d'exercice que de coutume.

4. — J'ai vu Napoléon dans la salle de billard ; il était extrêmement gai. Il m'a rendu les numéros de l'*Ambigu* pour 1816, et m'a prié de lui procurer ceux de 1815.

Il a répondu à ma question sur Pichon. « Pichon est un polisson, qui écrirait pour le premier qui voudrait le payer. Il m'a offert de changer de style et d'écrire pour moi de telle sorte que le gouvernement anglais ne se douterait pas qu'il fût à mes gages. Une fois, entre autres, il a envoyé à la police le manuscrit d'un livre écrit contre moi, en offrant, moyennant une certaine somme, de renoncer à le faire

imprimer. Ce fait étant venu à ma connaissance, j'ordonnai à la police de répondre que, s'il voulait payer les frais d'impression, je ferais publier son ouvrage en France pour son compte. Il ne fut pas le seul qui me fit de semblables offres lorsque j'étais tout-puissant. Quelques-uns des éditeurs de journaux anglais m'ont fait des avances, en déclarant qu'ils pouvaient me rendre alors les plus grands services ; mais, alors, je n'attachais pas assez d'importance à leurs offres, et je les refusai.

» Lorsque j'étais sur le trône, continua-t-il, trente commis étaient occupés à traduire les journaux anglais, et à faire des extraits des ouvrages importans écrits dans cette langue. Les choses qui étaient les plus importantes étaient soumises à mon examen. Mais jamais je ne faisais rien traduire en ma présence, ainsi qu'on l'a affirmé. Je ne connaissais pas même alors l'article *the.* Il ne me paraissait pas assez important d'apprendre la langue anglaise, à dessein seulement de lire les journaux, d'autant que je recevais constamment d'Angleterre des lettres et des nouvelles par des espions. Néanmoins les journaux servaient à corroborer leurs informations

relativement aux mouvemens des troupes, à l'armement et au départ des vaisseaux de guerre, et autres mesures du gouvernement. »

Le gouverneur est venu à Longwood. Il a exprimé l'intention d'entourer la maison d'une grille de fer, dont il ferait fermer les portes à sept ou huit heures du soir. Les clefs seraient portées à *Plantation-House*, et y resteraient jusqu'au lendemain à la pointe du jour.

5. — *La Tortue*, vaisseau approvisionneur, capitaine Cook, est arrivé directement d'Angleterre, d'où il est parti le 18 décembre 1816. Je suis allé à la ville, et j'ai appris que Werden a publié sur Napoléon un livre qui a excité l'intérêt, et que l'on suppose avoir produit pour lui une impression favorable. J'ai reçu des journaux contenant des extraits de cet ouvrage.

A mon retour de Longwood, je trouvai Napoléon dans un état bien différent de celui de la veille. Il était étendu sur son sofa, et paraissait très-pensif. Sa tête était appuyée sur sa main, dans l'attitude la plus mélancolique. Il était vêtu de sa robe de chambre, et coiffé d'un madras; sa barbe

n'avait pas été faite. « Quelles nouvelles? me demanda-t-il d'un air abattu : ce vaisseau arrive-t-il d'Angleterre? » Je lui répondis qu'il en venait directement. Après lui avoir rapporté ce que j'avais appris de plus intéressant, je lui dis que Werden avait publié, sur lui, un livre qui avait excité le plus vif intérêt. Au nom de Werden il leva la tête et dit : « Quoi! Werden du *Northumberland?* » Je répondis affirmativement. « Et quelle est la nature de cet ouvrage? Est-il pour moi ou contre moi? Est-il bien écrit? Quel en est le sujet? » Je répondis que c'était une relation de ce qui s'était passé à bord du *Northumberland* et ici; que le livre était en sa faveur, contenait des faits curieux et la réfutation de quelques accusations portées contre lui, l'explication de l'affaire du duc d'Enghien, et que l'ouvrage était bien écrit, etc. « L'avez-vous vu? » — Non, répondis-je. — « Alors, comment savez-vous s'il est en ma faveur, et s'il est bien écrit? » Je répondis que j'en avais lu quelques extraits dans les journaux; et je les lui donnai. Il s'assit pour les lire, me pria de lui expliquer quelques passages, et dit qu'ils étaient vrais. Il demanda ce que

Warden avait rapporté de l'affaire du duc d'Enghien? Je répondis qu'il affirmait que T*** avait retenu pendant un temps considérable, après son exécution, une lettre du duc, et qu'il attribuait sa mort à T***. « *Di questo non c'è dubbio.* » (Quand à cela, il n'y a point de doute), répondit Napoléon.

Napoléon me damenda alors comment cet ouvrage avait été reçu en Angleterre. Je répondis qu'il avait eu beaucoup de succès. Il me demanda si les ministres en avaient été contens. Je répondis que jusqu'alors ils n'en avaient pas témoigné de déplaisir, et que Warden avait été, depuis peu, nommé chirurgien d'un vaisseau. Alors, dit Napoléon, je suppose qu'il s'est arrangé de manière à plaire aux ministres? — D'après ce que j'ai appris, il a cherché à faire connaître la vérité.

Je l'aidai alors à parcourir quelques passages cités dans l'*Observer*, et dont il reconnut l'exactitude. Il lut très-attentivement, et me fit expliquer, par trois fois, un article qui annonçait que Marie-Louise était tombée de cheval dans le Pô, et qu'on avait eu beaucoup de peine à la sauver. Il parut vivement affecté de cette nouvelle,

Il me parla ensuite des troubles de l'Angleterre et de la misère du peuple. « Vos ministres, dit-il, sont responsables de tous les malheurs et de tous les désastres de l'Angleterre, pour avoir négligé d'assurer à leur pays d'immenses avantages commerciaux. Par suite de mes revers en Russie, l'Angleterre trouvait dans la force des circonstances, l'occasion de devenir la nation la plus riche et la plus puissante du monde. En voyant ses efforts surnaturels, j'ai toujours considéré l'Angleterre comme dans un état dangereux, et j'ai pensé que si quelque circonstance imprévue ne venait pas à son aide, elle succomberait accablée par ses efforts mêmes et le poids de sa dette. Cette circonstance s'est présentée; mais vos ministres, comme des sots, n'ont pas su en profiter, ils ont fait leur cour à des rois, au lieu de stipuler les intérêts de leur pays. »

« Il me paraît, continua-t-il, qu'ils se proposent ouvertement de soumettre l'Angleterre à un joug militaire; de renverser par degrés la liberté qui se débat encore, et de s'arroger un pouvoir illimité. Tous ces honneurs conférés au militaire, et les mesures qu'on a adoptées dernièrement,

sont autant de pas faits vers le despotisme. Je découvre leur but. Les autres souverains de l'Europe, jaloux de ce que l'Angleterre soit la seule nation libre en Europe, les aideront, sans doute, si cela est dans leur intérêt. Ils prêteront tous la main au renversement de vos libertés. » Je fis observer à Napoléon que les Anglais ne consentiraient jamais à devenir esclaves. « Il y a toute apparence qu'on tentera de les rendre tels, dit Napoléon. »

Le gouverneur a envoyé quelques numéros détachés du *Times*, et plusieurs lettres. Le général Gourgaud en a reçu, de sa sœur, une qui lui apprend que sir George Cockburn est allé deux fois voir sa mère à Paris. Cette attention de l'amiral a transporté le général Gourgaud.

Le comte et la comtesse Bertrand étaient dans le ravissement, parce que la même lettre disait que madame Dillon, mère de la comtesse, allait mieux. Bien qu'errant depuis des années, jamais je n'ai été aussi frappé de la satisfaction et de la consolation que peut répandre dans l'âme d'un exilé une lettre de parens ou d'amis éloignés. Il était facile de distinguer, à la joie des physionomies de plusieurs habitans de

Longwood, ceux qui avaient reçu des lettres; les traits des autres annonçaient la mélancolie et le mécontentement. Il eût été inutile de faire la moindre question. Une ligne venue d'Europe est sans prix à Longwood.

6. — Quelques journaux français ont été envoyés à Napoléon de la part de l'amiral, par l'intermédiaire du gouverneur. Napoléon désirait beaucoup apprendre des nouvelles de Marie-Louise. L'événement dont il avait lu la relation, la veille, paraissait avoir excité ses craintes. Elles ne furent pas diminuées en voyant que le gouverneur ne lui avait envoyé que quelques numéros détachés. Arrivé à un article qui disait que le projet d'approvisionner Paris d'eau, par l'entremise d'une compagnie anglaise, avait été abandonné : « Ne vous ai-je pas dit, s'écria-t-il en m'appelant, qu'on ne le souffrirait pas? » Je lui ai appris que le gouverneur m'avait envoyé l'ouvrage de M. Warden, en me priant de le lui remettre. Il regarda le *fac simile* de son écriture, et rit de tout son cœur.

Napoléon m'envoya chercher vers le soir. Il me dit qu'il pensait que le gouverneur avait retenu des lettres et des jour-

naux ; qu'il ne doutait pas qu'il ne fût arrivé une série complète de journaux, mais qu'il en avait gardé quelques-uns, selon son impertinente coutume, parce que, peut-être, ils contiennent quelque chose qui aurait pu lui faire plaisir. « D'abord, disait-il, je craignais qu'il n'y eût de mauvaises nouvelles de ma femme ; mais, après un moment, je pensai que si cela était, cet homme n'aurait pas manqué, afin de m'affliger, de me mettre à même de les connaître. Peut-être y parle-t-on de mon fils ; quand vous irez demain à la ville, tâchez donc de vous procurer une série complète, et parcourez-la attentivement. Vous trouverez dix articles dans vos feuilles pendant le temps que j'en chercherai un. Tâchez donc de m'apporter quelques journaux de Porsmouth, parce que les nouvelles y sont données d'une manière plus succincte, et que je ne m'y perds pas comme dans le *Times*. »

7. — Cipriani est allé acheter des provisions à la ville.

8. — M. et mademoiselle Balcombe sont venus à Longwood. Napoléon les a envoyé chercher, et s'est entretenu avec eux pendant quelques minutes. Sir Hudson Lowe,

en l'apprenant, a dit qu'ils n'avaient rien à faire chez le général Bonaparte, que leur laissez-passer faisait simplement mention de la famille du comte Bertrand.

10. — Napoléon a été fort gai. Nous avons parlé de l'ouvrage de Warden. Je lui ai fait quelques questions sur le passage qui traite de la physionomie du gouverneur ; et sur ce qu'il a dit qu'il aimait mieux celle de Lady Lowe. Napoléon me répondit en riant : « Oui, c'est vrai, autant que je puis m'en souvenir. Mais j'ai dit de lui pis que cela ; je crois qu'on le verra dans le journal de Las Cases, où le gouverneur a pu prendre connaissance de mes remarques. »

Je lui demandai alors son opinion sur l'ouvrage de Warden. Il répondit : « Le fond en est vrai, mais il a mal compris ce qu'il a entendu. Il a commis plusieurs erreurs par une fausse interprétation. Warden n'entend pas le français. Il a eu tort de me faire parler comme il l'a fait ; car, au lieu de dire que ma conversation lui a été transmise au moyen d'un interprète, il arrange les choses comme si je lui eusse parlé à lui-même, et qu'il n'eût pu me comprendre ; par conséquent il a mis dans ma bouche des expressions indignes

de moi et tout-à-fait hors de mon style. Il dit que Masséna a treize fois donné l'assaut au village d'Esling ; ce qui ferait rire tous les officiers français qui connaissait cette affaire, car Masséna n'était pas même là durant l'action. Ce qu'il dit des prisonniers de Jaffa est également inexact : ils étaient à douze lieues dans la direction de Bagdad, et non pas dans celle de Nazareth.

« C'étaient des Maugrabins des environs d'Alger, et non pas des naturels du pays dont il parle. Il se trompe quand il dit que j'ai proposé de donner de l'opium aux malades ; ce n'est pas moi qui en ai fait la proposition, c'est un des officiers de santé. Il se trompe dans l'explication qu'il a donnée, de la raison pour laquelle je désirais que Wright conservât la vie. Mon principal but était de prouver, comme je vous l'ai déjà dit, par son témoignage, que *** avait fait débarquer en France des assassins, à l'effet de me poignarder. C'est ce que j'aurais pu faire par le seul témoignage de Wright, dans un jugement qui aurait eu lieu en présence des ambassadeurs des puissances amies.

« Il est certain qu'il y a quelque chose de grand dans l'action de Wright ; qui

s'ôta la vie pour ne pas compromettre son gouvernement. Vers ce temps-là, les Bourbons firent une tentative pour remonter sur le trône de France. Le duc d'Enghien devait se rendre secrètement à Paris. Le duc de Berry, de son côté, devait débarquer sur une certaine côte de la Picardie, pour profiter d'une insurrection préparée. J'en reçus la nouvelle, et j'envoyai Savary à l'endroit du débarquement pour l'arrêter. Il était, je crois, dans un bâtiment anglais qui vint jusqu'à la côte; mais un signal dont on était convenu n'ayant pas été fait, on pensa qu'il n'y avait pas de sécurité, et il prit le large.

» Le lieu où il devait débarquer s'appelait la Falaise de Béville, près de Dieppe, au pied d'un précipice taillé à pic, qu'on est obligé de grimper à l'aide de cordes. On avait choisi cet endroit parce qu'il n'était pas probable qu'on y fût surpris par les préposés des douanes.

» Peu de temps après l'affaire de Marengo, a continué Napoléon, Louis de Bourbon m'écrivit une lettre qui me fut remise par l'abbé de Montesquieu, et dans laquelle il disait que je différais beaucoup à le rétablir sur le trône; que le bonheur de la

France ne pouvait être complet sans lui, comme sa gloire ne pouvait exister sans moi. Il terminait sa lettre par m'offrir tout ce que je pouvais désirer, pourvu que je le rétablisse sur le trône. Dans ma réponse, je disais que j'étais extrêmement affligé de ses malheurs et de ceux de sa famille ; que j'étais prêt à tout faire pour eux et pour leur procurer un revenu convenable ; mais j'ajoutais qu'il devait renoncer à l'idée de rentrer en France en souverain (1).

(1) Voici la lettre dont parle Napoléon, et la réponse qu'il y fit :

« Vous tardez bien à me rendre mon trône. Vous perdez une occasion précieuse que vous ne trouverez plus. Sans moi vous ne pourriez jamais rendre la France heureuse ; mais sans vous je ne puis conserver sa gloire. Choisissez votre rang ; soyez assuré de tout ce que vous désirerez pour vos amis ; je ratifierai tout ce que vous ferez. »

Le lendemain matin, Napoléon envoya la réponse suivante :

« J'ai reçu votre lettre, et vous remercie des expressions flatteuses qu'elle contient pour moi ; mais ni vous, ni aucun prince de votre famille, ne devrait jamais désirer de rentrer en France, et pour le faire, vous devriez fouler aux pieds les cadavres de cinq cent mille Français. Je suis sensible aux grands malheurs de votre famille, et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour assurer votre retraite et votre tranquillité. »

» Warden a été mal informé quand il a dit que Maret avait été prévenu de mon retour en France en 1815. Il a aussi eu tort d'alléguer, dans cette affaire, l'autorité du comte et de la comtesse Bertrand, attendu que cela pourrait leur faire beaucoup d'ennemis. Il aurait dû se contenter de dire : *On m'a dit à Longwood, etc.* Il a avancé que les renseignemens venaient de moi ; mais je ne m'en embarrasse pas, parce que je ne crains *personne*; seulement il aurait dû user de précaution par rapport aux autres. »

« Warden, a-t-il ajouté, est un homme qui a de bonnes intentions, et le fond de son ouvrage repose sur des faits véritables ; mais plusieurs des circonstances sont mal rapportées, parce qu'il les a mal comprises. Gourgaud était très-irrité hier de ce que l'on avait dit. Je lui ai fait observer qu'il devait m'imiter en ce point, et remarquer la patience avec laquelle je supportais les libelles que la presse avait vomis en si grand nombre contre moi, et dans lesquels j'étais représenté comme un empoisonneur, un assassin, un monstre, coupable de viol, d'inceste, et de tous les crimes les plus horribles.

» Je vois, a-t-il continué, par quelques réponses du *Times*, que le *Morning-Chronicle* a l'air de me défendre. Quel mal pourrait-il y avoir à me laisser voir dans ce journal quelque chose qui me soit favorable? Il est rare que je voie maintenant quelque chose de ce genre; c'est une cruauté de me refuser une si faible consolation.

» Vous vous rappelez que je vous ai dit que les Anglais changeraient d'opinion à mon égard, et que les nombreuses relations qu'ils ont avec la France et l'Italie leur feraient bientôt découvrir que je n'ai pas l'horrible caractère qu'on me supposait, et que les voyageurs anglais, à leur retour des pays que j'avais eus sous ma domination, en rapporteraient des opinions toutes différentes de celles qu'ils avaient auparavant sur mon compte. Eh bien! ce changement commence à s'opérer, et deviendra tous les jours plus complet. Vous nous avez trompés, diront-ils; nous n'avons pas entendu parler, sur le continent, de ces horribles histoires. Au contraire, partout où il y avait une belle route, un pont élégamment construit, nous avons demandé qui a fait cela? on

nous a répondu : Napoléon ou Bonaparte. Ils diront tout naturellement : cet homme a encouragé les arts et les sciences pendant la durée de son règne, s'est efforcé de faciliter et d'augmenter le commerce des pays qui étaient sous son pouvoir. « Lord Castlereagh, a continué Napoléon, s'est rendu coupable d'un vil mensonge, en déclarant que j'avais dit, depuis que je suis arrivé dans cette île, qu'en temps de paix comme en temps de guerre j'avais constamment pour but la destruction de l'Angleterre; c'est une assertion entièrement fausse, et j'en ferai le sujet d'une plainte que je veux adresser au Prince-Régent, en lui révélant la conduite indigne de son ministre, conduite qui dégrade le caractère d'homme. Il est toujours déshonorant et vil de calomnier et d'insulter publiquement le malheureux, surtout quand il est dans les mains de son ennemi, et qu'il se trouve à une distance qui rend toute réponse impossible.

Il a ensuite fait quelques observations concernant T***. « Quant à ****, a-t-il dit, *c'est un coquin, un homme corrompu, mais un homme d'esprit*, un homme qui cherche toutes les occasions de trahir.

Après le mariage du prince Eugène, je fus obligé de le destituer, par suite des plaintes portées contre lui par les rois de Bavière et de Wurtemberg. On ne pouvait faire ni traité, ni convention pour le commerce, sans l'avoir préalablement acheté à prix d'argent. Il était alors question de traités commerciaux, et il demandait des sommes énormes pour en opérer la conclusion. Les Bourbons ont bien fait de s'en débarrasser, car il les aurait trahis à la première occasion, comme il m'a offert de les trahir à mon retour de l'île d'Elbe. Vos ministres ont bien su ce qu'ils faisaient en m'envoyant à l'île Sainte-Hélène. Ce Bonaparte, ont-ils dit, est un homme à talent; il a toujours été l'ennemi de l'Angleterre, etc., etc., etc.....

« Je ne vois point, a ajouté Napoléon, d'autre moyen de remédier à la détresse de vos manufactures, que celui d'employer tous vos efforts pour opérer la séparation des colonies de l'Amérique méridionale espagnole de la mère patrie. Par ce moyen, vous trouverez l'occasion d'ouvrir, avec les Américains du sud, un commerce très-étendu et très-lucratif, et qui vous procurerait de grands avantages. Si

vous n'adoptez pas de semblables mesures, les Américains vous préviendront : si vous faites ce que je vous dis, ils ne pourront commercer qu'avec vous. Il faut que vous leur fermiez toute communication avec la France et avec l'Espagne.

Si la guerre eût duré encore deux ou trois ans, la France serait arrivée au point de se passer de colonies, en conséquence des primes que j'accordais à ceux qui consacraient la chimie à la confection du sucre, surtout par le moyen de la betterave ; on le vendait quinze sous la livre, et quand le procédé aurait été un peu plus mûri, le sucre aurait été aussi bon marché en France, qu'il l'eût été par l'importation des Indes occidentales. » J'ai fait la remarque que les Français eussent eu beaucoup de peine à se passer de café. — « Sans doute, répondit Napoléon, mais on aurait pu en cultiver dans quelques-unes des contrées méridionales de la France, et même lui substituer une sorte inférieure de café en grains. »

Quelques instans après, Napoléon fit l'observation qu'il était vrai, comme on l'avait rapporté dans les journaux, que

les Belges étaient fâchés qu'il eût perdu la bataille de Waterloo. « Ils se considéraient comme Français, et l'étaient en effet. Les contes que vos ministres ont fait répandre, que les nations que j'avais réunies à la France me haïssaient, sont autant de mensonge : les Italiens, les Piémontais, les Belges, et d'autres, sont là pour les démentir. Vous connaîtrez plus tard l'opinion des Anglais qui ont parcouru le continent, et vous verrez que ce que je vous dis est exact, et qu'il y a actuellement en Europe des millions d'individus qui me révèrent. »

Le cuisinier du comte Bertrand est allé au camp, et quand il est revenu il était ivre au point de ne pouvoir préparer le dîner de la famille. Quand Napoléon l'apprit, il envoya de sa table quelques plats à la comtesse Bertrand, en lui faisant faire ses complimens.

11. — Le sloops *le Griffon*, armé en guerre, est arrivé du Cap avec une malle contenant quelques lettres pour les Français. Le comte Bertrand a reçu la nouvelle agréable que son frère n'était plus en exil, et qu'on lui avait accordé la per-

mission de rentrer dans ses foyers et d'y rester sous la surveillance des autorités locales.

J'ai appris que la semaine dernière on avait envoyé une lettre à la maison de commerce Balcombe et compagnie, pour demander la raison pour laquelle on avait dépassé de quatorze schellings la somme accordée par le gouvernement pour le poisson, pendant la dernière quinzaine. On a, en outre, demandé pourquoi on avait porté deux schellings et six sous de plus que la taxe. On a observé aussi qu'on avait envoyé quarante livres d'orge pour l'usage de la comtesse Bertrand, et qu'on défendait de réitérer cet abus, à moins d'un ordre préalablement approuvé à *Plantation-House*.

Dimanche dernier, M. Balcombe et moi avons eu, sur les affaires de Longwood, un entretien avec sir Hudson Lowe, dans la bibliothèque de *Plantation - House*. M. Balcombe a présenté à l'approbation du gouverneur deux sortes de lettres de change. Son Excellence a témoigné un grand étonnement de ce que les Français dépensaient de si fortes sommes d'argent, et a soutenu que douze mille livres ster-

ling devaient suffire pour couvrir la dépense. M. Balcombe et moi nous lui avons appris que cet argent était employé à acheter des provisions et à se procurer les diverses nécessités de la vie, attendu que la ration accordée par le gouvernement était insuffisante. Parmi un grand nombre d'articles, je citai qu'on n'avait accordé que soixante-douze livres de bœuf pour tout l'établissement. Sir Hudson dit qu'on en augmenterait la quantité et qu'on la porterait à cent livres, en ajoutant qu'il en parlerait au comte Bertrand. Il paraissait être de mauvaise humeur; il se moqua de ce qu'il appelait l'impudence de Las Cases, d'avoir pris sur lui d'envoyer du Cap, à Longwood, du vin, de l'huile de Florence, et d'autres objets de consommation pour l'usage des Français; il qualifia cet envoi d'insulte au gouvernement anglais, et termina par refuser d'approuver plus d'une sorte de lettres de change (1).

J'ai vu Napoléon à onze heures du matin; il était de très-bonne humeur. Il a

(1) Sir Hudson Lowe ne voulait pas permettre qu'une lettre de change, tirée par un habitant de Longwood, fut réalisée sans avoir été préalablement approuvée et paraphée par lui.

fait quelques remarques sur les troubles arrivés en Angleterre. Il dit qu'il pensait que le prince régent devait adopter, afin de pacifier le peuple, quelques mesures, telles que celle de réduire les taxes. « Il est impossible, a-t-il ajouté, qu'une nation consente à payer, de sang-froid, en temps de paix, des impôts presque aussi forts que ceux qu'elle payait en temps de guerre, quand il n'y a plus ce stimulant, cette irritation d'esprit qui lui faisaient considérer ces saignées faites à sa bourse comme absolument nécessaires pour empêcher son pays d'être envahi par une nation étrangère. L'Angleterre est actuellement dans une fausse position; il faut que quelque changement s'opère. Je répondis que bien qu'il existât une grande détresse en Angleterre, les troubles n'agitaient que les basses classes, et qu'ils se termineraient quand on ferait pendre quelques-uns des mutins. Napoléon répondit : Cela est possible, M. le docteur, mais vous devez savoir que la *canaille*, comme vous la qualifiez, forme la masse de la nation; c'est elle qui la constitue, et non pas les nobles. Quand la *canaille* prend le dessus, elle change de nom, et s'appelle alors la

nation. Si cela n'a pas lieu, on fait périr quelques misérables, et on leur donne les noms de *canaille*, de rebelles et de brigands, etc.; ainsi va le monde. »

J'ai alors demandé à Napoléon s'il était vrai, comme on l'avait dit, qu'il eût une fois été en danger d'être pris par les cosaques! « Je me rappelle qu'à la bataille de Brienne, a-t-il répondu, environ vingt à vingt-cinq hulans, et non des cosaques, se placèrent sur les ailes de mon armée, et s'efforcèrent d'enlever un parc d'artillerie. C'était à la chute du jour, l'horizon commençait à s'obscurcir. Je ne sais par quel accident ils tombèrent sur moi et sur mon état-major; quand ils nous virent, ils furent troublés et ne surent que faire. Cependant ils ignoraient qui j'étais; et moi-même, pendant quelque temps, je ne les reconnus pas; je pensais qu'ils faisaient partie de mes troupes. Mais Caulincourt s'aperçut que c'étaient des ennemis et me les fit remarquer. Au même instant ces hulans effrayés se mirent à prendre la fuite dans toutes les directions. Mon état-major commença à faire feu sur eux. Un d'eux galopa si près de moi (sans me connaître), qu'il me toucha fortement le genou avec la

main. Il tenait une lance pendant la charge, et c'est de la main qu'il avait libre qu'il me toucha. Je le pris d'abord pour quelqu'un de mon état-major qui passait rapidement; mais en me retournant, je vis que c'était un ennemi; je baissai la main pour saisir un pistolet à l'arçon de ma selle, et faire feu sur lui; mais il avait déjà disparu. J'ignore s'il fut tué ou s'il s'échappa. Ce jour-là, je tirai mon épée, ce qui m'arrivait rarement, car je gagnais des batailles avec des calculs stratégiques, et nullement par la force de mon bras. Je crois que ces hulans furent ensuite taillés en pièces. » Je lui ai demandé s'il avait cru lui-même courir un grand danger ce jour-là? « Non, m'a t-il dit, quoique ma cavalerie se trouvât alors sur un autre point du champ de bataille, j'aurais cependant pu être tué dans cette affaire; mais ils étaient bien plus pressés de s'éloigner que de chercher à nous combattre (1). » Je lui ai encore

(1) On a dit que dans la même nuit, quand les Français eurent pris de vive force le parc de Brienne, Blücher et son état-major faillirent être pris en se retirant; deux cosaques arrêtèrent Blücher auprès d'une palissade, au moment où il voulait pousser en avant : sans cela, lui et tous ceux

demandé si, pendant la retraite de Moscou, il ne s'était pas trouvé en danger d'être pris par les cosaques? « Jamais, a répondu Napoléon ; j'avais toujours avec moi une garde assez forte pour repousser un parti et même ne pas craindre le résultat d'une attaque sérieuse. »

13. — Napoléon était dans son bain, et de très-bonne humeur. Après s'être entretenu avec moi sur ce qu'on avait dernièrement imprimé sur son compte : « Je sup-

---

qui l'accompagnaient auraient été tués ou faits prisonniers : ils avaient tiré leurs épées pour attaquer les Français ; mais ayant fait une reconnaissance, ils les trouvèrent en si grand nombre, qu'ils jugèrent à propos de battre en retraite. Si ce fait est vrai, il forme une singulière coïncidence avec ce que je viens de rapporter, et on pourrait penser que les hulans dont parle Bonaparte n'étaient autres que Blücher et son état-major ; mais comme je tiens ces derniers détails de sir Hudson Lowe, je ne puis en assurer l'exactitude. Sir Hudson Lowe a encore ajouté, comme une très-belle preuve du parfait mépris que Blücher avait pour la nation française, que, lors de sa première entrée à main armée sur le territoire français, le maire d'une ville dont il s'empara vint lui offrir ses services, et lui demander, selon l'usage, ce qu'il désirait ; et qu'alors le général prussien, après l'avoir entendu, ne répondit que ces mots : « Amène-moi une fille ! »

pose, m'a-t-il dit, que quand vous irez en Angleterre, vous publierez *votre livre*. Vous avez certainement plus de droit que Warden de donner au public des détails qui me concernent, et vous pourrez dire que vous m'avez entendu raconter bien des choses, et que vous avez tenu de longues conversations avec moi. Vous gagnerez beaucoup d'argent, et tout le monde vous croira. En vérité, aucun médecin français n'a été, autant que vous, auprès de moi. Je ne les voyais que pendant quelques minutes. Le monde est curieux de connaître la moindre circonstance de la vie d'un homme qui a joué un grand rôle : on veut savoir ce qu'il boit, ce qu'il mange, la durée de son sommeil, ses habitudes journalières, tout en lui intéresse, et on est plus curieux de connaître ces niaiseries que d'approfondir ses bonnes ou mauvaises qualités. *Pour moi, il me suffit qu'on dise la vérité.* »

Napoléon est sorti à pied vers cinq heures, et a rendu visite à la comtesse Montholon. Il est resté près d'elle pendant quelques minutes; ensuite il s'est amusé à regarder le capitaine Poppleton, qui était très-occupé à déterrer des pommes

de terre dans un petit jardin que nous nous étions efforcés de cultiver en face de la maison.

14. — Napoléon était de très-bonne humeur. Je lui ai dit qu'il avait paru dans les journaux français une lettre que l'on attribuait à M. de ***, dans laquelle il disait qu'à son arrivée Napoléon l'avait invité à dîner, et qu'il avait répondu : qu'il avait été envoyé à l'île Sainte-Hélène pour garder Napoléon, et non pas pour dîner avec lui. « *Ces messieurs sont toujours les mêmes*, » a réparti Napoléon. Il est très-probable qu'il a été assez sot pour écrire cela (1).

Je lui ai fait part que dans une feuille publique on avait imprimé que sir Georges Cockburn était arrivé à Paris avec une faible opinion de sa capacité, et qu'il avait dit qu'il le croyait un homme très-ordinaire et nullement à craindre. Napoléon a répondu : « Sans doute il ne se figure pas, et avec raison, que je sois un dieu, ou que je sois doué d'un talent surnaturel ; mais

(1) On connaissait, à Sainte Hélène, la manière méprisante dont se servait M. de ****, en parlant de toute personne qui ne pouvait pas compter quelques siècles de noblesse dans sa famille.

je parierais bien qu'il ne m'en croit pas dépourvu. Si réellement il a tenu le discours qu'on lui prête, il a fait un sot compliment au discernement de la majeure partie du monde entier. »

Il m'a ensuite prié de lui procurer le journal qui contient l'opinion prétendue de sir Georges Cockburn sur son compte. Il a ajouté qu'il était actuellement si accoutumé à lire des libelles, qu'il riait lui-même des calomnies que l'on publiait sur son compte.

« On aura bien de la peine à croire, en Angleterre, a dit Napoléon, que non-seulement je lis ces libelles sans me mettre en colère, mais même que j'en rie. D'après le caractère violent qu'ils me supposent, ils pensent sans doute que les horreurs que contiennent ces libelles sont capables de me faire perdre la tête ; ils se trompent. Ces méchans écrits me font rire : il n'y a que la vérité qui offense. »

J'ai parlé à Napoléon de l'affaire de Palm, et lui ai dit qu'il avait donné une explication satisfaisante de tous les actes sanguinaires qu'on l'accusait d'avoir commis, excepté de celui-là.

Napoléon m'a répondu : « On ne m'en

a pas demandé l'explication. Tout ce dont je puis me souvenir, c'est que Palm fut arrêté par ordre de Davoust, jugé, condamné et fusillé, pour avoir, pendant le temps que le pays était occupé par les Français et gouverné militairement, non-seulement excité les habitans à la révolte, les avoir engagés à se soulever et à massacrer les soldats, mais encore essayé de porter les soldats à refuser l'obéissance aux ordres qu'on leur donnait, et à se mutiner contre leurs généraux. Je crois qu'il fut jugé dans les formes. Je voudrais, a-t-il ajouté, lire les principaux libelles qui ont été publiés contre moi, en Angleterre, si je pouvais les avoir en français. Il y a Pelletier, a-t il ajouté en riant, qui prouve que j'ai été moi-même l'inventeur de la machine infernale. »

Le major Hodson a rendu une visite à la comtesse Bertrand. Il lui a déclaré que lui, aussi bien que sa femme, se trouveraient très-heureux de pouvoir lui rendre leurs visites; mais qu'on lui avait fait entendre que cela ne plaisait pas aux habitans de *Plantation-House*.

15.—Sir Hudson Lowe a signifié au capitaine Poppleton que le général Bonaparte

et les personnes de sa suite pourraient, sans être accompagnés, aller parcourir la route de Woody Range, et aller du côté de la maison de miss Mason, mais qu'on ne leur permettait pas de quitter le sentier, et qu'ils pourraient rentrer à Longwood par l'extrémité du bois, qu'on laisserait deux sentinelles placées au bout du bois. Il a alors demandé quelle était la consigne de ces factionnaires? Le capitaine Poppleton a répondu : « De ne laisser entrer personne à Longwood, et de n'en laisser également sortir qui que ce soit. »

Sir Hudson a ordonné que la même consigne *restât encore en vigueur*, ajoutant que le sentier qu'on permettait aux Français de parcourir, n'était pas, à ce qu'il pensait, assez près des sentinelles pour craindre qu'ils eussent aucune communication avec eux. Il exigea aussi qu'on plaçât les sentinelles un peu avant le coucher du soleil.

Cipriani est allé en ville pour faire l'achat ordinaire des provisions.

16. — J'ai vu Napoléon dans le salon; il était de très-bonne humeur. Il a ri plusieurs fois, a plaisanté avec moi sur une inclination qu'il me suppose pour une jolie

demoiselle, et a cherché à parler un peu anglais. Il m'a dit qu'il a vu la veille lady Bingham, mais qu'elle ne parle pas français; il a ajouté que sa figure prévient en sa faveur.

« Bertrand m'a informé, a ajouté Napoléon, que le gouverneur avait enfin envoyé sa réponse; elle fourmille de sottises. Je ne l'ai pas lue moi-même; mais d'après ce que Bertrand m'en a dit, c'est une très-mince production, et elle excite de la pitié pour l'écrivain qui barbouille tant de pages sans arriver à aucune conclusion. »

Napoléon s'est ensuite entretenu de T***. « Le triomphe de T***, a-t-il dit, est celui de l'immoralité. Un prêtre marié à la femme d'un autre, et qui a donné une forte somme d'argent au mari, pour qu'il permette à sa femme de rester avec lui; un homme qui a vendu, trahi tout le monde et tous les partis! J'ai défendu l'entrée de ma cour à sa femme, premièrement parce que sa réputation était mauvaise et parce que j'ai découvert que quelques marchands génois lui avaient payé quatre cent mille francs dans l'espérance d'obtenir, par l'entremise de son mari, quelques faveurs commerciales. Elle était très-belle femme, Anglaise, ou des Indes-Orientales,

mais sotte, et de la plus parfaite ignorance.

» J'ai quelquefois engagé Denon, dont, je pense, vous connaissez les ouvrages, à déjeûner avec moi; je prenais plaisir à converser avec lui et je jasais librement. Dès ce moment, tous les intrigans et les spéculateurs faisaient leur cour à Denon pour l'engager à parler d'eux-mêmes ou de leurs projets, dans le cours de ses conversations avec moi; car ils pensaient qu'une simple mention de la bouche d'un homme comme Denon, pour lequel j'avais beaucoup d'estime, leur serait d'une utilité essentielle. T***, qui était un grand spéculateur, invita Denon à dîner; quand il rentra chez lui, il dit à sa femme : « Ma chère, j'ai invité Denon à dîner. C'est un grand voyageur, et il faut que vous lui disiez quelque chose de flatteur sur ses voyages, parce qu'il peut nous être très-utile auprès de l'empereur. Sa femme, très-ignorante, et n'ayant probablement jamais lu d'autres livres de voyage que les aventures de Robinson-Crusoé, conclut que Denon ne pouvait être que Robinson lui-même : voulant, en présence d'une société nombreuse, lui faire beaucoup d'honnê-

tetés, elle s'avisa de lui demander des nouvelles de son fidèle domestique *Vendredi.* Denon, tout surpris, ne savait d'abord que penser. Enfin il découvrit, par ses questions, qu'elle croyait fermement qu'il était Robinson-Crusoé. Son étonnement et celui de la société ne peuvent se décrire. On s'en amusa beaucoup dans Paris, car cette histoire se répandit avec une promptitude incroyable, et T*** lui-même en était tout honteux.

« Le docteur a dit que j'étais devenu mahométan en Egypte. Il n'en est rien; je n'ai jamais suivi aucun des usages prescrits par cette religion; je n'ai jamais fait de prières dans les mosquées; je ne me suis point abstenu de vin, ni ne me suis fait circoncire. Je me suis contenté de dire que nous étions les amis des musulmans, ce qui était vrai, et que je respectais leur prophète, ce qui était vrai aussi; je le respecte encore. J'ai voulu que les imans fissent des prières pour moi dans les mosquées, afin de me faire plus respecter par le peuple qu'il ne le faisait, et pour qu'il m'obéît plus volontiers. Les imans répondirent qu'il y avait un grand obstacle à ce que je demandais, parce que leur prophète,

dans le Coran, leur avait défendu expressément de respecter les infidèles, de leur obéir et de leur tenir la parole donnée, et que je passais pour infidèle. Je leur enjoignis alors de se consulter et de voir ce qu'il était nécessaire de faire pour devenir musulman, attendu qu'il y avait dans leur religion des préceptes que nous ne pouvions pas suivre; que quant à la circoncision, Dieu nous en avait rendus incapables; que quant au vin, nous étions d'un tempérament froid, et ne pouvions exister sans en boire; et que par conséquent nous ne pouvions ni nous faire circoncire, ni nous abstenir de vin.

Ils se consultèrent, et environ trois semaines après ils rendirent un fetham qui déclarait que l'on pouvait se dispenser de la circoncision; que quant à boire du vin, les musulmans pouvaient en boire, mais que ceux qui en buvaient n'iraient pas en paradis, mais en enfer. J'ai répondu que cela ne pouvait me convenir, que nous n'avions pas besoin de nous faire musulmans pour aller en enfer, qu'il y avait d'autres moyens d'y aller sans venir en Egypte, et je leur enjoignis de se consulter de nouveau. Après en avoir délibéré et

s'être chamaillés les uns avec les autres, ils décidèrent enfin qu'on pouvait se faire musulman sans se faire circoncire ni s'abstenir de vin; mais qu'il fallait faire de bonnes œuvres en proportion du vin qu'on buvait. Je leur dis alors que nous étions tous musulmans et amis du prophète; ce qu'ils crurent volontiers, attendu que les soldats français n'allaient point à la messe et n'avaient pas de prêtres avec eux : car il faut que vous sachiez que pendant la révolution l'armée française n'avait pas de religion. Menou, au contraire, s'est réellement fait musulman, et ce fut la raison pour laquelle je le laissai en arrière. »

Napoléon a ensuite parlé de quelques-uns des plans qu'il avait formés pour établir des canaux de communication en Egypte. « J'avais résolu, a-t-il ajouté, d'en faire deux, un qui de la mer Rouge aurait communiqué avec le Nil et le Caire, et l'autre qui se serait réuni à la Méditerranée. Je fis examiner la mer Rouge, et il se trouva que ses eaux, dans leur plus grande hauteur, s'élevaient de trente pieds au-dessus du niveau de la Méditerranée, et n'avaient que vingt-quatre pieds d'élévation au-dessus de cette même mer, quand

elles étaient au plus bas. Mon plan était d'empêcher l'eau de couler dans le canal, excepté dans les eaux basses, et cela n'aurait pas été difficile dans une distance de trente lieues pour arriver à la Méditerranée : il suffisait d'établir des écluses. Le Nil, à son plus bas, était sept pieds au-dessous de la mer Rouge, et quatorze pieds au-dessus (à ce que je pense), pendant l'inondation. J'avais calculé que la dépense monterait à dix-huit millions de francs, et qu'il faudrait deux ans de travail.

» L'ignorance et la barbarie des Turcs s'opposent seules à ce que votre commerce dans l'Inde soit entièrement ruiné. Si quelque nation européenne possédait l'Egypte, elle parviendrait bientôt à l'anéantir, et un jour ou l'autre l'Egypte sera une des causes de la ruine de votre compagnie des Indes. Si Kléber eût vécu, vous n'eussiez jamais conquis l'Egypte. Il eût fait en neuf jours descendre l'armée du Caire, et vous aurait écrasés. Si j'y avais été en personne, je les aurais fait descendre du Caire en sept jours, et j'aurais été sur la côte avant votre débarquement. C'est ce que j'avais déjà fait quand les Turcs débarquèrent avec Sidney Smith. »

J'ai demandé à Napoléon s'il n'avait pas sauvé la vie à Menou, après le 13 vendémiaire. Il a répondu : « J'ai certainement été la cause qu'il conserva la vie. La Convention avait ordonné qu'il fût jugé ; il aurait été condamné à mort et guillotiné. Je commandais alors en chef dans Paris, et je trouvais très-injuste que Menou fût puni seul, tandis qu'on ne jugeait ni ne punissait les trois commissaires de la Convention, sous les ordres desquels il avait agi ; mais je n'osais pourtant pas dire ouvertement qu'on devait l'acquitter, car, dans ces temps de calamité, un homme qui disait la vérité encourait quelquefois la peine capitale. J'eus donc recours à un stratagème. J'invitai à déjeûner les membres chargés de juger Menou, et je fis tomber la conversation sur lui. Je dis que Menou avait eu un grand tort, et qu'il méritait la mort; mais qu'auparavant, les trois commissaires de la Convention, sous les ordres desquels il avait agi, devaient être jugés et condamnés; que tous, étant également coupables, devaient être punis de la même manière. Ces paroles produisirent l'effet que j'en attendais. Les membres de la commission militaire dirent : Nous ne permet-

trons pas à ces bourgeois de se baigner dans notre sang, tandis qu'ils assurent l'impunité à leurs propres commissaires, plus coupables encore que Menou. On proclama sur-le-champ l'innocence de Menou. » Je lui ai demandé alors si, dans l'affaire du 13 vendémiaire, il y avait eu beaucoup de victimes? Napoléon a répondu: « Un très-petit nombre, eu égard à l'importance de cette journée. Il y eut, du côté du peuple, environ soixante-dix à quatre-vingts hommes tués, et trois à quatre cents blessés; du côté des conventionnels, il y eut à peu près trente hommes tués, et deux cents cinquante blessés. La raison pour laquelle il y eut si peu de tués, c'est qu'après les deux premières décharges, j'ordonnai à la troupe de ne mettre que de la poudre dans les fusils : ce qui suffit pour effrayer les Parisiens, et produisit le même effet.

» J'ordonnai d'abord à la troupe de tirer à boulet, parce qu'avec une populace qui ne connaît pas les armes à feu, c'est un très-mauvais moyen à employer, que de commencer par tirer sans balles : car cette populace, entendant d'abord un grand bruit, est bien un peu effrayée; mais regar-

dant ensuite autour d'elle, et ne voyant ni tués ni blessés, elle reprend courage, commence à vous mépriser, n'en devient que plus insolente, et se précipite sur vous sans aucune crainte; en sorte que vous êtes à la fin forcés d'en tuer dix fois plus que vous ne l'eussiez fait, si vos premières décharges eussent été à balles. Avec la populace, tout consiste dans les premières impressions que l'on produit sur elle. Lorsqu'elle voit dans ses rangs des tués et des blessés, elle est frappée de terreur et se dissipe en un instant; ainsi quand on est forcé de faire feu, c'est pour ainsi dire mal entendre les intérêts de l'humanité que de faire d'abord tirer à poudre seulement; car c'est vouloir, au lieu d'épargner le sang, en faire couler une plus grande quantité qu'il n'est nécessaire. »

17. — Napoléon s'est promené pendant quelque temps tout autour de la maison. Une lettre écrite par le capitaine Poppleton a été envoyée à sir Hudson Lowe, pour faire part à Son Excellence de ce que les chevaux de Longwood avaient manqué de foin pendant trois jours, et que depuis longtemps ils n'avaient point de litière; que ce que l'on envoyait en place de foin,

était de l'herbe fraîchement coupée, parmi laquelle se trouvait quelquefois mêlée beaucoup d'herbe à vache (1); qu'en faisant sécher, pendant deux jours, cinquante livres de ce foin ainsi mélangé, il ne s'en trouvait plus que vingt livres, la corde comprise, d'après une expérience très-exacte qu'il avait fait faire; qu'en conséquence il avait chargé les palfreniers d'aller couper de l'herbe, s'ils en trouvaient, pour empêcher les chevaux de mourir de faim.

18. — J'ai trouvé Napoléon de très-bonne humeur. Il a plaisanté pendant quelque temps avec moi sur Saint-Patrick, et s'est efforcé de parler anglais, ce qui lui a mieux réussi qu'il ne l'avait fait jusqu'alors.

Je lui ai dit que j'avais remarqué quelques-unes de ses expressions dans les bulletins français; qu'après avoir eu l'honneur de l'entendre parler depuis quelque temps, j'en avais reconnu quelques-unes; et que, dans cette occasion, je prenais la liberté de lui demander s'il n'avait pas écrit lui-même des bulletins. Il m'a dé-

(1) Espèce d'herbe de mauvaise qualité, que les chevaux ne veulent pas manger.

mandé : Où les avez vous vus ? — Chez le gouverneur ; et j'ai surtout remarqué des expressions pleines de force, dans le bulletin où était annoncé l'incendie de Moscou. Napoléon a ri, m'a tiré doucement par l'oreille, et a dit : « Vous avez raison, quelques-uns de ces bulletins sont de moi. »

« Vos ministres, m'a-t-il dit ensuite, ne pourront pas toujours en imposer à leur nation, parce qu'ils me redoutent, et qu'ils pensent que j'ai quelque talent; parce que j'ai toujours été en guerre avec eux, et que j'ai rendu la France plus grande qu'elle ne l'avait jamais été auparavant : ils craignent que je n'en fasse encore de même; et, comme tout ce qui est avantageux pour la France serait désavantageux pour eux, ils emploient tous leurs efforts pour empêcher que cela n'ait lieu. Afin de chercher une excuse pour m'avoir envoyé dans cette île et donner une apparence de justice à leur conduite, ils cherchent tous les moyens possibles de noircir mon caractère. Croyez-moi, les Anglais eux-mêmes seront les premiers à prendre mon parti et à venger ma réputation; rappelez-vous bien mes paroles, et

pensez que ce n'est pas la première fois que je vous tiens ce langage.

» On m'a dit qu'on avait expédié pour vingt mille livres sterling de barres de fer : c'est dépenser de l'argent en pure perte. Avant que ces barres soient posées, je serai sous terre ; car je suis sûr que je ne tiendrai pas plus de deux ans au traitement que j'éprouve.

» Si mes plus grands ennemis, a continué Napoléon, connaissaient la manière dont on me traite, ils auraient compassion de moi. Des millions d'hommes pleureront en Europe sur mon sort, quand on le connaîtra, et il sera connu en dépit des efforts de ce gouverneur pour tout envelopper dans l'ombre et dans le mystère. Il montre combien il connaît peu sa propre nation en croyant pouvoir venir à bout de tout cacher. C'est un homme habitué à être toujours entouré d'une troupe de déserteurs et de brigands, parmi lesquels sa parole tenait lieu de loi. Il pourrait imposer silence à une bande de pauvres diables, ignorans et misérables comme ceux-là, qui tremblaient à sa vue, et qu'il pouvait menacer de renvoyer dans leurs pays pour y être fusillés, comme quelqu'un peut

cacher la lumière d'une chandelle en mettant sa main dessus. Mais dans l'occasion actuelle, ses efforts ressemblent à ceux d'un homme qui voudrait cacher la lumière du soleil en tenant son chapeau devant. Il n'a rien d'Anglais, ni dedans ni à l'extérieur : il sert mal son gouvernement, qui désire qu'on parle le moins possible de moi ; il prend la voie tout-à-fait opposée. »

Sir Hudson Lowe, d'un air très-affairé, est venu examiner les fossés et les autres ouvrages qu'il a commandés autour de l'établissement de Longwood et des écuries.

19. — J'ai vu Napoléon dans son bain ; il lisait un petit livre, que j'ai reconnu pour le Nouveau Testament français. Je n'ai pu m'empêcher de faire l'observation que beaucoup de personnes ne voudraient pas croire qu'il lût un tel livre, attendu qu'on a affirmé et répandu le bruit qu'il ne croit à rien. Napoléon a ri, et m'a répondu : « Cependant cela n'est pas vrai, je suis loin d'être athée. En dépit de toutes les iniquités et des fraudes de ceux qui ont prêché la religion, et qui, tout en disant constamment que leur royaume n'est pas de ce monde, s'emparaient de tout ce qui

pouvait leur tomber sous la main, aussitôt que j'ai été à la tête du gouvernement, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour rétablir la religion; mais je désirais qu'elle fût le fondement et le soutien de la morale et des bons principes, et non qu'elle prît l'essor au-dessus des lois humaines. L'homme a besoin que son imagination soit frappée de quelque chose de merveilleux. Il vaut mieux pour lui qu'il le trouve dans la religion, que dans les jongleries de mademoiselle Lenormand (1). La religion est, en outre, une grande consolation et une grande ressource pour celui qui en a; et personne ne peut dire ce qu'il fera dans ses derniers momens.»

Napoléon a fait alors quelques remarques sur le gouverneur, et a déclaré qu'il était un homme entièrement incapable de remplir le poste qu'il occupait. « S'il en avait la capacité, il rendrait ses fonctions agréables et intéressantes. Il pourrait passer avec moi une grande partie de son temps, et se procurer des renseignemens précieux sur beaucoup d'événemens que personne ne

(1) Fameuse diseuse de bonne aventure à Paris, qui a été consultée par des rois et des empereurs.

peut connaître aussi bien que moi, ni raconter d'une manière aussi satisfaisante. Vous voyez, docteur, quel homme je suis; même sans que je pusse m'en douter, il aurait eu peu à peu occasion de tirer de moi, pour ses ministres, des détails très-importans qu'ils lui ont, je suis sûr, ordonné de recueillir, et qu'il brûle de savoir. Si j'avais réellement l'intention de m'échapper d'ici, au lieu d'être en mésintelligence, je le caresserais et je le flatterais; je m'efforcerais d'être avec lui sur le meilleur pied; j'irais à *Plantation-House;* je rendrais visite à sa femme, et j'essaierais de lui faire croire que je suis satisfait, afin d'endormir sa vigilance. Enfin, le gouverneur est un imbécille qui sait écrire (*e un imbecille che sa scrivere*). Chaque homme, même celui qui n'est pas doué d'une intelligence ordinaire, a toujours quelque genre de talent; l'un pour la musique, l'autre pour le dessin, celui-ci pour un art mécanique; et cet imbécille en a pour écrire (*per lo scrivere*). »

J'ai répondu que je ne pouvais nier que sir Hudson Lowe ne fût violent, et ne se laissât dominer par la crainte que Napoléon ne s'échappât, et que cette crainte, chez

lui, l'emportait sur la raison; mais qu'il ne manquait pas de talent; qu'il avait dit que sa position était très-délicate, que sa responsabilité était grande, et que les ordres qu'il avait reçus étaient rigoureux; qu'il m'avait prié de dire que Las Cases avait avoué que les Français qui l'entouraient lui avaient fait tout voir *au travers d'un voile de sang*. « *Les bêtes même ont leur talent*, a répondu Napoléon. Quant à sa manière de dire qu'on m'a fait tout voir *à travers un voile de sang; ma foi, partout où l'on voit le bourreau, on voit du sang*. Las Cases était certainement très-irrité contre lui, et a puissamment contribué à me faire prendre à son égard l'impression qui est actuellement gravée dans mon esprit, parce que Las Cases est un homme très délicat dans sa manière de voir, et extrêmement sensible aux mauvais traitemens que l'on me fait essuyer, ainsi qu'à lui-même. Mais je n'avais pas besoin que Las Cases m'inspirât cette façon de penser: le traitement que j'avais éprouvé suffisait pour me la faire prendre. Montholon n'a écrit que d'après mes ordres. »

20. — J'ai vu Napoléon dans sa chambre à coucher; il était en robe de chambre. Il

m'a parlé de quelques passages du livre de Warden. « Dans un temps, dit-il, j'avais désigné T*** pour aller en mission à Varsovie, afin d'aviser à la meilleure manière d'accomplir la séparation de la Pologne d'avec la Russie. Il eut plusieurs conférences avec moi relativement à cette affaire, ce qui surprit beaucoup les ministres, parce que T*** n'était alors revêtu d'aucun caractère officiel. Comme il venait de marier un de ses parens à la duchesse de C***, il désirait beaucoup être chargé de cette mission, afin de faire revivre les droits de la famille de la duchesse. Cependant on découvrit à Vienne quelques mauvaises affaires d'argent à sa façon, qui me convainquirent qu'il suivait sa vieille méthode de corruption, et me déterminèrent à ne pas lui confier la mission en question. J'avais eu, d'abord, l'intention d'en faire un c***, mais il s'y refusa. Madame G** vint se jeter deux fois à mes pieds pour obtenir la permission de l'épouser, que je lui avais refusée; mais par les prières de Joséphine elle obtint ce qu'elle demandait. T*** est depuis quelque temps tombé dans le mépris. »

« Ney, a-t-il continué, ne s'est jamais

permis un langage hautain en ma présence; au contraire, il était toujours très-soumis, quoiqu'il se livrât en mon absence à des excès de violence comme un homme sans éducation. S'il se fût permis un langage inconvenant à Fontainebleau, les troupes l'eussent déchiré en pièces.

» Lavalette ne savait rien de mon retour projeté de l'île d'Elbe, ni de ce qui s'y passait. Madame Lavalette était de la famille Beauharnais. Elle était très-belle femme; mon frère Louis en devint amoureux et voulait l'épouser; afin d'y mettre empêchement, je la mariai à Lavalette, pour qui elle avait beaucoup d'attachement.

» Lorsque Lavalette était directeur des postes, ajouta Napoléon, je désirais connaître les sentimens de la nation, concernant mon administration. J'assemblai douze hommes, tous d'opinion différente; quelques-uns étaient jacobins, d'autres royalistes, républicains, impériaux, etc.; je leur donnai mille francs par mois; leurs fonctions consistaient à faire tous les mois des rapports à Lavalette, sur les opinions qu'ils avaient entendu émettre, et sur la leur propre, relativement aux actes publics. Ces rapports m'étaient apportés par

Lavalette, sans être décachetés; après les avoir lus, et en avoir fait au besoin des extraits, je les brûlais. On mena cette affaire si secrètement que les ministres eux-mêmes l'ignoraient. »

Napoléon m'a assuré qu'il n'avait jamais dit à Ney qu'il fût entré en France d'après l'aveu et avec le secours de l'Angleterre; que tout ce qu'il avait toujours ambitionné, c'était le soutien de la nation française, et que ses proclamations en rendaient témoignage. Il est entré ensuite dans les détails suivans, relativement à la conspiration de Pichegru.

« Le docteur a rendu un compte très-imparfait de la part qu'a prise le capitaine Wright dans la conspiration formée contre moi. Pendant plusieurs nuits d'août, de septembre et de décembre 1803, et de janvier 1804, Wright a débarqué à Béville Georges, Pichegru, Rivière, Coster, Saint-Victor, La Haye, Saint-Hilaire et autres. Les quatre premiers avaient trempé dans le complot de la machine infernale, et la plus grande partie des autres étaient bien connus comme chefs de chouans. Ils se tenaient pendant le jour près du lieu du débarquement, dans une petite ferme dont

on avait gagné le propriétaire au moyen de quelque argent. Ils ne voyageaient que de nuit, et se faisaient passer pour contrebandiers, se cachant le jour dans des logemens qu'ils s'étaient préalablement procurés. Ils avaient beaucoup d'argent; ils restèrent à Paris pendant quelque temps sans être découverts, quoique la police en eût quelque connaissance par les révélations de Méhée de Latouche, qui était payé par vos ministres (1), et qui faisait connaître à la police de France qu'il se tramait un complot. Il eut plusieurs conférences avec Drake, votre chargé d'affaires à Munich, dont il reçut de fortes sommes d'argent. Quelques - uns des brigands qu'on avait débarqués furent arrêtés et interrogés.

Il parut, d'après leurs réponses, qu'un nommé Massey, qui habitait Offembourg, entretenait une correspondance très-active avec les personnes qu'on avait débarquées sur les côtes, et leur faisait passer de l'argent. La plupart de ces gens ne pouvaient dire pourquoi ils s'étaient hasardés à venir à

(1) Napoléon m'a appris que Méhée avait reçu de M. Drake et d'autres personnes en place, près de 200,000 fr.

Paris, malgré le risque qu'ils couraient d'y perdre la vie, n'ayant pas été compris dans l'amnistie.

La liste des prisonniers et leurs réponses aux interrogatoires me furent soumises. J'étais très-inquiet, et en repassant cette liste un soir, j'y remarquai le nom d'un certain *** qu'on y qualifiait de chirurgien. Il me vint aussitôt à l'esprit que cet homme n'était pas poussé à conspirer par l'esprit de parti ou par l'enthousiasme, mais par l'espoir du gain. Il est donc vraisemblable, me dis-je, qu'il avouera plutôt qu'aucun des autres, et la crainte de la mort lui fera nommer ses complices. J'ordonnai donc qu'on lui fît son jugement comme chouan, et que, d'après les lois, on le condamnât à mort. Ce ne fut pas un procès illusoire, comme l'a pensé Warden : au contraire, lorsqu'on le menait au lieu de l'exécution, il demanda à être entendu et promit de faire des révélations importantes. Je fus informé de cette circonstance par Lauriston, et Q***, reconduit en prison, fut interrogé par Réal. Il avoua qu'il était venu d'Angleterre, qu'il avait été débarqué dans le mois d'août 1803, avec Georges et plusieurs autres; que Georges était alors à

Paris, préparant l'assassinat du premier consul. Il désigna aussi les maisons où les conspirateurs et lui-même s'étaient arrêtés sur leur route, en venant à Paris. On envoya aussitôt des officiers de police aux endroits qu'il avait désignés, et il résulta de leurs recherches que ces renseignemens étaient parfaitement conformes à la vérité, et que, depuis le temps qu'il avait indiqué, Wright avait effectué deux autres débarquemens de pareils gens, dans le dernier desquels se trouvaient quelques personnes de marque dont on n'avait pu découvrir les noms; qu'en outre on attendait bientôt d'autres conjurés. Le duc de Rovigo, comme je l'ai déjà dit, fut envoyé aussitôt à Béville, avec un détachement de gens de la police, dans l'espoir qu'on parviendrait à les arrêter. Un émigré, nommé Bouvet de Lozier, qui a, depuis, été envoyé à l'Ile-de-France, fut pris dans le même temps. Après être resté en prison pendant quelques semaines, il s'abandonna au désespoir et se pendit un matin. Le geôlier, qui avait entendu un bruit extraordinaire dans sa chambre, entra, et coupa la corde avant qu'il ne fût mort. Lorsqu'il recouvra ses sens, il dit,

au milieu d'exclamations incohérentes, que Moreau avait fait venir Pichegru de Londres; qu'il était un traître, et qu'il leur avait persuadé que toute l'armée était pour lui, et qu'il serait la cause de leur perte. Ces exclamations éveillèrent les soupçons. La police savait qu'un frère de Pichegru, ci-devant moine, habitait Paris; il fut arrêté et interrogé.

Il avoua, en demandant si c'était un crime, qu'il avait vu son frère il y avait un jour ou deux. On arrêta Moreau sur-le-champ, et la police promit une forte récompense à quiconque procurerait l'arrestation de Georges et de Pichegru. Pichegru fut trahi par un de ses anciens amis, qui vint à la police et offrit de le livrer pour la somme de 100,000 francs, qui fut comptée sur-le-champ. Georges réussit encore pendant quelque temps à tromper la vigilance de la police. Je déclarai, par une proclamation, la ville de Paris en état de siége, et il ne fut permis à personne d'en sortir que de jour, et par certaines barrières, où on plaça des agens qui connaissaient les conspirateurs. Environ trois semaines après, Georges fut trahi et pris, après avoir tué un des hommes qui vou-

laient l'arrêter; on prit, l'un après l'autre, tous ses complices. Pichegru ne nia pas qu'il eût trempé dans la conspiration, et se conduisit avec beaucoup d'audace. Voyant qu'il ne lui restait plus d'espoir, il s'étrangla lui-même dans sa prison. Le reste des conspirateurs fut jugé publiquement dans le courant de mai, devant le tribunal du département de la Seine, et en présence de tous les ambassadeurs étrangers à Paris. Georges, Polignac, Rivière, Coster et seize ou dix-huit autres, furent convaincus d'avoir conspiré contre le chef de la nation française, et condamnés à mort. Georges, Coster et sept ou huit autres furent exécutés. Rivière obtint sa grâce, en partie à la prière de Murat. Je pardonnai encore à quelques autres. Moreau fut condamné à deux ans d'emprisonnement; cette peine fut commuée en celle du bannissement en Amérique. Jules de Polignac et plusieurs autres furent aussi condamnés à l'emprisonnement.

On découvrit, continua Napoléon, par les révélations de plusieurs conspirateurs, que ****** attendait sur les frontières la nouvelle d'un mouvement, et qu'aussitôt il devait entrer en France. Devais-je souf-

frir tranquillement qu'on envoyât une troupe de gens dont le but était de renverser le gouvernement que j'avais établi? Je donnai ordre qu'on arrêtât le duc d'Enghien. Il fut jugé et condamné d'après une loi portée long-temps avant que j'eusse aucune autorité. Il comparut devant une commission militaire, composée de tous les colonels des régimens alors en garnison à Paris. On l'accusa d'avoir porté les armes contre la république, ce qu'il ne nia pas. Il se comporta devant le tribunal avec une grande bravoure. A son arrivée à Strasbourg, il m'écrivit une lettre.

Cette lettre fut remise à T***, qui la garda jusqu'après l'exécution. Comme la police ne voulait pas s'en rapporter au témoignage de Méhée de Latouche seulement, on envoya le capitaine Rosey, homme dans l'intégrité duquel on avait toute confiance, auprès de Drake, qui était à Munich, avec une lettre de Méhée, qui procura à Rosey une entrevue dont le résultat confirma le rapport de Méhée, qu'il existait un complot pour renverser le premier consul par tous les moyens possibles (1).

(1) Pendant qu'on jugeait le duc d'Enghien,

23. — Napoléon s'est habillé et s'est rendu dans la salle du billard. Il était de très bonne humeur. Je lui ai donné quelques libelles contre lui. Ils étaient tous en français, et parmi eux se trouvaient les *Mémoires secrets*, ou *Bonaparte peint par lui même*. Ce dernier ouvrage, surtout, le fit beaucoup rire.

Napoléon m'a ensuite fait plusieurs questions sur le gouverneur. J'ai dit que sir Hudson m'avait prié de lui apprendre, il y a quelques jours, qu'il désirait beaucoup entrer en arrangement, et qu'il pensait que Las Cases, Warden, madame de Skelton (1) et quelques autres, avaient été

---

madame la maréchale Bessières dit au colonel Ordenner, qui l'avait arrêté : N'y a-t-il aucuns moyens de sauver cet infortuné ? Y a-t-il contre lui des faits propres à ne pas laisser le moindre doute sur l'application de la loi ? — Madame, répondit le colonel Ordenner, j'ai trouvé dans son logement des papiers suffisans pour compromettre la moitié de la France. » Le duc fut exécuté le matin, et non à la lueur des flambeaux, comme on l'a dit.

(1) Madame Skelton fut accusée par le gouverneur d'avoir dit un jour, à dîner, à Napoléon, que d'après l'expérience qu'elle en avait, il ne trouverait pas Longwood agréable, qu'à certaines époques de l'année ce séjour était humide, désa-

cause de beaucoup de tracasseries et de bien des mal-entendus. Napoléon a répondu « *s'inganna* (il se trompe). En premier lieu, c'était sa méchante physionomie (*era sua cattiva faccia*); ensuite, sa prétention de vouloir me forcer à recevoir la visite d'un officier deux fois par jour; puis sa lettre à Bertrand; sa demande pour que je vous renvoyasse, afin de me donner un chirurgien de son choix; la manière dont il m'a parlé relativement à la maison de bois; ses lettres pleines de douceur, suivies d'une série si longue de désagrémens et de vexations, et sa manie de se servir toujours de mots équivoques, qu'il puisse ensuite interpréter de la manière la plus conforme à ses vues. Enfin, il a cherché à nous prouver qu'il peut nous causer mille désagrémens, pour nous forcer à ployer, à lui demander humblement

---

gréable, froid et malsain; elle en allégua pour preuve, qu'elle ne pouvait réussir à y élever de la volaille; tandis qu'en bas, dans le jardin de la Compagnie, situé dans une vallée ombragée, à quatre cents toises de là, environ, elle en élevait facilement. Madame Skelton et sa famille ont demeuré à Longwood pendant quelques mois, quatre ou cinq ans avant l'arrivée de Napoléon.

pardon, nous rendre à *Plantation-House*, et y êtreses très-humbles serviteurs. »

« Il paraît que Warden a appris, a ajouté Napoléon, que j'ai fait l'application de quelques vers de Shakespeare à madame Montholon. Vous savez bien que je ne pouvais alors, et que je ne puis même encore aujourd'hui citer des vers anglais, et je n'ai jamais prétendu faire par-là des allusions relatives à Madame Montholon. Au contraire, je suis d'avis qu'elle possède plus de fermeté et de caractère que personne de son sexe. »

24. — Napoléon s'est plaint d'enflures aux jambes; je lui ai recommandé quelques remèdes simples, dont il a fait usage.

Il m'a dit avoir passé toute la journée de la veille à lire les *Mémoires secrets*, écrits par lui-même, et qui sont l'ouvrage de P***, etc. « Ces libelles, a dit Napoléon, m'ont fait en France plus de bien que de mal, ils ont servi à irriter la nation et contre les écrivains et contre ceux qui les ont payés; car, en me représentant comme un monstre, et en publiant des faussetés scandaleuses et manifestes contre moi et mon gouvernement, ils ont avili la nation elle-même. C***, lui-même, m'a

servi par son ouvrage. P*** a été consul à ***; il encourut ma disgrâce pour avoir volé trois millions, dont il fut obligé de restituer une partie, car j'étais très-sévère avec les consuls et les autres agens, et j'examinais toujours leurs comptes moi-même. A mon retour de l'île d'Elbe, j'envoyai, après la publication de son libelle, ce P....., comme espion à Londres; au moins il est censé avoir été envoyé par moi, puisque je permis qu'il y allât. Quoique ce fût un coquin, il avait de l'esprit, et on ne pouvait le soupçonner d'après ses écrits. Vous voyez quelle confiance on doit accorder aux libellistes. Cet homme qui, en 1814, écrit un pamphlet contre moi, part, en 1815, comme espion, pour la police de la même personne qu'il a si violemment attaquée.

26. — J'ai vu Napoléon dans son bain : ses jambes sont en meilleur état; il a été de très-bonne humeur. « Il paraît, M. le docteur, m'a-t-il dit, que, selon les livres que vous m'avez prêtés, j'ai, dans un âge très-tendre, empoisonné une fille, que j'en ai empoisonné d'autres, par manière de divertissement; que j'ai assassiné Desaix, Kléber, le duc d'Abrantès, et je

ne sais combien d'autres encore; que je me suis rendu à l'armée d'Italie composée de plusieurs milliers de galériens, qui se trouvèrent bien contens de voir en moi leur confrère. Il est singulier combien on croit d'absurdités de part et d'autre, faute de s'être entendus. Si l'on brûlait une maison en France, le peuple en attribuait l'incendie aux Anglais : Pitt! Pitt! c'était là la clameur générale. Rien ne pouvait dissuader la population française que l'embrasement de Lyon ne fût causé par les Anglais. D'un autre côté, vous croyez tout le mal qu'on vous disait de nous, et cette croyance était toujours encouragée par vos ministres. Votre **** aussi, à l'exception de Fox, qui était sincère dans son amour pour la paix, excitait *** contre moi. Ici j'ai fait quelques observations par lesquelles je révoquais en doute cette assertion. Napoléon répondit : « Quand ils ont fourni des bâtimens pour débarquer des hommes qui venaient m'assassiner, et qu'ils leur ont donné de l'argent, ne se sont-ils pas rendus complices de l'attentat ? » Je répliquai qu'ils avaient fourni des bâtimens et de l'argent pour opérer une révolution, mais sans savoir que l'assassinat fût le moyen

que dût employer une partie des hommes qui se chargeaient de l'entreprise. « Docteur, répliqua Napoléon, vous êtes un enfant : ils ne l'ignoraient pas, eux. Cinquante à soixante brigands, connus la plupart pour leur projet d'assassinat, ne pouvaient essayer une révolution que de cette manière. On avait réimprimé à Londres, dans le même temps, un livre intitulé : *Tuer n'est pas assassiner*; livre affreux qui, dans le temps, avait été imprimé sous Cromwell. On en permit la réimpression dans le dessein d'accréditer cette doctrine, que non-seulement il n'y avait pas de crime de m'assassiner, mais que c'était faire un acte louable et méritoire. Fox était, pour sa part, d'une opinion contraire. Ce grand homme écrivait à T***, pour lui annoncer qu'il avait, le matin, reçu la visite d'un *coquin* qui lui avait proposé de m'assassiner.

» Quand j'étais à l'île d'Elbe, ajouta Napoléon, je reçus la visite d'un gentilhomme anglais catholique, âgé de trente ans, à ce que je crois, du Northumberland. Il avait dîné quelques semaines auparavant avec le duc de F***, et on avait parlé de la somme d'argent qu'on devait

m'accorder tous les ans, d'après la convention signée par les ministres des puissances alliées.

» Le duc rit de ce qu'il supposait bonnement qu'on se conformerait à cette condition, et dit qu'ils n'étaient pas assez sots pour le faire. Ce fut là une des raisons qui m'engagèrent à quitter l'île d'Elbe. Je ne crois pas que Castlereagh ait pensé que je formerais jamais un pareil projet; autrement il eût fait stationner quelques frégates autour de l'île. Avec une frégate dans le port et une en dehors, il m'eût été impossible de partir pour la France, excepté tout seul, ce que je ne me serais pas exposé à faire. Si le roi de France, lui-même, eût fait croiser une frégate, avec un équipage choisi, à la hauteur de l'île, cela seul eût suffi pour me retenir. » J'ai demandé à Napoléon s'il pensait qu'il fût entré dans les vues des alliés de l'envoyer à Sainte-Hélène? « Eh mais! a-t-il répondu, on en a beaucoup parlé. Cependant le colonel Campbell a positivement nié le fait. Il leur aurait fallu envoyer une armée contre moi; j'aurais pu tenir quelques mois. Mais les alliés avaient violé dans plusieurs articles le traité de Fontainebleau, ce qui m'auto-

risait et m'obligeait même à quitter l'île d'Elbe. Indépendamment de ce que j'ai dit plus haut, il était stipulé et convenu que tous les membres de ma famille auraient la permission de me suivre ; mais par une violation de cet article on ne voulut pas permettre à ma femme et à mon fils de rejoindre un époux et un père.

» En vertu du traité de Fontainebleau, le prince Eugène devait avoir en Italie une principauté qu'il n'eut pas. Ma mère et mes frères devaient avoir des pensions qu'on leur refusa. Ma fortune particulière et les épargnes que j'avais faites sur ma liste civile, devaient m'être remises. Au lieu de cela, en contravention avec le traité, on s'en empara dans les mains du trésorier Labouillerie, et toutes les réclamations que je fis ne furent point écoutées. On confisqua la fortune particulière de ma famille, qui devait être regardée comme sacrée. On devait également maintenir les dotations assignées à l'armée sur le mont Napoléon : on les supprima, et on ne paya pas les cent mille francs qu'on devait donner, comme pension, à des personnes que j'avais désignées. Jamais, continua Napoléon, on n'a plus évidemment violé les conditions d'un

traité; que ne l'ont fait ces alliés; et cependant vos ministres ont l'impudence de dire à leur pays que j'ai été le premier à violer le traité de Fontainebleau ! »

J'ai fait l'observation que les alliés avaient donné pour raison de leur conduite envers lui, qu'il s'était proposé le pouvoir absolu et l'empire de l'univers. « Non, non, répondit Napoléon, je désirais sans doute rendre la France la plus puissante nation du monde, mais je ne voulais rien de plus. Je n'ai jamais eu en vue la domination universelle; je voulais faire de l'Italie un royaume indépendant.

» La France a des bornes naturelles que je ne voulais pas franchir. Mon but était d'ôter à l'Angleterre la possibilité de faire la guerre à la France sans l'aide de quelques-unes des grandes puissances continentales, sans lesquelles, en effet, elle ne devrait jamais s'y exposer. »

Nous parlâmes ensuite de Ferdinand, roi d'Espagne. « Quand Ferdinand était à Valençay, dit Napoléon, il témoignait la plus grande aversion pour les Anglais, et déclara que la première chose qu'il ferait, à son retour en Espagne, serait de rétablir l'inquisition. Vous autres Anglais, vous sen-

tirez, un jour, que vous vous êtes fait un grand tort national en le replaçant sur le trône. Pendant son séjour à Valençay il disait qu'il préférait rester en France à retourner en Espagne; et il m'écrivit plusieurs fois, en me priant de l'adopter et de lui donner une Française en mariage.

» Je remarque, continua Napoléon, que vos ministres, ne pouvant nier plus longtemps que je n'aie fait du bien en France, s'efforcent d'en diminuer le mérite. Ils disent que ce fut Joséphine qui m'engagea à rappeler les émigrés: Joséphine était la plus aimable et la meilleure des femmes, mais elle ne se mêlait jamais de politique. Leur but est de persuader au monde que je ne saurais faire une bonne action d'après ma propre impulsion; mais vos voyageurs anglais apporteront bien du changement dans l'opinion de votre nation. »

Sir Pulteney et lady Malcolm, les capitaines Stanfell et Festing, de la marine, arrivèrent à Longwood et obtinrent une entrevue avec Napoléon. Quand ils sortirent, le capitaine ** exprima son étonnement de trouver Napoléon si différent de ce qu'on l'avait représenté. « Au lieu d'un homme d'un caractère rude, impa-

tient et impérieux, a-t-il dit, je l'ai trouvé doux, affable dans ses manières, et l'un des hommes les plus aimables que j'aie vus. Je n'oublierai jamais les détails de l'entrevue que je viens d'avoir avec lui, ni combien est grande la différence entre la réalité et l'idée que je m'étais faite de sa personne. »

Sir Pulteney Malcolm m'a témoigné un vif désir de voir se terminer le différend qui existe entre Napoléon et le gouverneur. Et il a ajouté, qu'il se présenterait bientôt deux occasions d'y parvenir; savoir : l'arrivée de lord Amherst et celle de l'amiral Plampin; qu'il souhaitait beaucoup que tous deux fussent présentés par sir Hudson Lowe, et que, pour lui, il pensait que lord Amherst ne pouvait être présenté que par le gouverneur.

26. — Napoléon a beaucoup parlé de la bataille de Waterloo. « Le plan de la bataille, a t-il dit, ne donnera pas une grande idée aux historiens du talent de lord Wellington, comme général. D'abord, il n'aurait pas dû livrer bataille lorsque ses armées étaient séparées. Il aurait dû, au contraire, les réunir et les camper avant le 15. Ensuite, il avait mal choisi son

terrain ; car, si la chance des armes se fût tournée contre lui, il n'aurait pas pu battre en retraite, par la raison qu'il n'y avait, sur ses derrières, qu'une seule route qui conduisît à la forêt. Il a aussi commis une faute capitale, qui aurait pu entraîner après elle la ruine de son armée, sans qu'elle eût livré aucun combat, et même avant l'ouverture de la campagne. Il s'est laissé surprendre. J'étais, le 15, à Charleroi, et j'avais battu les Prussiens avant qu'il en sût rien. J'avais gagné quarante-huit heures de manœuvres sur lui, ce qui était un grand point; et si quelques-uns de mes généraux eussent déployé la vigueur et le génie dont ils firent preuve en d'autres occasions, j'aurais, sans donner bataille, pris son armée dans ses cantonnemens. Mais ils étaient découragés, et s'imaginaient voir partout, devant eux, des armées de cent mille hommes chacune. Je n'avais pas, moi-même, eu assez de loisir pour m'occuper des détails secondaires de l'organisation de mes troupes. Je comptais, par la rapidité de cette opération, surprendre les ennemis et les battre partiellement. Je sus l'arrivée de Bulow à onze heures; mais je n'y fis pas attention.

J'avais encore en ma faveur quatre-vingts chances contre cent. Malgré la supériorité considérable de leurs forces numériques, j'étais convaincu que je devais remporter la victoire. J'avais environ soixante-dix mille hommes, dont quinze mille de cavalerie. J'avais, en outre, deux cent cinquante pièces de canon; mais mes troupes étaient si supérieures, que je les jugeais capables de battre cent vingt mille ennemis. De son côté, lord Wellington avait sous ses ordres environ quatre-vingt-dix mille hommes, et deux cent cinquante pièces de canon, et Bulow avait trente mille hommes : ce qui faisait cent vingt mille hommes.

Parmi toutes ces troupes, je ne comptais que les Anglais qui pussent lutter avec les miennes; les autres m'occupaient fort peu. Je crois qu'il y avait à peu près trente-cinq à quarante mille Anglais, que je considérais comme aussi braves et aussi bons que mes soldats. L'armée anglaise s'est fait connaître avantageusement depuis peu sur le continent; d'ailleurs, votre nation a du courage et de l'énergie. Quant aux Prussiens, aux Belges et autres, il eût suffi de la moitié de mon armée pour les battre.

J'avais laissé seulement trente-quatre mille hommes pour observer les Prussiens. La perte de la bataille vint d'abord de la lenteur de Grouchy, et de sa négligence à exécuter mes ordres; et ensuite de ce que les grenadiers à cheval et la cavalerie commandée par le général Guyot, que j'avais en réserve, et qui ne devaient pas me quitter, s'engagèrent à mon insu; de sorte qu'après la dernière charge, lorsque les troupes furent battues, et que la cavalerie anglaise se montra, je n'avais pas un seul corps en réserve pour lui résister : sans cela mes forces eussent été doubles des vôtres. L'attaque des Anglais réussit par ce motif, et tout fut perdu. Il n'y eut aucun moyen de rallier l'armée. Le général le moins habile n'aurait pas commis la faute de laisser une armée totalement sans réserve, et c'est pourtant ce qui arriva alors: que la trahison s'en soit mêlée ou non, je l'ignore. Telles furent les deux principales causes de la perte de la bataille de Waterloo.

Si lord Wellington se fût retranché, continua-t-il, je ne l'eusse pas attaqué. Comme général, son plan n'indiquait pas de talent. Il déploya, sans doute, beau-

coup de courage et de persévérance; mais il perd un peu de son mérite, lorsque l'on considère qu'il n'avait aucun moyen de retraite, et que, s'il eût été défait, il n'aurait pas sauvé un seul homme de son armée. Il dut le gain de la bataille, d'abord à la fermeté et à la bravoure de ses troupes, car les Anglais se sont battus avec le plus grand acharnement et le plus grand courage; ensuite à l'armée de Blucher, à qui on devrait attribuer la victoire plutôt qu'au duc, parce qu'il a montré plus de talent comme général. Battu la veille, il avait rassemblé ses troupes, qu'il reconduisit au combat dans la soirée. Je crois cependant, continua Napoléon, Wellington un homme d'une grande fermeté. La gloire d'une semblable victoire est une grande chose; mais sa réputation militaire n'y gagnera rien aux yeux de l'historien. »

Napoléon me parla alors de libelles publiés contre lui, et qu'il m'avait chargé de recueillir. « Jusqu'à présent, dit-il, vous ne m'en avez pas montré un seul qui méritât une réponse. Voudriez-vous que je répondisse à Goldsmith, P**, ou à la *Quarterly Review*? Ils sont si méprisables et d'une fausseté si absurde, qu'ils ne méri-

tent d'autre réponse que celle d'écrire à chaque page : *faux ! faux !* La seule vérité que j'y aie remarquée, c'est le récit de ma rencontre avec un officier sur le champ de bataille ; c'était Rapp, je crois ; son visage était couvert de sang, et je m'écriai : *Oh! com me il est beau !* Ce fait est assez vrai ; et ils m'en ont fait un crime. Mon admiration pour le courage d'un brave soldat est considérée comme un crime, et l'on y voit la preuve que je me délectais dans le sang ! Mais la postérité me rendra la justice que l'on me refuse maintenant. Si j'avais été un tyran, un monstre, aurais-je reçu du peuple français et de l'armée tant de preuves d'enthousiasme et d'attachement?

» Je me suis marié deux fois. Des motifs politiques m'ont engagé à divorcer avec ma première épouse que j'aimais tendrement. La pauvre femme! heureusement pour elle, elle mourut assez à temps pour ne pas être témoin de mes derniers revers. Qu'on demande à Marie-Louise avec quelle tendresse et quelle affection je l'ai toujours traitée. Après qu'elle eut été séparée de moi par la force, elle avoua dans les termes les plus touchans à **, que son plus

ardent désir était de venir me rejoindre dans mon exil, faisant, les yeux baignés de larmes, les plus grands éloges de ma conduite envers elle, et déplorant amèrement cette cruelle séparation. Est-ce là être un tyran farouche et impitoyable? On reconnaît un honnête homme à sa conduite envers sa femme, sa famille et ses domestiques. J'ai certainement erré, plus ou moins, en matières de politique; mais je n'ai jamais commis un crime. Le docteur Warden me fait dire, dans son ouvrage, que je n'ai jamais commis de crime inutile: ce qui équivaut à dire que je ne me suis pas fait scrupule d'y avoir recours lorsque je me proposais quelque fin, ce que je nie également. Jamais je n'ai désiré que la gloire et le bonheur de la France. Toutes mes facultés étaient tendues vers cet objet; mais jamais je n'ai employé ni le crime ni l'assassinat pour y parvenir.

» Lord C****, non content de m'envoyer ici, a eu la bassesse de me faire tenir le langage qu'il a cru le plus favorable à ses vues: *c'est un homme ignoble*. Peut-être désirait-il que je ne vécusse que peu de temps, et ne me font-ils pas mourir pour me faire dire tout ce qu'ils jugeront conve-

nable. Jamais je ne me suis proposé la ruine de l'Angleterre. Nous étions ennemis, et j'ai fait mon possible pour avoir le dessus. L'Angleterre a fait de même. J'aurais toujours fait la paix, après le traité d'Amiens, en plaçant les deux pays dans des termes égaux, quant aux relations commerciales. »

Je fis observer à Napoléon qu'il me semblait qu'il m'avait dit une fois que son intention aurait été de joindre l'Angleterre à la France. Il répondit : « J'ai dit que je ne pourrais réunir deux nations aussi étrangères l'une à l'autre. Si j'eusse réussi dans la descente que j'avais projetée, mon intention était d'abolir la monarchie et d'établir une république à la place de l'oligarchie qui vous gouverne. J'aurais séparé l'Irlande de l'Angleterre ; j'aurais fait de cette première une république indépendante. Non, non, j'aurais abandonné les Anglais à eux-mêmes, après avoir fait germer parmi eux les semences du républicanisme. »

J'ai dit à Napoléon que lord Amherst, dernier ambassadeur anglais à la Chine, était attendu sous quelques jours à Sainte-Hélène. Il me dit qu'il pensait que les ministres anglais avaient eu tort de ne pas

lui ordonner de se soumettre aux usages du pays dans lequel il était envoyé, ou bien alors qu'ils ne devaient pas l'y envoyer du tout. Je lui dis que les Anglais eussent considéré comme avilissant pour la nation que lord Amherst consentît à se prosterner comme on l'avait exigé de lui; que s'il s'y fût soumis, les Chinois ne se seraient pas contentés de cela, et qu'ils auraient exigé qu'il se conformât aux cérémonies exigées par les Japonais des Hollandais, qui avaient eu la bassesse de s'y soumettre; que, d'ailleurs, lord Amherst était disposé à rendre à l'empereur de la Chine les mêmes hommages qu'à son souverain.

Napoléon répondit : « La chose est tout-à-fait différente. L'une est une simple cérémonie usitée par tous les grands dignitaires de la nation envers leur chef, l'autre n'est qu'une dégradation nationale exigée des étrangers seulement. Mon avis est que, quelle que soit la coutume d'une nation, dès qu'elle est suivie par les premiers personnages de son gouvernement, des étrangers ne peuvent se dégrader en s'y conformant. Des nations différentes ont des coutumes différentes. En Angleterre, vous baisez la main du roi : en France,

cela paraîtrait ridicule, et la personne qui le ferait serait regardée avec mépris ; et cependant l'ambassadeur de France en Angleterre, qui se conforma à l'usage de baiser la main de votre roi, n'a pas été considéré comme s'étant dégradé. Il y a quelques siècles, qu'en Angleterre on servait le roi à genoux ; la même cérémonie a lieu maintenant en Espagne. En Italie, vous baisez la mule du Pape, et cela n'est pas regardé comme une bassesse. Un homme qui va dans un pays, doit se conformer à ses usages, et il n'eût été nullement dégradant pour lord Amherst de se soumettre, devant l'empereur de la Chine, aux cérémonies pratiquées par les premiers mandarins de cet empire. Vous dites qu'il était disposé à rendre à l'empereur les hommages rendus à son roi. Vous n'avez pas le droit d'envoyer un homme en Chine, pour apprendre aux Chinois qu'ils doivent se conformer à telle ou telle cérémonie, parce qu'on la pratique en Angleterre. Supposons maintenant, seulement pour l'exemple, que ce fût la coutume en Angleterre, au lieu de la main du roi, de baiser son derrière : eh bien ! faudrait-il que l'empereur de la Chine défît ses culottes, parce

que cela serait la coutume en Angleterre? »

Ces observations furent faites avec des gestes tellement analogues au discours, et si bien appropriés à la circonstance, que je ne pus m'empêcher de rire pendant quelques instans ; Napoléon se joignit à moi de bon cœur.

« Si j'avais envoyé un ambassadeur en Chine, continua t-il, je lui eusse ordonné de se faire instruire, par les premiers mandarins, du cérémonial usité devant l'empereur, et de s'y conformer, si on l'exigeait de lui; mais de ne rien faire de plus. Peut-être perdrez-vous maintenant par cette preuve de bêtise l'amitié de la nation et de grands avantages commerciaux. » Je lui fis observer que nous pourrions aisément, au moyen de quelques vaisseaux de guerre, forcer les Chinois à nous accorder un traité favorable; que, par exemple, nous pourrions les priver tout-à-fait de sel, au moyen de quelques croiseurs stationnés à cet effet. Napoléon répondit: « Ce serait bien la plus grande sottise que vous eussiez faite depuis plusieurs années, que de vous mettre en guerre avec un empire aussi immense, et qui possède tant de ressources que celui

de la Chine. Sans doute vous réussiriez d'abord, vous vous empareriez de leurs vaisseaux, et détruiriez leur commerce ; mais vous leur feriez connaître leur propre puissance. Ils seraient forcés de prendre des mesures pour se défendre contre vous. Ils réfléchiraient et diraient : Il nous faut égaler cette nation. Pourquoi souffririons-nous qu'un peuple aussi éloigné agisse envers nous comme il lui plaît? Construisons des vaisseaux, mettons-y des canons, et rendons-nous leurs égaux. Ils feraient venir des artilleurs et des constructeurs de la France et de l'Amérique, même de Londres. Ils construiraient une flotte, et par la suite ils vous battraient. »

Je dis à Napoléon qu'il était probable que lord Amherst lui rendrait visite. Il répondit : S'il m'est présenté par le gouverneur, ou si celui-ci envoie quelqu'officier de son état-major avec lui, je ne le recevrai pas; s'il vient avec l'amiral, à la bonne heure. Je ne recevrai pas non plus le nouvel, amiral s'il doit m'être présenté par le gouverneur. Sa dernière lettre est une insulte pour nous. Il dit que nous pouvons bien faire le tour de la maison de

miss Mason, mais que nous ne pouvons pas sortir de la grande route (1). Où est donc cette grande route? je n'en ai jamais vu aucune. Si j'étais obligé de m'écarter de quelques pas, je m'exposerais à être tué par une sentinelle. La dernière fois que l'amiral est venu ici, il m'a parlé comme son avocat. Il voulait que je le reçusse avec lord Amherst. Je ne recevrais pas même mon propre fils, s'il devait m'être présenté par lui!

27. — Napoléon était dans son bain; il m'a donné quelques explications au sujet du secret qu'il m'a dit avoir gardé en Egypte, vis-à-vis de ses soldats, dans le moment que la peste s'était manifestée dans l'armée. Une fois, dit-il, à l'hôpital, je touchai un soldat infecté, pour convaincre mes troupes que cette maladie dont ils étaient atteints n'était pas la peste, et je crois être parvenu à leur persuader pendant près de quinze jours que ce n'était qu'une fièvre accompagnée de bubons. Je visitais rarement l'hôpital, continua-t-il, parce que la sensibilité de mon odorat était telle, que les vapeurs me rendaient tou-

(1) La grande route est un sentier impraticable aux voitures.

jours malade. Corvisart et mes autres médecins me conseillèrent de m'abstenir de ces sortes de visites. Dans mes campagnes en Europe, même, je ne le faisais que rarement.

29. — Napoléon étant encore dans son bain me parla des manufactures anglaises, blâma les ministres de n'avoir pas profité des circonstances qui leur avaient offert les moyens de faire un traité commercial avantageux avec l'Espagne et le Portugal. Si j'étais maintenant sur le trône, Ferdinand serait mon ami. Tant que les Espagnols et les Portugais conserveront leurs colonies dans le sud de l'Amérique, ils continueront d'être ennemis de l'Angleterre. Le monde est trop éclairé pour vous permettre de faire le monopole et d'être les seuls manufacturiers. Moi-même, durant mon règne, j'ai donné près de cinq cents couvens, sans aucun payement, et à la seule condition qu'on s'engagerait à établir des manufactures. De plus, j'ai avancé à divers particuliers près de cinquante millions de francs, de ma cassette, pour leur faciliter les moyens de faire fructifier leurs entreprises. Ils devaient faire valoir mes fonds pendant neuf ans, sans

en payer aucun intérêt; ce terme expiré, le capital devait m'être rendu.

En Angleterre, vos machines sont si nombreuses et si parfaites, que dans peu vous ne pourrez plus occuper de bras. » Je lui fis observer qu'une des causes de l'extrême misère de l'Angleterre, était le perfectionnement extraordinaire dans l'art mécanique. « Mais, répondit Napoléon, vous êtes obligé d'avoir recours aux machines, parce que les choses nécessaires à la vie sont deux fois plus chères en Angleterre que sur le continent; que vos taxes y sont six fois plus fortes, et parce que d'autres nations les emploient aussi. Sans cela, vous ne vendriez pas vos marchandises aussi bon marché, et ne trouveriez pas de débouchés. En Allemagne, en Suisse, par exemple, on compte maintenant un grand nombre de mécaniques.

Napoléon parla encore de lord Amherst, et observa que ce serait insulter un ambassadeur chinois, s'il y en avait un à Londres, que de le soumettre aux mêmes cérémonies que celles exigées de l'ambassadeur anglais à Pékin. « Par exemple, dit-il, si le roi de France exigeait de l'ambassadeur d'Angleterre qu'il lui baisât les mains, ce

serait, parce que ce n'est pas l'usage en France, lui faire une insulte, bien que cet ambassadeur y fût accoutumé à Londres. Par la même raison, demander à un mandarin de faire, devant le portrait du roi Georges, une cérémonie semblable à celle que l'ambassadeur anglais fait devant Sa Majesté Chinoise, est une sottise et une insulte pour la Chine. Un ambassadeur va dans un pays pour traiter des affaires, et nonpour s'occuper de vaines cérémonies. Il devient comme l'un des premiers notables du pays qu'il habite alors, et doit se conformer à ses cérémonies. Si l'on exige de lui quelque chose de plus, il doit s'y refuser.

31. — J'ai dîné à *Plantation-House*, avec le comte Balmaine, le baron et la baronne Sturmer, le capitaine Gorrequer, etc. Les commissaires désiraient ardemment voir Napoléon.

2 *avril.* — J'ai vu Napoléon, il était assez gai. Je lui ai demandé s'il était vrai qu'il eût quitté l'Egypte parce qu'il avait reçu l'avis que le Directoire voulait l'y faire assassiner? « Non, répondit-il, je n'en ai jamais entendu parler, je n'y pensais même pas, et le Directoire n'en a jamais eu l'intention. Certes, les directeurs

étaient jaloux de moi; mais ils ne nourrissaient aucune idée semblable; et, dans la situation où se trouvait la France, je ne crois même pas qu'ils aient pu désirer ma mort. Je suis revenu, parce que je pensais que ma présence était nécessaire à la république, et que le premier objet de l'expédition était accompli par la conquête de l'Egypte. »

Je lui demandai s'il avait été l'auteur de ce projet, ou si c'était le Directoire. « L'un et l'autre, dit-il, nous y avons pensé tous deux en même temps. »

Je lui répétai ce que j'avais dit de Montchenu au baron Sturmer. « Pour l'honneur de la France, dit-il, on aurait dû envoyer ici quelqu'homme du premier mérite, au lieu de placer ce vieillard au milieu des Anglais. »

M. Churchill, de la compagnie des Indes, et sa fille, sont venus hier voir madame Bertrand, pour se procurer une entrevue avec Napoléon. Son Excellence prit cependant une très-bonne manière d'empêcher que cette entrevue n'eût lieu, en les faisant accompagner de sir Thomas Reade. Il est probable que Napoléon, qui a beaucoup d'égard pour les dames, et qui savait déjà que miss Churchill est une personne

accomplie et qu'elle parle le français avec aisance, aurait fait en sorte de se trouver avec eux, comme accidentellement, si sir Thomas Reade ne se fût tenu tout le temps à les écouter.

Le capitaine Cook, de la *Tortue*, et M. Mackenzie, garde-marine du même vaisseau, sont venus à Longwood. M. Mackenzie occupait le même emploi à bord de *l'Indomptable*, capitaine Usher, lorsque Napoléon passa sur ce vaisseau à l'île d'Elbe. Le capitaine Cook me dit qu'après avoir attendu quelque temps aux aguets, il avait vu Napoléon se promener dans le jardin, qu'il les avait envoyé chercher, et qu'il leur avait fait plusieurs questions. Il reconnut M. Mackenzie, qu'il trouva beaucoup grandi depuis qu'il ne l'avait vu; il lui fit quelques questions sur le capitaine Usher. Il demanda au capitaine Cook depuis combien de temps il était au service? « Depuis trente ans, » répondit-il; Napoléon parut en être surpris, et demanda à quelles affaires il s'était trouvé? Cook parla entre autres de Trafalgar. Napoléon lui demanda le nom du vaiseau qu'il montait, et lui fit diverses questions sur la bataille. Il s'informa aussi d'où il venait, et finit par lui demander où il allait dîner: — « Au camp, »

répondit-il. — « Au camp? répéta Napoléon; alors, prenez garde de vous enivrer. »

Je répétai à Napoléon que le garde-marine ou l'aspirant avait dit que les hommes de l'équipage du vaisseau *l'Indomptable* l'aimaient beaucoup. « Oui, a répondu Napoléon, je le crois bien; j'avais l'habitude de me mêler parmi eux, de leur parler amicalement, et de leur adresser toutes sortes de questions. Ma franchise les étonnait; elle ressemblait si peu à la manière dont ils étaient traités par leurs officiers! Vous autres Anglais, vous êtes aristocrates; vous tenez toujours une immense distance entre vous et le *popolo* (peuple). Je lui fis remarquer qu'à bord d'un vaisseau de guerre il était nécessaire de tenir les simples matelots à une grande distance pour les maintenir dans le respect qu'ils doivent aux officiers. « Je ne pense pas, répondit Napoléon, qu'il soit nécessaire de les tenir si loin que vous le faites; pourvu que les officiers ne boivent ni ne mangent avec eux et ne leur laissent prendre trop de liberté, je ne vois pas la nécessité d'une plus grande réserve. La nature a formé tous les hommes égaux. J'ai toujours eu coutume de me mêler parmi les soldats et les

hommes du peuple, de m'entretenir avec eux, de m'intéresser à leurs affaires et de leur parler amicalement. Au contraire, les généraux et les officiers *li traittai pocco bene* et je les tenais à une grande distance.

« J'ai demandé, continua-t-il, au vieux marin où il devait dîner, et je l'avertis de ne pas s'enivrer; il m'a dit qu'il était marié et n'avait pas d'enfans. Interrogé sur ce qu'il prétendait faire de son argent, il me dit qu'il le laisserait à un hôpital; je lui demandai alors s'il n'avait ni neveux ni nièces, en lui recommandant de leur léguer ses richesses, plutôt qu'à un hospice.

» Vous avez apporté à Gourgaud, me dit-il, un livre sur la bataille de Waterloo. L'auteur dit que je suis un imbécile, que mon armée était un amas de voleurs, et que j'avais commis une des fautes les plus graves qu'un guerrier pût commettre, de m'engager avec Wellington; tandis qu'il était appuyé sur les derrières par une forêt. La grande faute de lord Wellington fut cependant d'attaquer dans cette position, d'autant mieux qu'il n'y avait qu'une seule route qui conduisît à cette forêt, et en cas de défaite, il n'aurait pu parvenir à se retirer. Pour bien effectuer une retraite, il

est nécessaire d'avoir plusieurs routes, par lesquelles l'armée puisse reculer en grosses masses et avec célérité, et où elle puisse se défendre en cas d'attaque. Il aurait fallu douze heures de tranquillité pour que l'armée de Wellington eût pu traverser la forêt. La défiance d'une armée battue, cherchant à effectuer sa retraite par une seule route, eût été telle, qu'elle eût causé sa ruine en cas d'attaque. Un autre pamphlétaire a dit que j'avais conquis l'Italie avec quelques milliers de galériens. Le fait est que peut-être il n'avait jamais existé une aussi belle armée. Plus de la moitié était composée de gens instruits, de fils de marchands, d'hommes de loi, de médecins, de riches fermiers, et de la bourgeoisie. Les deux tiers savaient écrire, et pouvaient devenir officiers. J'eusse été embarrassé de dire dans un régiment quel était le meilleur sujet, ou de nommer celui qui avait le plus mérité de l'avancement; ils en étaient tous dignes. Oh! continua-t-il avec émotion, si toutes mes armées eussent été semblables! En marche, il m'arrivait souvent d'appeler le premier soldat et de le faire écrire sous ma dictée. A l'instant j'étais entouré d'une douzaine,

empressés de le faire, car il y en avait peu qui n'écrivissent pas avec la plus grande facilité.

» En supposant même que l'armée française eût été un amalgame de brigands, de vagabonds, de gens sans aveu, ce qui n'était vrai sous aucun rapport, il ne convenait pas à un Français de le publier en pays étranger. Mais heureusement pour vos projets, vous avez trouvé des Français plus ennemis de la France que les Anglais eux-mêmes. Peut-être y a-t-il chez vous plus d'esprit national qu'en France. Vous êtes insulaires, *cè lo spirito insolare;* d'un autre côté, il y a long-temps que votre révolution est terminée : pour juger sainement des deux nations, il serait nécessaire de les voir toutes deux immédiatement après une révolution; d'ailleurs, vos ministres ont à leur solde plusieurs Français pour écrire contre leur patrie tout ce qu'on leur ordonne. »

Napoléon a ensuite parlé de Hoche : « Hoche, a-t-il dit, fut un des premiers généraux que la France ait produits. Il était brave, intelligent, plein de talent, de résolution et de pénétration. Il était, en outre, ambitieux; s'il eût débarqué en

Irlande, selon son désir, il aurait sans doute réussi, parce qu'il possédait toutes les qualités nécessaires pour assurer le succès d'une entreprise. Il était accoutumé à la guerre civile, et savait la faire avec avantage : il avait pacifié la Vendée, et il aurait dirigé les Irlandais avec intelligence s'il eût été à leur tête. Belle figure et beaucoup de talent : il était entreprenant; mais probablement, par suite de quelque maladresse ou d'un mal-entendu, on le mit à bord d'une frégate qui n'arriva pas jusqu'à la côte d'Irlande, tandis que le reste de l'expédition, montant à environ dix-huit mille hommes, entra dans la baie de Bantry, où les soldats restèrent pendant quelques jours parfaitement les maîtres d'opérer leur débarquement. Mais Grouchy, qui, à ce que je crois, avait le commandement après Hoche, ne sut pas comment s'y prendre; en sorte qu'après être demeuré dans l'inaction, il fit lever l'ancre, et les bâtimens revinrent en France sans avoir rien tenté. Si Hoche était arrivé, vous auriez perdu l'Irlande. »

« Si les Irlandais, a-t-il ajouté, m'eussent député d'honnêtes gens, j'aurais certainement fait une tentative pour débar-

quer en Irlande; mais je n'avais pas de confiance, ni dans l'intégrité, ni dans les talens des meneurs irlandais qui étaient en France. Ils n'avaient aucun plan à soumettre, étaient divisés d'opinion et se querellaient continuellement ensemble. Je n'avais qu'une idée bien médiocre de l'intégrité de cet O'Connor dont on parlait tant parmi vous.

4. — Napoléon s'est habillé, et est passé dans la chambre de billard : il était très-bien disposé; il a parlé de l'amirauté, m'a demandé qui signait les commissions des officiers de marine : il a paru surpris que le roi n'en signât aucune. « Hé quoi ! la commission de Nelson n'était pas signée par le roi Georges ? » J'ai répondu que non, et j'ai dit que le roi ne signait que les commissions des officiers de terre et des troupes de mer; mais que Sa Majesté ne se mêlait pas des promotions navales. « Qui nomme l'amirauté ? a dit Napoléon. » J'ai répondu : c'est le souverain. « En ce cas, a-t-il continué, ce n'est qu'un subterfuge; car si le roi désire donner un commandement, ou avancer un officier, son unique marche est de faire connaître son intention aux membres de l'amirauté, qui n'oseront

pas refuser dans la crainte de perdre leurs places. »

J'ai fait en réponse l'observation que le souverain avait quelquefois nommé un amiral, ou un commandant en chef, qui n'était pas tout-à-fait du goût de l'amirauté; mais que, dans de tels cas, il dépendait du choix des lords de confirmer ou non les promotions faites par le roi, excepté pour certaines places vacantes qui lui appartiennent, ou par droit, ou par usage.

« Bah, a dit Napoléon, s'ils ne confirmaient pas les promotions, est-ce que le roi ne leur donnerait pas la démission de leurs places. Le roi peut avancer qui il veut. Il a un grand pouvoir, parce qu'il nomme les ministres, et commande à ceux qui ont la direction de tout. »

« Les ministres, excepté dans des cas bien rares, aiment trop leurs places pour s'exposer à les perdre, en contrariant les vœux du souverain. Il m'est arrivé, à moi-même, qu'un ministre m'a dit : Sire, je n'y peux consentir, c'est contre mon opinion, et j'aime mieux résigner que de céder. » J'ai remarqué qu'il ne manque pas d'exemple en Angleterre de ministres qui ont abandonné leurs places pour ne pas

céder aux volontés de la couronne, quand elles étaient contraires à leurs principes. Que le roi d'Angleterre a une grande autorité sur l'armée et sur la marine; mais qu'il n'exerce, sur les autres classes des citoyens, aucune influence, excepté celle qui résulte de la sagesse et de l'utilité des mesures employées par le gouvernement.

« Eh! quelle plus grande autorité avais-je en France? a dit Napoléon; que pouvais-je faire, sinon avec les classes dont vous venez de faire l'exception? » J'ai fait l'observation qu'en France il n'y avait de liberté ni dans le discours, ni dans la presse, et qu'un homme pouvait être jeté en prison, et y être retenu pendant un temps illimité, pour vouloir s'opposer aux mesures du gouvernement. Napoléon a répondu: « Il n'y avait certainement pas en France cette liberté de discussion dont on jouit en Angleterre, quoiqu'il y eût quelquefois une opposition très-forte dans le sénat; la liberté dans les discours et celle de la presse n'y étaient pas aussi grandes; mais que pouvais-je faire à un banquier ou à toute autre personne indépendante qui s'opposait à mes mesures? Le mettre en prison, le vexer, et le fatiguer par des arrestations?

Il pouvait en appeler au sénat et aux lois, outre que c'eût été une méprisable manière d'agir. Je ne nie pas que l'ancienne constitution de la France ne fût très mauvaise, et qu'elle n'eût besoin d'être de nouveau modifiée; mais la constitution que je donnai aux Français, quand je revins de l'île d'Elbe, était excellente : la seule faute qu'on pût me reprocher, c'était de me réserver trop peu de pouvoir en main, et d'en confier peut-être trop dans celles du sénat. Je ne pouvais faire emprisonner un homme, ou le condamner à une amende sans un jugement; et il me fallait, pour lever une conscription, un décret qui m'y autorisât. On avait rendu une loi sur la liberté de la presse. »

J'ai dit à Napoléon que ses ennemis avaient affirmé que la constitution qu'il avait donnée n'était que transitoire, et que, si la victoire eût consolidé sa nouvelle puissance, il aurait bientôt établi son ancien système. « Non, non, a répondu vivement Napoléon, j'aurais maintenu la dernière constitution, convaincu que l'ancienne avait besoin d'un grand changement. Je suppose que c'est lord Castlereagh qui a donné cette assurance; mais il n'est pas

prudent de croire tout ce qu'il a dit à mon sujet. Vous savez quelles faussetés il a débitées et publiées depuis mon arrivée dans cette île. Que de contes n'a-t-il pas fait répandre aussi sur Murat!

» J'aurais consenti aux conditions proposées à Francfort, où le Rhin devait former les limites naturelles de la France. »

J'ai pris la liberté de faire l'observation qu'on pouvait naturellement craindre qu'il n'acceptât le traité de Paris, dont les conditions étaient encore pires. « Si, répliqua Napoléon, j'aurais strictement observé ce traité : je ne l'eusse pas fait moi-même ; mais le trouvant fait, j'y aurais adhéré, et j'aurais conservé la paix. »

Une partie de la conversation qui eut lieu me donna occasion de faire quelques remarques sur le maréchal d'Avoust, et aussi à demander à Napoléon si on devait considérer ce général comme un des meilleurs. « Non, il s'en faut de beaucoup; cependant c'est un bon officier: on lui a reproché d'avoir levé des contributions énormes; mais c'était pour l'armée. Il est nécessaire qu'une armée, surtout quand elle est assiégée, ne manque de rien. Quant à être le premier des généraux français, il

s'en faut de beaucoup, quoiqu'il soit un bon officier. » J'ai alors demandé à Napoléon quel était le plus habile général français. Cela est difficile à dire, a répondu Napoléon; mais il me semble que c'est Suchet. Auparavant, c'était Masséna; mais on peut le considérer comme mort : il a une maladie de poitrine qui l'a changé de manière à le rendre méconnaissable. Suchet, Clausel et Gérard sont, à mon avis, les meilleurs des généraux français : il est difficile de dire lequel l'emporte sur les autres, attendu qu'ils n'ont pas souvent commandé en chef, circonstance indispensable pour juger du talent d'un général. » Il a aussi fait mention de Soult en des termes honorables.

Nous avons fait, avec les officiers du 53e, une chasse aux rats, dans le camp de ce régiment. Nous en avons tué une grande quantité. Le délabrement des bâtimens de Longwood, tous construits en vieux bois, favorisent singulièrement l'accroissement de ces animaux.

Mais le mauvais état des toits formés de bois recouverts de poix et de goudron, donnait lieu à des inconvéniens bien autrement insupportables encore. Ce mê-

lange se fondait très-facilement aux rayons d'un soleil aussi ardent, et formait un grand nombre de crevasses, au travers desquelles la pluie abondante des tropiques s'introduisait souvent par torrent (1). La comtesse de Montholon a, plusieurs fois pendant la nuit, était obligée de transporter son lit et celui de ses enfans dans diverses parties de la chambre qu'elle habitait, pour ne pas être inondée avec eux. La nature des substances qui entrent dans la construction de ces toits rend ces inconvéniens irremédiables, parce que quelques heures de soleil produisent de nouvelles crevasses.

6. — Napoléon, de très-bonne humeur, a parlé du marquis de Cornwallis avec beaucoup d'éloges. « Cornwallis, a-t-il dit, était un homme probe, généreux et sincère : *un très-brave homme*. Ce fut le pre-

(1) Toutes les additions faites à ce vieux bâtiment avaient des toits en ce genre. Comme ce livre peut tomber dans les mains de quelques lecteurs qui pourraient ne pas ajouter foi à cette description, je les prie de prendre des renseignemens auprès des personnes respectables qui peuvent toucher à Sainte-Hélène, pour savoir si tel n'est pas l'état de la maison dans laquelle Napoléon a rendu le dernier soupir.

mier Anglais qui m'ait fait concevoir une bonne opinion de sa nation. Son intégrité, sa fidélité, sa franchise et la noblesse de ses sentimens, me donnèrent de vous une idée très-favorable. Je me rappelle que Cornwallis disait un jour : « Il y a de certaines qualités qu'on peut acheter; mais un bon caractère, la sincérité, et le calme à l'heure du danger, ne peuvent pas s'acheter. » Ces paroles me firent impression. Je lui donnai un régiment de cavalerie, à Amiens, pour lui servir de récréation, et il avait coutume de manœuvrer en sa présence. Les officiers de ce régiment l'aimaient beaucoup; je ne crois pas qu'il fût un homme de premier talent; mais il avait une grande probité, ainsi que beaucoup de sincérité.

Il n'a jamais manqué à sa parole à Amiens; le traité était prêt, et il devait le signer, à neuf heures, à l'hôtel-de-ville.

Il arriva quelque chose qui l'empêcha de le faire; mais il fit dire aux ministres français qu'ils pouvaient considérer le traité comme signé par lui, et qu'il le signerait le jour suivant. Un courrier d'Angleterre arriva le soir, avec des ordres de refuser son consentement à de certains ar-

ticles, et de ne pas signer le traité. Quoique Cornwallis eût pu facilement se prévaloir de cet ordre, il dit qu'il considérait sa promesse comme sa signature, et il écrivit à son gouvenement qu'il avait promis, et qu'ayant donné sa parole, il voulait la tenir; que s'il n'était pas content, il pouvait refuser de ratifier le traité. C'était un homme d'honneur, Anglais, comme ils devraient l'être tous. Il aurait fallu envoyer un Cornwallis ici, au lieu de cet individu, misérable assemblage de fausseté, de bassesse et de soupçons. Je fus très-affligé quand j'appris sa mort. Quelques personnes de sa famille m'écrivirent dans l'occasion pour demander des grâces pour quelques prisonniers, et je les leur ai toujours accordées.

Il parla ensuite sur ce qu'il s'était livré lui-même aux Anglais, et observa : « Ma remise entre vos mains n'est pas une affaire aussi irréfléchie que vous l'imaginez. Avant d'aller à l'île d'Elbe, lord Castlereagh m'offrit un asile en Angleterre, et il me dit que j'y serais très-bien traité, et encore bien mieux qu'à l'île d'Elbe. » Je dis à Napoléon que l'opinion contraire était admise en Angleterre, et que lord Castle-

reagh assurait qu'il avait lui-même repoussé la demande faite par Napoléon de vivre en Angleterre, dans une retraite qu'il choisirait.

La vérité est, a répondu Napoléon, qu'il m'a proposé lui-même cette retraite. Avant que je n'allasse à l'île d'Elbe, Castlereagh dit à Caulaincourt : Pourquoi Napoléon veut-il aller à l'île d'Elbe? qu'il vienne en Angleterre, il sera reçu à Londres avec la plus grande considération ; il y éprouvera le meilleur traitement possible. Il ne faut cependant pas qu'il en fasse la demande, cela entraînerait une trop grande parte de temps; mais qu'il se livre à nous sans conditions, et il sera reçu avec le plus grand respect. Ce discours a eu beaucoup trop d'influence sur moi ! »

J'ai demandé à Napoléon son opinion relativement au baron de Stein. « C'est, dit-il, un patriote, un homme à talent et d'un caractère actif et remuant. » J'ai fait l'observation que Stein lui avait fait plus de tort que Metternich, ou que toute autre personne, et qu'il avait efficacement contribué à sa chute. « Point du tout, a répondu Napoléon, c'était certainement un homme à talent; mais si on l'eût écouté,

le roi de Prusse eût été perdu sans retour; Stein était toujours à intriguer, et voulait que la Prusse se déclarât contre moi avant l'époque favorable, ce qui aurait causé sa ruine. Mais le roi était plus prudent que lui, et ne se déclara qu'au moment convenable, c'est-à-dire à l'époque du désastre de la Russie, dont il tira aussitôt avantage. Il y eut ici une pause; Napoléon fit quelques pas en avant, s'arrêta, me regarda, et dit avec expression : « Personne, excepté moi-même, ne m'a fait de mal; je puis dire que j'ai été mon unique ennemi; mes propres projets, cette expédition de Moscou, et les accidens qui en furent la suite, ont été les causes de ma ruine. Je fus cause du renvoi de Stein de la cour de Prusse; mais il eût été très-heureux pour moi que l'on eût suivi ses avis; car la Prusse se fût déclarée avant le temps, et je l'aurais écrasée comme cela (levant un pied et faisant un mouvement comme s'il eût écrasé une mouche). J'aurais pu, continua-t-il, sous le plus léger prétexte, détrôner le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, aussi aisément que je fais cela (étendant un de ses pieds). Excepté pour moi, j'étais alors trop puissant pour tout

le monde, pour que l'on pût me faire du mal impunément. »

Je lui ai demandé si M. *** était un homme de grand talent? Pas du tout, a-t-il répondu, *è bugiardo è intrigante*, *è intrigante è bugiardo* (1), c'est là la somme totale de son caractère.

Lord Whitworth, a continué Napoléon, dans la fameuse entrevue qu'il eut avec moi, et pendant laquelle je ne me montrai aucunement violent, dit en sortant qu'il était très-satisfait de la manière dont je l'avais traité, et qu'il espérait que tout irait bien. Il le répéta à quelques-uns des ambassadeurs des autres puissances. Peu de jours après, quand les journaux anglais rapportèrent l'entrevue, et dirent d'après lui que j'étais entré dans un accès de rage, cela excita l'étonnement de tout le monde, surtout des ambassadeurs, qui lui firent des remontrances et lui dirent : Mylord, comment ce détail peut-il être exact? vous savez que vous êtes convenu avec nous que vous étiez bien content et bien satisfait de votre réception, et que vous fûtes d'avis que tout

(1) C'est un menteur et un intrigant, un intrigant et un menteur.

irait bien. Il ne sut que répondre : mais ce détail est vrai aussi.

J'ai dit à Napoléon qu'on avait fait mention, dans un des journaux, qu'il avait envoyé un charpentier à Alger ou à Tunis, pour apprendre aux corsaires à construire des bâtimens ; il a répondu : Jamais. Il est possible qu'ils se soient procuré quelques charpentiers français, mais non pas avec mon consentement. Ils ont pu se procurer quelqu'un de Marseille, à Constantinople ; quand les Turcs étaient en guerre avec la France, il y avait un charpentier de navire, nommé Lanusse. Au lieu de secourir les pirates, j'ai proposé à l'Angleterre de les exterminer, ou au moins de les forcer à vivre en honnêtes gens. Vos ministres n'ont pas voulu y consentir. Il n'y avait personne qui eût plus de dégoût, ni plus de mépris pour ces *canaglies* de pirates, ou qui les traitât plus mal que moi.

Ce n'était pas la politique des ministres anglais de détruire ces barbares, car ils l'eussent fait depuis long-temps. En permettant à ces misérables de piller, vous accapariez à vous seuls la plus grande partie du commerce de la Méditerranée, parce

que les Suédois, les Danois, les Portugais et autres, eussent craint d'envoyer leurs bâtimens dans ces parages, et que par conséquent, durant la guerre, vous aviez presque tout le commerce de la Méditerranée. La raison pour laquelle vous avez envoyé cette expédition à Alger, était pour vous remettre en grâce avec les Italiens, et pour empêcher qu'ils ne me regrettassent; et vous avez bien fait en ce sens, car les Italiens eussent été mécontens et auraient crié que sous le règne de Napoléon ils étaient au moins affranchis des attaques des pirates et des corsaires.

Cette expédition ne mérite d'être citée que pour la grande bravoure et pour l'adresse nautique qu'ont déployées l'amiral et ceux à qui il commandait. Dans les négociations, lord Exmouth n'a pas suivi la vraie marche, attendu que l'extinction de la piraterie, la reddition de la flotte, et un engagement de ne plus construire de bâtimens armés (à moins que le grand-seigneur ne fît la guerre à quelque puissance européenne) devaient être les conditions *sine quâ non*. Vous dites qu'il a été stipulé qu'on ne fera que des prison-

niers et non des esclaves. Je crains beaucoup que si ces barbares font quelque différence entre le sort d'un prisonnier et celui d'un esclave, ce ne soit au désavantage du premier; car ces misérables avaient quelqu'intérêt à conserver la vie de leurs esclaves, afin d'en obtenir une rançon, tandis qu'avec des prisonniers, n'ayant plus aucune expectative, et donnant par conséquent un libre cours à leur cruauté naturelle et à leur haine mortelle pour les chrétiens, ils les mutileront et leur feront subir une mort cruelle. Je pense que vos ministres ont ordonné à lord Exmouth de ne pas abolir toute la piraterie, mais simplement de lui donner un échec, afin de punir, jusqu'à un certain point, les Algériens, faire respecter votre pavillon, et gagner la faveur des Italiens et des autres états méditerranéens, que vous aviez perdue en les abandonnant si misérablement à leurs oppresseurs; car, si les pirates eussent été totalement anéantis; toutes les nations auraient pu commercer avec sécurité: ce qui ne serait pas d'accord avec vos vues d'accaparer la principale partie du commerce de la Méditerranée et de l'Océan.

Vous dites que l'expédition a donné un nouvel éclat à votre marine (1) : certainement cette affaire a été très-belle, mais votre marine n'a pas besoin d'un nouvel éclat.

» Je suis d'avis que cette expédition était très-mal combinée. Vous couriez le risque d'être battus par les barbares, et de perdre deux ou trois bâtimens, même étant victorieux ; vous avez perdu mille hommes en tués et mis hors de combat, et cinq ou six de vos bâtimens ont été abîmés. Or la vie et les membres de mille braves matelots anglais ont plus de prix et sont plus importans que la *totalité des Etats barbaresques*. Bloquer le port avec un vaisseau de soixante-quatorze, et deux ou trois frégates, sous le commandement du capitaine Usher ou Maitland, vous eût obtenu d'aussi bonnes conditions, sans que vous eussiez perdu un seul de vos hommes.

» J'ai toujours conçu une haute idée de vos matelots, a continué Napoléon. Lorsque je revenais de Hollande avec Marie-

(1) J'ai fait l'observation qu'en conséquence des échecs que nous avions éprouvés de la part des Américains, il était désirable que notre marine se relevât par quelque action d'éclat.

Louise, nous nous arrêtâmes à Givet pour nous reposer. Pendant la nuit, un temps orageux, accompagné de vents et de pluie, survint et enfla tellement la Meuse qu'elle emporta le pont de bateaux. Je désirais beaucoup me mettre en route, et j'ordonnai à tous les bâteliers de se rassembler sur la place afin de me donner le moyen de traverser. Ils dirent que les eaux étaient si hautes qu'on ne pourrait traverser la rivière de deux ou trois jours. J'interrogeai quelques-uns d'entre eux, et je découvris que c'étaient des marins d'eau douce. Je me souvins alors qu'il y avait dans les casernes des prisonniers anglais, et j'ordonnai que les plus vieux et les meilleurs matelots me fussent amenés sur le bord de la rivière. Les eaux étaient très-hautes, et le courant rapide et dangereux. Je leur demandai s'ils pouvaient réunir une quantité de bateaux de manière à traverser la rivière. Ils répondirent que c'était possible, mais périlleux. Je leur dis de s'en occuper sur-le-champ. Dans le cours de quelques heures ils réussirent à faire ce que nos imbéciles de mariniers avaient déclaré impossible, et je traversai le fleuve avant la fin du jour. Je fis donner une

somme d'argent à ceux qui avaient travaillé, des habits et la liberté. Marchand était alors avec moi.

» Quand je débarquai à l'île d'Elbe, a dit Napoléon, avec Usher, ma garde n'était pas arrivée, et Usher m'en composa une, composée de marins, sous les ordres d'un sous-officier, qui restèrent constamment à Porto-Ferrajo, et formèrent ma garde pendant quelques jours; je n'eus qu'à me louer d'eux. Quand mes gardes arrivèrent, ils fraternisèrent avec les marins et les matelots. On les voyait souvent se promenant ivres dans les rues, bras dessus, bras dessous, chantant et se donnant la main tous ensemble. Vos matelots s'étonnaient de la familiarité avec laquelle je les traitais, si différente de la morgue aristocratique à laquelle ils avaient été accoutumés. Je crois que pas un homme du bâtiment n'aurait eu l'idée de me déplaire quand il l'aurait pu. Lorsque je les quittai, j'ordonnai qu'on donnât un napoléon à chacun d'eux, et je fis à Usher présent d'une boîte avec mon portrait enrichi de diamans. Si j'avais eu pour officiers des hommes aussi capables qu'Usher, les combats sur mer entre les bâtimens

français et les vôtres se fussent terminés très-différemment. »

J'informai Napoléon que le gouverneur désirait avoir un entretien avec le comte Bertrand, relativement à la route du côté de Woody Range, et qu'il avait dit qu'on pourrait arriver à un arrangement, si le comte donnait l'assurance qu'on n'entrerait pas dans de certaines maisons. Quelles maisons, répliqua Napoléon? est-ce celle de miss Mason, ou de Legge, ou du charpentier? Craint-il pour la vertu de miss Robinson? Bêtises que tout cela! si je voulais correspondre, vous savez bien que je pourrais envoyer des lettres en Europe tous les jours.

8. — Le 7, il y a eu des courses de chevaux, auxquelles madame Sturmer, les trois commissaires et le capitaine Gor, assistèrent. Le général Gourgaud s'y rendit aussi, et eut une longue conversation avec le baron et la baronne de Sturmer, le comte Balmaine, et enfin avec le marquis Montchenu. Pendant la plus grande partie du temps, aucun officier anglais ne prêta l'oreille à leurs discours. Sir Hudson Lowe et sir Thomas Reade furent, pendant très-longtemps, au nombre des spectateurs.

Lady Lowe était aussi présente. Vers la fin des courses, les commissaires, madame Sturmer et le baron Gourgaud se rendirent à la maison de madame Young-Husband, dans le camp, où ils restèrent quelque temps ensemble, avant qu'aucun des officiers du gouverneur ne les suivît.

J'ai dit à sir Hudson Lowe l'opinion que Napoléon avait manifestée sur le compte du marquis de Cornwallis. Son Excellence m'a répondu, d'un air ridiculement important : *Cornwallis était un trop honnête homme pour avoir affaire avec lui.*

Napoléon est descendu chez le comte Bertrand ; des fenêtres les plus élevées de l'habitation il vit les courses : ce genre de spectacle parut l'intéresser et l'amuser. Sir Thomas Reade a fait semblant d'être très-fâché contre madame Young-Husband, pour avoir invité les commissaires et le général Gourgaud tous ensemble, sans que ce dernier eût été accompagné, et il a dit que le gouverneur avait le droit de la faire mettre hors de l'île, et qu'il devrait le faire, ajoutant que les commissaires étaient de pauvres gens de parler à Gourgaud, tandis que son maître les traitait avec tant de mépris.

Napoléon s'est promené dehors pendant quelque temps avec les comtes Montholon et Bertrand. Je l'ai vu à midi : il m'a fait plusieurs questions sur les courses.

M. Rainsfort, chef de la police, est mort le 7.

14. — Le général Gourgaud, en se rendant au camp, alla voir pendant quelques minutes les appartemens du major Fehrzen, du 53e régiment.

15. — Sir Hudson Lowe a envoyé chercher l'officier d'ordonnance, et lui a demandé quelle affaire engageait le général Gourgaud à entrer dans les appartemens du major Fehrzen ?

J'ai vu Napoléon qui reposait sur son sofa. Il demanda avec empressement des nouvelles de madame Bertrand, de Tristan Montholon (un des fils du comte), et de la petite Napoléone, qui tous deux étaient très-incommodés, surtout Tristan, qui avait une forte attaque de dyssenterie de nature très-inflammatoire, et pour laquelle on l'avait saigné. Quand je fis mention de la saignée à Napoléon, et que je lui eus dit que l'enfant en avait été très-

soulagé : « Ah ! a t-il dit, l'expérience fait tout (1). »

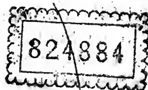
Napoléon a parlé du général Lallemand, dont il loua beaucoup le caractère : « Lallemand, a-t il dit, que vous avez vu sur *le Bellérophon*, fut envoyé par moi à Acre, comme négociateur avec sir Sydney Smith. Il remplit cette mission avec beaucoup d'adresse et d'habileté. A mon retour de l'île d'Elbe, lui et Labédoyère se déclarèrent pour moi dans le moment le plus périlleux. *Lallemand a beaucoup de résolution* : il a le feu sacré ; il commandait les chasseurs de la garde à Waterloo ; il enfonça quelques-uns de vos bataillons. Il a parlé de V**** comme d'une bête, sans talens et sans tête ; de Soult, comme d'un excellent ministre de la guerre, très-bon faiseur de plans, mais peu capable de les bien exécuter.

» Après la défaite des Turcs à Aboukir, ajouta-t-il, Sydney Smith envoya son secrétaire en parlementaire à Alexandrie, pour me remettre des lettres qui m'étaient

(1) Napoléon avait souvent, auparavant, condamné l'usage de la saignée, qui, disait-il, ôte autant de vie que de sang.

adressées, et qu'un de vos croiseurs avait prises à bord d'un bâtiment. Sydney Smith y joignit quelques journaux anglais, dont le contenu me décida à retourner en France. »

FIN DU SECOND VOLUME.



Imprimerie de Gueffier, rue Guénégaud, n°. 31.

